

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL
PROGRAMME 181
RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÉGLEMENT
DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2022

PRÉVENTION DES RISQUES



PROGRAMME 181
Prévention des risques

Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Cédric BOURILLET

Directeur général de la prévention des risques

Responsable du programme n° 181 : Prévention des risques

L'année 2022 est caractérisée par une mobilisation forte de tous les acteurs de la prévention des risques sur l'ensemble de leurs domaines de compétences, qu'il s'agisse des risques anthropiques ou naturels.

Dans le domaine des risques sanitaires d'origine environnementale, l'action des équipes s'inscrit dans le cadre plus large d'une meilleure gestion du risque que peuvent présenter les produits chimiques : la mise en œuvre du règlement européen REACH (enregistrement, évaluation, autorisation et restrictions des substances chimiques) pour lequel la France s'investit fortement ainsi que le dispositif concernant les biocides et les produits phytopharmaceutiques. La France se mobilise auprès de la Commission européenne et aux côtés des États-membres pour améliorer l'évaluation et la gestion des risques des substances chimiques à travers la mise en œuvre de la stratégie européenne sur les produits chimiques publiée par la Commission européenne en octobre 2020 et la déclinaison du Pacte vert européen.

Les travaux de révision du règlement REACH ont débuté il y a plus de deux ans maintenant. Le ministère collabore avec les services de la Commission européenne pour améliorer la gestion des dangers et des risques liés aux produits chimiques dans ce cadre. La mise en œuvre de l'approche générique de gestion du risque est en particulier un levier central pour l'atteinte des objectifs de la stratégie sur les produits chimiques de sortie du marché européen des substances les plus dangereuses. Cette approche vise à interdire les substances les plus dangereuses sauf pour des usages essentiels pour la société. Ces travaux vont se poursuivre sur l'ensemble de l'année 2023. En particulier, la Commission européenne doit publier son projet de règlement REACH révisé d'ici la fin 2023. Les négociations, dans lesquelles la France sera très impliquée, commenceront ensuite entre États-membres au Conseil.

Les autorités françaises, sous l'impulsion du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, ont fait également des propositions détaillées, reprises dans la stratégie européenne sur les produits chimiques, notamment l'adoption d'une définition transversale des perturbateurs endocriniens (PE) à travers une nouvelle classe de danger « perturbateur endocrinien » adoptée par un acte délégué au règlement européen relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances chimiques dit CLP, publié le 19 décembre 2022. Cette classification s'applique à tous les secteurs pertinents, avec un principe d'interdiction des substances dangereuses (dont les perturbateurs endocriniens), dans les produits de consommation courante, sauf rares dérogations pour des usages essentiels.

Lancé en mai 2021 pour la période 2021-2025, le 4^e Plan National Santé Environnement (PNSE4), intitulé « un environnement, une santé », a pour objectif de mieux maîtriser les risques environnementaux, pour un environnement plus favorable à la santé au sens global du terme intégrant la santé de l'environnement, de l'Homme et des animaux. La mise en œuvre du suivi du plan a débuté au dernier trimestre 2021 et se poursuit en 2023 en s'appuyant sur une gouvernance associant l'ensemble des parties prenantes de la santé environnement au moyen de quatre groupes de suivi issus du Groupe Santé Environnement (GSE) et d'un comité d'animation des territoires regroupant les associations d'élus et de collectivités. L'objectif du PNSE4 vise également à favoriser des interactions avec des plans thématiques concourant à l'amélioration de la santé environnement (SNPE2, PREPA, etc.) en provoquant des échanges entre les différents pilotes, dans le cadre du GSE notamment.

En complément, dans le domaine de l'économie circulaire et des déchets, l'année 2022 a été consacrée à la poursuite de la mise en œuvre de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire. Cette loi s'articule autour de quatre grandes orientations : mettre fin aux différentes formes de gaspillage, renforcer l'information du consommateur, mobiliser les industriels pour transformer les modes de production, améliorer la collecte et le tri des déchets et enfin lutter contre les dépôts sauvages. La loi doit notamment permettre de réduire la quantité de déchets à gérer par les collectivités locales, d'aller vers le retrait du marché des emballages en plastique à usage unique d'ici

2040, la fin du suremballage des fruits et légumes et la fin de la vaisselle jetable pour la restauration sur place en 2023. À titre d'exemple, les textes d'application relatifs à la proportion d'emballages réemployés à mettre sur le marché et à la mise en place de nouvelles filières à responsabilités élargies des producteurs (REP) telle que celle sur les produits et matériaux du bâtiment ont été publiés. Un nouvel outil permettant la dématérialisation des bordereaux de suivi des déchets dangereux grâce à la plateforme « Trackdéchets » a par ailleurs été développé pour une mise en place progressive tout au long de l'année 2022.

Dans le cadre de la programmation pluriannuelle de l'énergie, de la loi énergie et climat du 8 novembre 2019, de la loi « anti-gaspillage », ainsi que du plan de relance, des stratégies d'accélération du PIA4 et du plan d'investissement France 2030, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) poursuit des objectifs ambitieux notamment au travers du fonds chaleur, du fonds économie circulaire, du plan de relance et des fonds d'investissements mis en place par le Secrétariat général pour l'investissement (SGPI). Cet opérateur intervient également pour la mise en sécurité des sites et sols pollués à responsable défaillant, et met en œuvre de nouveaux fonds d'intervention (air, mobilité, hydrogène).

En s'appuyant sur les conclusions des différentes missions parlementaires et enquêtes ainsi que sur le retour d'expérience sur l'incendie de Lubrizol, un plan d'actions du Gouvernement a été présenté par la ministre en septembre 2020, pour poursuivre l'amélioration de la prévention des risques industriels et de la gestion d'un accident. Des actions se sont poursuivies en 2022 pour mettre en œuvre ce plan, telles que le renforcement du réseau RIPA avec l'entrée de nouveaux laboratoires, la réalisation d'un exercice de crise mobilisant l'ensemble du réseau, l'avancée des travaux sur l'outil de mise à disposition du public des résultats des différents prélèvements et analyses réalisés en situation post-accidentelle ainsi que la finalisation du rapport synthétisant les valeurs de référence sur une famille de polluants caractéristiques des incendies dans l'air.

En matière de protection des réseaux, l'action visant à diminuer le nombre de dommages aux canalisations lors des travaux s'est poursuivie. Par ailleurs, sur la base des retours d'expérience des derniers accidents, des actions ont été menées pour renforcer les règles de conception et d'entretien des installations intérieures de gaz dans les logements et des réseaux de distribution de gaz.

Sur le plan du contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), autorité administrative indépendante créée en 2006, a mené plusieurs actions pour faire face à différents dossiers à forts enjeux. Le premier d'entre eux a été la découverte inattendue de corrosion sous contrainte sur des circuits de sécurité des réacteurs d'EDF conduisant à l'examen d'un programme de contrôle et de remise en état. Le second a été celui d'un épisode caniculaire intense qui a conduit l'ASN, pour la première fois depuis 2003, à prendre des décisions permettant de déroger aux prescriptions de rejets thermiques et d'encadrer le maintien en fonctionnement de cinq réacteurs d'EDF en situation exceptionnelle. Parallèlement, l'ASN a poursuivi ses travaux concernant les réexamens des centrales en fonctionnement, l'instruction des dossiers pour de nouvelles installations et, dans le cadre de la gestion de crise et post-accidentelle, les efforts de mobilisation pour renforcer la culture de sécurité et de radioprotection.

En complément à la prévention des risques anthropiques, la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques vise à préparer nos territoires et notre société à faire face aux aléas naturels inévitables, afin d'améliorer leur résilience, avec une priorité donnée à la sauvegarde des vies humaines, à la limitation des dommages sur les populations, les activités, les biens et l'environnement et visant à retrouver le plus rapidement possible un fonctionnement acceptable après une crise.

Dans le domaine du risque inondations, les événements des dernières années (crues de l'automne 2018 dans l'Aude, tempête Alex dans les Alpes maritimes en 2020) ont montré l'efficacité du dispositif de surveillance et de prévision mis en place par l'État (Vigicrues et Vigicrues Flash) qui s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue. Plusieurs chantiers importants ont ainsi été poursuivis en 2022 visant d'une part l'amélioration des outils avec le développement de modèles plus performants et d'autre part l'enrichissement des services offerts aux usagers ; l'année 2022 a ainsi vu l'ouverture de l'Hydroportail (le site de référence d'accès en opendata aux données hydrométriques et hydrologiques sur l'ensemble des cours d'eau français, y compris outre-mer) en janvier et le déploiement de l'application gratuite smartphone Vigicrues en octobre. L'action des services de l'État s'est également appuyée sur l'expertise de plusieurs opérateurs dont Météo-France, INRAE, CEREMA ou le SHOM pour la modélisation des phénomènes surveillés. Avec

l'appui de la DGPR, Météo-France a enrichi en novembre 2022 son dispositif de vigilance en l'étendant temporellement au lendemain ; un zonage plus précis que celui du département est également mis en place progressivement pour certains phénomènes comme celui de vagues- submersion marine.

Le Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) qui assure l'essentiel du financement de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques, est intégré depuis 2021 au budget de l'État sur le programme 181, via une action 14 spécifique. Il a connu en 2022 une mobilisation importante tant en autorisations d'engagement (229 M€) qu'en crédits de paiement (215 M€).

Par ailleurs, l'amélioration du cahier des charges de l'appel à projets des programmes d'action de prévention des inondations (PAPI) mis en œuvre en janvier 2021 permet d'en accélérer l'élaboration et la mise en œuvre, avec notamment la simplification de la phase d'études préalables et la déconcentration de la labellisation des PAPI de moins de 20 millions d'euros. En 2022, des réflexions ont été menées avec les parties prenantes pour intégrer l'évaluation environnementale dans la procédure et apporter de nouvelles simplifications.

En Outre-mer où les territoires sont particulièrement exposés au risque sismique, l'année 2022 a été marquée par la poursuite de l'acquisition de connaissances sur le phénomène des séismes en essaim de Mayotte. Aux Antilles, l'efficacité du Plan Séismes Antilles (PSA) a été renforcée avec l'entrée en vigueur d'une troisième phase du PSA en 2021 et une augmentation du niveau d'engagement sur les opérations de confortement parasismique (+5 M€ en AE et +12 M€ en CP).

De manière transversale à tous les aléas, la sensibilisation et l'information adéquate de chaque acteur est indispensable afin que chacun adopte le bon comportement en cas d'événements majeurs. La DGPR a renforcé en 2022 ses actions dans ce domaine en liaison étroite avec le ministère de l'intérieur et des outre-mer. En 2022, le Gouvernement a facilité l'accès à l'information en modernisant profondément le site georisques.gouv.fr. Il est désormais très aisé pour un maire ou un citoyen de connaître les risques qui concernent son bien ou sa commune. Le Gouvernement a également organisé la première édition de la journée nationale de la résilience qui a donné lieu à plus de 1800 manifestations sur le territoire (outre-mer compris) visant à mieux faire connaître les risques et les bons comportements à adopter. Par ailleurs, la DGPR a totalement modernisé, en 2022, ses deux campagnes de communication grand public : campagne spécifique d'information sur les pluies intenses et les inondations sur l'arc méditerranéen, particulièrement dangereuses pour les vies humaines, sa campagne nationale d'information à la prévention des incendies de forêt et de végétation. Cette dernière campagne a notamment été intensifiée en termes de diffusion à l'été compte-tenu de la situation de crise avec les méga feux alors en cours.

La crise sanitaire a certes engendré quelques décalages temporels de travaux, d'inspections ou de formations des inspecteurs des installations classées, mais globalement la DGPR, les DREAL et l'ASN ont pu poursuivre leurs activités dans les domaines de compétences de la prévention des risques.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 : Limiter l'exposition aux risques technologiques et réduire l'impact des pollutions industrielles et agricoles sur les personnes, les biens et l'environnement

INDICATEUR 1.1 : Nombre total de contrôles des installations classées sur effectif de l'inspection (en ETPT)

OBJECTIF 2 : Réduire l'impact des déchets et des produits sur les personnes, les biens et l'environnement

INDICATEUR 2.1 : Efficacité du fonds économie circulaire

OBJECTIF 3 : Réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et de l'environnement aux risques naturels majeurs et hydrauliques

INDICATEUR 3.1 : Prévention des inondations

INDICATEUR 3.2 : Prévision des inondations

OBJECTIF 4 : Assurer un contrôle performant de la sûreté nucléaire et de la radioprotection et renforcer l'information du public

INDICATEUR 4.1 : Maîtrise des délais de publication des décisions de l'Autorité de sûreté nucléaire

Prévention des risques

Programme n° 181 | Objectifs et indicateurs de performance

Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF

1 – Limiter l'exposition aux risques technologiques et réduire l'impact des pollutions industrielles et agricoles sur les personnes, les biens et l'environnement

INDICATEUR mission**1.1 – Nombre total de contrôles des installations classées sur effectif de l'inspection (en ETPT)**

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2020 Réalisation | 2021 Réalisation | 2022 Cible | 2022 Réalisation | 2023 Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Nombre total de contrôles des installations classées (IC) sur effectif de l'inspection (en ETPT) | ratio | 15,7 | 18 | 21 | 18,8 | 21 |

Commentaires techniques

Source des données : la DGPR réalise chaque année, avec l'aide des DREAL et DD(ETS)PP, un exercice de collecte de données statistiques de l'activité de l'ensemble des services d'inspection des installations classées pour l'année écoulée. Les différents types de contrôles et de suites formelles figurent dans cette enquête. Depuis 2014, les DREAL et DD(ETS)PP utilisent le même système de gestion informatisé des données des installations classées (SIIC) et l'extraction de ces données a été totalement automatisée, ce qui permet de disposer immédiatement des résultats définitifs.

Mode de calcul : La définition de l'indicateur a été revue à partir de 2020 en cohérence avec la démarche initiée dans le cadre du programme Action publique 2022. Ainsi, pour le calcul de l'indicateur, il n'est plus appliqué de pondération. Le nombre total brut de contrôles est désormais pris en compte dans le tableau des résultats, prévisions et prévision actualisée de l'indicateur.

Il y a ainsi cohérence avec les indicateurs de performance mis en place depuis 2019 pour les installations classées dans le cadre du programme Action publique 2022, dont l'un des objectifs est de développer une relation de confiance entre les usagers et les administrations. La déclinaison de cette démarche a en effet conduit à mettre en place deux indicateurs dont le premier est le nombre régional de contrôles bruts publié tous les 3 mois.

Effectif de l'inspection : ETPT déclarés par l'ensemble des services déconcentrés (essentiellement DREAL, DRIEAT en Île-de-France, DEAL outre-mer, DD(ETS)PP) dans les statistiques d'activité annuelle de l'inspection des installations classées. Ces ETPT comprennent l'ensemble des temps de travail des agents techniques.

ANALYSE DES RÉSULTATS

En 2022, le nombre de contrôles des installations classées sur les effectifs de l'inspection des installations classées (18,8 contrôles par ETPT) est en augmentation par rapport à 2021 (18 contrôles par ETPT) et 2020 (15,7 contrôles par ETPT). Ce bilan est à souligner, même si la prévision de 2022 n'a pas été atteinte.

Le renforcement de la présence terrain en 2022 atteste de la pleine prise en compte de cette ambition par l'inspection des installations classées, compte tenu des missions supplémentaires à réaliser.

Les contrôles sur site constituent un des volets de la police des installations classées, avec l'instruction des dossiers ICPE, l'examen des études de danger, ou encore l'analyse des résultats d'analyse des rejets, qui peuvent se traduire notamment par des arrêtés préfectoraux complémentaires. Le temps consacré aux contrôles sur site est suivi tout particulièrement dans le cadre de cet indicateur pour s'assurer du maintien d'un bon équilibre entre temps d'instruction des dossiers et temps d'inspection sur site pour les inspecteurs des installations classées soumis à une charge de travail croissante (nouveaux enjeux à prendre en compte comme la réglementation REACH sur les substances chimiques dangereuses, plans régionaux santé environnement, mise en place des secteurs d'information sur les sols en application de la loi ALUR, rôle de chef de projet dans le cadre de la mise en place de l'autorisation environnementale unique...) ainsi qu'à des exigences de réduction des délais d'instruction des dossiers.

Plusieurs mesures ont été engagées depuis 2016 pour préserver un équilibre satisfaisant entre les différentes composantes de la police des installations classées, qui doit se concentrer sur les enjeux prioritaires d'un point de vue risque accidentel et réduction des pollutions :

- Le plan pluriannuel de contrôle a été révisé, en laissant une part plus importante d'appréciation des priorités à fixer au niveau régional, au-delà des contrôles minimum imposés par la réglementation européenne ;
- De nouvelles dispositions ont été élaborées pour simplifier la procédure de réexamen des autorisations dans le cadre de la directive IED ;

Prévention des risques

Programme n° 181 | Objectifs et indicateurs de performance

- Un avis a été publié pour préciser les conditions de révision des études de danger par les inspecteurs des installations classées et les travaux ont été lancés pour proportionner leur examen ;
- Les actions nationales relatives à l'inspection ont été resserrées ;
- Par ailleurs les orientations stratégiques pluriannuelles pour l'inspection définissent des mesures de nature à accroître la présence terrain : poursuite des simplifications, adaptation de la posture et des processus, transition numérique... Ces mesures sont réaffirmées via les nouvelles orientations stratégiques décidées par le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires pour la période 2023-2027, par instruction du 27 janvier 2023). Le ministre a également choisi d'accompagner ces orientations stratégiques par un renforcement des moyens humains dans les DREAL et DEAL pour l'année 2023, en complément des postes d'inspection créés en 2022 et 2023.

OBJECTIF

2 – Réduire l'impact des déchets et des produits sur les personnes, les biens et l'environnement

INDICATEUR

2.1 – Efficacité du fonds économie circulaire

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2020 Réalisation | 2021 Réalisation | 2022 Cible | 2022 Réalisation | 2023 Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Efficacité du fonds économie circulaire | kt/an | 1 530 | 2 660 | 1 200 | 2896 | 1200 |

Commentaires techniques

Mis en œuvre en 2020, le fonds économie circulaire de l'ADEME est utilisé pour soutenir la politique de prévention et de valorisation des déchets et favoriser le développement de l'économie circulaire. Il finance des opérations de recherche et de développement, de communication ainsi que des soutiens à la mise en place de plans et programmes de prévention et des investissements. Les aides de l'ADEME permettent de créer des capacités nouvelles de traitement de déchets qui participent à leur valorisation. L'intérêt de ces aides est qu'il s'agit d'un effet levier qui permet de mobiliser également des financements privés.

Définition de l'indicateur :

L'indicateur « Efficacité du fonds économie circulaire » calcule la somme des nouveaux tonnages de déchets non dangereux non inertes orientés vers le recyclage et la valorisation au détriment du stockage. Il inclut les actions de l'ADEME en matière de tarification incitative, de gestion séparée des biodéchets des ménages, de création ou modernisation d'unités de réemploi-réparation, de préparation à une valorisation matière de déchets ménagers ou de valorisation de déchets organiques (compostage ou méthanisation) ainsi qu'en matière de création d'unités de combustion de CSR.

Source des données : système de gestion de l'ADEME.

Mode de calcul :

Somme des « Tonnages annuels de déchets réduits et/ou valorisés matière prévisionnels » sur les opérations engagées juridiquement dans l'année ayant fait l'objet d'une aide ADEME et n'allant plus en stockage ou en incinération.

ANALYSE DES RÉSULTATS

L'ADEME mobilise le fonds « économie circulaire » afin de soutenir financièrement la création d'unités et équipements contribuant à la réalisation des objectifs nationaux en termes de gestion des déchets et d'économie circulaire.

En 2021 et 2022, le plan de relance a renforcé plusieurs axes de cette transition, ce qui a permis de porter l'objectif global à 2,0 Mt pour chacun de ces deux exercices (contre 1,2 Mt pour les années où seul le fonds « économie circulaire » était mobilisable).

Ainsi, en 2021, en intégrant l'impact des projets soutenus à l'aide du plan de relance, le résultat global atteint est de 2,66 Mt, dont 0,86 Mt au titre du fonds « économie circulaire » et 1,8 Mt au titre du plan de relance.

En 2022, toujours en intégrant l'impact des projets soutenus à l'aide du plan de relance, le résultat global atteint est de 2,9 Mt, dont 1,5 Mt au titre du fonds « économie circulaire » et 1,4 Mt au titre du plan de relance.

A ce titre en 2022, la contribution des principaux investissements se répartit selon les dispositifs mobilisés :

- Pour le fonds économie circulaire : les principaux contributeurs sont les centres de tri dédiés aux déchets d'activités économiques ou aux encombrants des ménages (0,90 Mt), les unités de valorisation de déchets organiques (compostage ou méthanisation – 0,21 Mt) et les projets de recyclage des déchets autres que plastique (0,24 Mt). Le soutien aux collectivités sur la mise en œuvre d'une tarification incitative a quant à lui un impact limité avec 0,17 Mt et 2 159 000 habitants, en augmentation par rapport à 2020 et 2021.
- Pour le plan de relance : les contributeurs sont les centres de tri et de préparation en particulier la modernisation et l'augmentation des capacités des centres de tri d'emballages pour accueillir l'extension du tri des emballages ménagers (0,43 Mt), le recyclage des plastiques (0,26 Mt), les projets de gestion séparée et les unités de valorisation des déchets organiques des ménages (0,53 Mt), les équipements de réemploi/réparation (0,02 Mt) et les unités de combustion de CSR (0,13 Mt).

OBJECTIF

3 – Réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et de l'environnement aux risques naturels majeurs et hydrauliques

INDICATEUR

3.1 – Prévention des inondations

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2020 Réalisation | 2021 Réalisation | 2022 Cible | 2022 Réalisation | 2023 Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Taux de territoires à risques importants d'inondation (TRI) couverts par un Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) | % | 77 | 87 | 85 | 87 | 93 |

Commentaires techniques

L'indicateur « Prévention des inondations » auquel est associé le sous-indicateur « Taux de territoires à risques importants d'inondation (TRI) couverts par un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) », s'est inscrit dans le cadre de la budgétisation du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) intervenue en 2021 sur le programme 181 ; il permet de rendre compte de la dynamique de mise en œuvre des programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) sur les territoires à risques importants d'inondation (TRI) identifiés dans le cadre du 2^e cycle de la directive inondation.

L'efficacité de l'indicateur est mesurée en fonction des deux étapes majeures qui structurent la démarche d'un PAPI : le programme d'études préalables (PEP) et/ou le programme de travaux labellisés.

Source des données : les DREAL renseignent de façon annuelle le nombre de TRI couverts par un PAPI sur leur région. Ces données intègrent les programmes d'études préalables (précédemment désignés PAPI d'intention) ou les PAPI avec convention signée et non échue. Ce suivi s'appuie sur l'application SAFPA (suivi administratif et financier des PAPI).

Mode de calcul : .

- numérateur = nombre de TRI pourvu d'un PAPI labellisé ou d'un PEP validé (N1) ;

- dénominateur = nombre de TRI identifiés en France (N2).

Prévention des risques

Programme n° 181 | Objectifs et indicateurs de performance

INDICATEUR

3.2 – Prévision des inondations

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2020 Réalisation | 2021 Réalisation | 2022 Cible | 2022 Réalisation | 2023 Cible |
|---------------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Fiabilité de la carte vigilance crues | % | 84 | 85 | 85 | 85 | 85 |

Commentaires techniques

Dans le cadre de l'évolution actée par le PAP 2022, l'indicateur 3.2 auquel est associé le sous-indicateur « Fiabilité de la carte vigilance crues » a été renommé en 2021 « Prévision des inondations », pour plus de lisibilité et sans que son sous-indicateur ne soit modifié.

Rappel : l'indicateur relatif aux masses d'eau en bon état, mesurant la qualité des eaux au titre du programme « ressources, territoires et habitats », participe également à l'appréciation de l'efficience de la prévention des inondations.

Sous-indicateur : fiabilité de la carte de vigilance crues.

Depuis 2006, le service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations (SCHAPI) publie *a minima* deux fois par jour, avec les 17 services de prévision des crues (SPC), la carte nationale de vigilance « crues », diffusée sur le site www.vigicrues.gouv.fr. Cette carte et les informations associées (bulletin national de synthèse et bulletin de chaque territoire, valeurs des hauteurs d'eau ou débits observés sur les stations de mesure hydrométrique, prévisions quantitatives), permettent au grand public et aux acteurs de la sécurité civile (au premier rang desquels se trouvent les préfets et les maires) d'accéder aux données disponibles les plus utiles sur les 320 tronçons de cours d'eau composant le réseau hydrographique surveillé par l'État (plus de 23 000 km), aux abords desquels se situent de l'ordre de 65 % des surfaces des zones inondables en métropole et 75 % de la population exposée.

Le site Vigicrues offre désormais la possibilité, depuis 2021, de recevoir par courriel des informations personnalisées : les bulletins produits, des avertissements sur les niveaux de vigilance à l'échelle d'un territoire, d'un département ou d'un tronçon de cours d'eau, des avertissements sur les hauteurs/débits aux stations hydrométriques. Pour cela, il suffit de créer un compte abonné sur le site et de paramétrer les abonnements et avertissements souhaités.

La pertinence d'un passage en vigilance orange ou rouge est évaluée en considérant notamment les informations météorologiques disponibles au moment du passage en vigilance, les incertitudes et les enjeux. L'analyse est réalisée après chaque épisode.

Mode de calcul :

- numérateur = nombre d'épisodes de vigilance crues orange ou rouge pertinents (N1) ;
- dénominateur = nombre total d'épisodes de vigilance crues orange ou rouge (N2) ;

Source des données : données publiées par les 17 services de prévision des crues et par le SCHAPI.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Les deux indicateurs relatifs à la réduction de la vulnérabilité des personnes, des biens et de l'environnement aux risques naturels majeurs et hydrauliques témoignent du maintien de la performance de l'action de l'État dans ce domaine, avec une stabilisation depuis 2020.

En ce qui concerne le taux de territoire à risques importants d'inondation (TRI) couverts par un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI), on note 115 PAPI labellisés sur les 124 TRI. Certains TRI restent dépourvus de PAPI, tout en ayant mis en place une stratégie locale de gestion des risques d'inondation (SLGRI). La déconcentration de la labellisation des PAPI aux bassins et les simplifications apportées par le cahier des charges PAPI 3 publié en 2021 doivent se traduire par une accélération du déploiement de PAPI sur ces territoires.

Pour la fiabilité de la carte de vigilance « crues », la valeur de l'indicateur en 2022 est de 85 % en cohérence avec la stabilité visée. L'année 2022, plutôt clémente concernant les inondations, a été marquée par un épisode de crues majeur, de niveau rouge en janvier, avec des crues généralisées sur la quasi-totalité du pays, et qui ont été particulièrement importantes dans les départements des Landes et des Pyrénées-Atlantiques. Le sud-ouest et le nord du pays ont également été concernés par plusieurs épisodes de niveau orange durant l'année. Globalement sur ces épisodes, la pertinence et l'anticipation de la vigilance ont été satisfaisantes au regard des données disponibles.

OBJECTIF

4 – Assurer un contrôle performant de la sûreté nucléaire et de la radioprotection et renforcer l'information du public

INDICATEUR

4.1 – Maîtrise des délais de publication des décisions de l'Autorité de sûreté nucléaire

(du point de vue de l'usager)

| | Unité | 2020 Réalisation | 2021 Réalisation | 2022 Cible | 2022 Réalisation | 2023 Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Décisions de l'ASN de l'année N prises dans les délais prévus | % | 88 | 94 | 92 | 94 | 92 |

Commentaires techniques

Commentaires : pour assurer ses missions dans le domaine du contrôle de la sûreté nucléaire de la radioprotection, l'ASN prend des décisions réglementaires à caractère technique permettant de préciser les décrets et arrêtés réglementaires pris par le Gouvernement.

Ainsi, en complément des décisions individuelles prises par le Gouvernement (décret d'autorisation de création d'une installation nucléaire de base, etc.), l'ASN précise les modalités d'application des textes législatifs pris en matière de sûreté nucléaire ou de radioprotection, à l'exception de ceux ayant trait à la médecine du travail. L'ASN prend également des décisions réglementaires et individuelles dans le domaine des transports de substances radioactives (agrément de colis), dans le domaine des équipements sous pression nucléaire et dans le domaine du « nucléaire de proximité » (autorisation d'activité nucléaire et prescriptions).

Dans ce contexte réglementaire, l'indicateur de suivi des délais de publication des décisions de l'ASN recouvre tout le champ de son intervention en matière de décisions individuelles relevant de sa compétence exclusive.

Les décisions de l'ASN sont classées en 6 catégories pour lesquelles est fixé un délai de référence, en mois, pouvant varier suivant la catégorie entre 6 et 12 mois. Les différentes catégories de décisions sont présentées dans le tableau ci-après.

| Catégories de décision | Délai de référence |
|---|--------------------|
| Installation nucléaire de base (INB) : ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement) situées dans le périmètre d'une INB qui ne sont pas nécessaires à l'exploitation de l'INB et qui sont soumises aux dispositions du Code de l'environnement | 12 mois |
| Installation nucléaire de base : tout accord délivré par l'ASN au titre du code de l'environnement, R. 593-55 à R. 593-58 (modification notable de l'installation, des règles générales d'exploitation ou du plan d'urgence interne) | 6 mois |
| Agréments de colis de transport | 12 mois |
| Utilisateurs et fournisseurs : générateurs de rayonnements ionisants industriels, sources scellées et non scellées | 6 mois |
| Utilisateurs et fournisseurs : scanner, radiothérapie externe, médecine nucléaire, curiethérapie | 6 mois |
| Décisions relatives à des agréments d'organismes ou de laboratoire : | |
| - pour la mesure des activités volumiques en radon ; | 6 mois |
| - pour des contrôles relatifs à la radioprotection ; | 4 mois |
| - pour des contrôles d'équipements sous pression nucléaires. | 9 mois |

ANALYSE DES RÉSULTATS

L'indicateur de suivi des délais de signature des décisions de l'ASN recouvre tout le champ de son intervention en matière de décisions individuelles relevant de sa compétence exclusive. En 2022, l'ASN a pris 2 345 décisions individuelles, dont 94 % ont été prises conformément aux délais de référence. Une part importante de ces demandes est instruite en vertu du code de la santé publique (85 %), et concerne le nucléaire de proximité, médical ou industriel. Les résultats de 2022 sont comparables à ceux de 2021 et cette stabilité s'explique par les raisons suivantes :

- l'installation du nouveau régime de l'enregistrement dans le domaine du nucléaire de proximité s'est poursuivie en 2022 avec un accompagnement renforcé des assujettis dans l'utilisation des téléservices compte-tenu de certaines difficultés techniques et ergonomiques du portail ;
- l'utilisation des téléservices par les assujettis a induit un gain de temps dans l'instruction des demandes déposées. Cependant, l'évolution des régimes administratifs n'est pas encore pleinement acquise par les assujettis. En conséquence, de nombreuses demandes de compléments ont été formulées en 2022 avec une qualité et des délais de réponses très hétérogènes.
- la comptabilisation des délais d'instruction repose actuellement sur l'utilisation de plusieurs interfaces et outils métiers, L'utilisation de ces outils se systématisent dans les entités de l'ASN mais pose néanmoins des difficultés, puisque l'outil de reporting ainsi que la saisie des données dans les applications métiers par les agents doivent être fiabilisés.

Dans les prochaines années, l'ASN aura à se positionner sur des dossiers à enjeux qui demanderont un investissement important et qui sont appelés à s'étaler sur de nombreuses années :

- le 4° réexamen des réacteurs EDF de 1300 MWe et N4 ;
- la préparation du 5° réexamen des réacteurs EDF ;
- les demandes de mise en service :
 - du réacteur EPR sur le site de Flamanville ;
 - de l'installation ITER ;
 - du réacteur Jules HOROWITZ ;
- les demandes d'autorisation de création des réacteurs EPR2 ;
- le dossier d'options de sûreté des petits réacteurs modulaires (SMR, *Small Modular Reactors*) ;
- la demande d'autorisation de création du projet Cigéo ;
- la demande d'autorisation de création d'une piscine d'entreposage centralisé des éléments combustibles irradiés ;
- les opérations de reprise et de conditionnement de déchets anciens sur les sites :
 - de La Hague ;
 - de Cadarache et de Saclay ;
- le démantèlement des réacteurs de Fessenheim.

Par ailleurs, plusieurs arrêtés et décisions de l'ASN appelés par les décrets de transposition de la directive n° 2013 / 59 / Euratom du Conseil du 5 décembre 2013 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants ont été publiés en 2019. Ils introduisent des modifications de régimes administratifs, dont le nouveau régime de l'enregistrement mis en œuvre au 1^{er} juillet 2021. Actuellement, l'ASN travaille sur l'adaptation du régime de l'autorisation, tout en considérant les évolutions nécessaires à introduire dans les régimes de la déclaration et de l'enregistrement pour prendre en considération le retour d'expérience acquis.

Enfin, afin de faciliter ses échanges avec les assujettis, l'ASN va poursuivre sa transformation numérique avec la refonte de sa plateforme de téléservices en 2023 pour en améliorer sa sécurité, sa fiabilité et son ergonomie.

Compte-tenu des changements en cours et envisagés dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche graduée de son contrôle et de sa transformation numérique avec le développement de nouveaux outils, l'ASN va commencer à

analyser l'impact de ces actions sur la durée de ses instructions. Dans un second temps, un travail portant sur l'évolution des indicateurs pourra être considéré.

Prévention des risques

Programme n° 181 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Présentation des crédits et des dépenses fiscales

2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|--|-------------------------------------|
| <i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i> | | | | | | | |
| 01 – Prévention des risques technologiques et des pollutions | | 37 236 644 35 004 963 | 10 696 587 | 24 124 296 9 971 275 | | 61 360 940 55 672 825 | 65 160 940 |
| 09 – Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection | 50 668 264 43 044 504 | 11 434 213 17 799 615 | 100 000 0 | 1 400 000 1 457 000 | | 63 602 477 62 301 118 | 63 902 477 |
| 10 – Prévention des risques naturels et hydrauliques | | 25 101 611 29 534 127 | 4 020 000 2 081 646 | 8 030 000 2 687 501 | 2 250 000 | 37 151 611 36 553 274 | 41 858 811 |
| 11 – Gestion de l'après-mine et travaux de mise en sécurité, indemnisations et expropriations sur les sites | | 37 911 096 40 219 220 | 866 034 | 1 500 000 | | 40 277 130 40 219 220 | 40 277 130 |
| 12 – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) | | 598 345 285 576 708 544 | | 12 040 000 | | 598 345 285 588 748 544 | 598 345 285 |
| 13 – Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) | | 29 824 608 29 362 418 | | | 1 000 000 | 29 824 608 30 362 418 | 29 824 608 |
| 14 – Fonds de prévention des risques naturels majeurs | | 27 100 000 49 305 489 | 25 300 000 8 772 209 | 182 600 000 157 481 158 | | 235 000 000 215 558 856 | 235 000 000 |
| Total des AE prévues en LFI | 50 668 264 | 766 953 457 | 30 286 034 | 217 654 296 | 0 | 1 065 562 051 | 1 074 369 251 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | | +8 438 650 (hors titre 2) | | | +8 438 650 | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | +262 500 | | -5 038 756 (hors titre 2) | | | -4 776 256 | |
| Total des AE ouvertes | 50 930 764 | | 1 018 293 682 (hors titre 2) | | | 1 069 224 446 | |
| Total des AE consommées | 43 044 504 | 777 934 375 | 21 550 442 | 183 636 935 | 3 250 000 | 1 029 416 255 | |

2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|--|-------------------------------------|
| <i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i> | | | | | | | |
| 01 – Prévention des risques technologiques et des pollutions | | 37 236 644 34 824 393 | 11 154 357 | 26 062 507 19 429 303 | | 63 299 151 65 408 052 | 67 099 151 |
| 09 – Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection | 50 668 264 43 044 504 | 16 134 213 21 271 857 | 100 000 0 | 1 400 000 1 457 000 | | 68 302 477 65 773 360 | 68 602 477 |
| 10 – Prévention des risques naturels et hydrauliques | | 25 101 611 27 478 508 | 4 020 000 2 031 212 | 8 030 000 5 091 945 | 2 250 000 | 37 151 611 36 851 664 | 40 017 235 |
| 11 – Gestion de l'après-mine et travaux de mise en sécurité, indemnisations et expropriations sur les sites | | 37 911 096 38 500 925 | 866 034 | 1 500 000 | | 40 277 130 38 500 925 | 40 277 130 |
| 12 – Agence de l'environnement et | | 598 345 285 | | | | 598 345 285 | 598 345 285 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|----------------------------|-------------------------------------|
| <i>Prévision LFI 2022</i> Consommation 2022 | | | | | | | |
| de la maîtrise de l'énergie (ADEME) | | 576 715 758 | | 12 040 000 | | 588 755 758 | |
| 13 – Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) | | 29 824 608 29 362 418 | | | 1 000 000 | 29 824 608 30 362 418 | 29 824 608 |
| 14 – Fonds de prévention des risques naturels majeurs | | 27 500 000 40 071 639 | 32 100 000 9 764 311 | 175 400 000 165 611 772 | | 235 000 000 215 447 721 | 235 000 000 |
| Total des CP prévus en LFI | 50 668 264 | 772 053 457 | 37 086 034 | 212 392 507 | 0 | 1 072 200 262 | 1 079 165 886 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | | +4 997 343 (hors titre 2) | | | +4 997 343 | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | +262 500 | | +41 913 806 (hors titre 2) | | | +42 176 306 | |
| Total des CP ouverts | 50 930 764 | | 1 068 443 147 (hors titre 2) | | | 1 119 373 911 | |
| Total des CP consommés | 43 044 504 | 768 225 497 | 22 949 879 | 203 630 019 | 3 250 000 | 1 041 099 899 | |

2021 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2021 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|-------------------------------------|----------------------------|
| <i>Prévision LFI 2021</i> Consommation 2021 | | | | | | | |
| 01 – Prévention des risques technologiques et des pollutions | | 37 388 519 35 980 963 | 4 660 811 | 24 124 296 18 584 913 | | 61 512 815 | 65 512 815 59 226 687 |
| 09 – Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection | 49 412 485 41 022 619 | 58 084 213 55 026 496 | 250 000 156 450 | 1 400 000 1 410 999 | | 109 146 698 | 109 646 698 97 616 564 |
| 10 – Prévention des risques naturels et hydrauliques | | 20 801 611 27 573 066 | 4 020 000 2 399 991 | 11 030 000 6 121 351 | 2 116 200 | 35 851 611 | 36 491 611 38 210 608 |
| 11 – Gestion de l'après-mine et travaux de mise en sécurité, indemnisations et expropriations sur les sites | | 37 411 096 37 717 989 | 866 034 -108 194 | 1 500 000 1 049 | | 39 777 130 | 39 777 130 37 610 844 |
| 12 – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) | | 547 890 705 525 943 897 | | | | 547 890 705 | 547 890 705 525 943 897 |
| 13 – Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) | | 29 824 608 29 331 912 | | | | 29 824 608 | 29 824 608 29 331 912 |
| 14 – Fonds de prévention des risques naturels majeurs | | 33 453 658 5 156 907 | 54 463 415 11 130 694 | 327 082 927 283 788 645 | | 415 000 000 | 415 000 000 300 076 245 |
| Total des AE prévues en LFI | 49 412 485 | 764 854 410 | 59 599 449 | 365 137 223 | 0 | 1 239 003 567 | 1 244 143 567 |
| Total des AE consommées | 41 022 619 | 716 731 231 | 18 239 751 | 309 906 956 | 2 116 200 | | 1 088 016 758 |

Prévention des risques

Programme n° 181 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

2021 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|-------------------------------------|----------------------------|
| <i>Prévision LFI 2021 Consommation 2021</i> | | | | | | | |
| 01 – Prévention des risques technologiques et des pollutions | | 37 388 519 34 135 918 | 4 112 297 | 26 062 507 26 184 396 | | 63 451 026 | 67 451 026 64 432 611 |
| 09 – Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection | 49 412 485 41 022 619 | 16 084 213 21 130 121 | 250 000 186 940 | 1 400 000 1 411 000 | | 67 146 698 | 67 646 698 63 750 680 |
| 10 – Prévention des risques naturels et hydrauliques | | 20 801 611 26 628 306 | 4 020 000 3 611 963 | 11 030 000 7 772 433 | 877 000 | 35 851 611 | 39 714 855 38 889 702 |
| 11 – Gestion de l'après-mine et travaux de mise en sécurité, indemnités et expropriations sur les sites | | 37 411 096 38 853 820 | 866 034 5 000 | 1 500 000 7 500 | | 39 777 130 | 39 777 130 38 866 320 |
| 12 – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) | | 547 890 705 526 214 016 | | | | 547 890 705 | 547 890 705 526 214 016 |
| 13 – Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) | | 29 824 608 29 331 912 | | | | 29 824 608 | 29 824 608 29 331 912 |
| 14 – Fonds de prévention des risques naturels majeurs | | 27 500 000 20 047 765 | 32 100 000 14 007 727 | 145 400 000 128 053 913 | | 205 000 000 | 205 000 000 162 109 405 |
| Total des CP prévus en LFI | 49 412 485 | 716 900 752 | 37 236 034 | 185 392 507 | 0 | 988 941 778 | 997 305 022 |
| Total des CP consommés | 41 022 619 | 696 341 858 | 21 923 927 | 163 429 243 | 877 000 | | 923 594 646 |

PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|------------------|---------------------|---------------------|-----------------|--------------------|
| | Consommées* en 2021 | Ouvertes en 2022 | Consommées* en 2022 | Consommés* en 2021 | Ouverts en 2022 | Consommés* en 2022 |
| Titre 2 – Dépenses de personnel | 41 022 619 | 50 668 264 | 43 044 504 | 41 022 619 | 50 668 264 | 43 044 504 |
| Rémunérations d'activité | 27 423 450 | 36 381 187 | 28 658 671 | 27 423 450 | 36 381 187 | 28 658 671 |
| Cotisations et contributions sociales | 13 506 983 | 14 076 257 | 14 196 769 | 13 506 983 | 14 076 257 | 14 196 769 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 92 186 | 210 820 | 189 064 | 92 186 | 210 820 | 189 064 |
| Titre 3 – Dépenses de fonctionnement | 716 731 231 | 766 953 457 | 777 934 375 | 696 341 858 | 772 053 457 | 768 225 497 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 112 698 398 | 89 400 965 | 118 971 109 | 92 274 302 | 94 500 965 | 109 262 231 |
| Subventions pour charges de service public | 604 032 833 | 677 552 492 | 658 963 266 | 604 067 555 | 677 552 492 | 658 963 266 |
| Titre 5 – Dépenses d'investissement | 18 239 751 | 30 286 034 | 21 550 442 | 21 923 927 | 37 086 034 | 22 949 879 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 13 512 737 | 29 686 034 | 10 839 742 | 17 741 609 | 36 486 034 | 11 775 834 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 4 727 014 | 600 000 | 10 710 700 | 4 182 318 | 600 000 | 11 174 045 |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention | 309 906 956 | 217 654 296 | 183 636 935 | 163 429 243 | 212 392 507 | 203 630 019 |
| Transferts aux ménages | 4 370 492 | 8 900 000 | 7 996 746 | 3 290 277 | 9 550 000 | 5 347 056 |
| Transferts aux entreprises | 95 539 841 | 7 298 358 | 36 016 620 | 17 152 620 | 10 096 359 | 51 591 763 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 187 948 180 | 182 428 758 | 119 229 532 | 120 571 673 | 173 818 968 | 118 466 326 |
| Transferts aux autres collectivités | 22 048 443 | 19 027 180 | 20 394 037 | 22 414 672 | 18 927 180 | 28 224 874 |
| Titre 7 – Dépenses d'opérations financières | 2 116 200 | 0 | 3 250 000 | 877 000 | 0 | 3 250 000 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| | Consommées* en 2021 | Ouvertes en 2022 | Consommées* en 2022 | Consommés* en 2021 | Ouverts en 2022 | Consommés* en 2022 |
| Dotations en fonds propres | 2 116 200 | 0 | 3 250 000 | 877 000 | 0 | 3 250 000 |
| Total hors FdC et AdP | | 1 065 562 051 | | | 1 072 200 262 | |
| Ouvertures et annulations* en titre 2 | | +262 500 | | | +262 500 | |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2 | | +3 399 895 | | | +46 911 149 | |
| Total* | 1 088 016 758 | 1 069 224 446 | 1 029 416 255 | 923 594 646 | 1 119 373 911 | 1 041 099 899 |

* y.c. FdC et AdP

FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

| Nature de dépenses | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|----------------------------|----------------------------|--------------------------|------------------|---------------------|-------------------------|------------------|
| | Ouvertes en 2021 | Prévues en LFI pour 2022 | Ouvertes en 2022 | Ouverts en 2021 | Prévus en LFI pour 2022 | Ouverts en 2022 |
| Dépenses de personnel | | | | | | |
| Autres natures de dépenses | 299 341 | 8 807 200 | 8 438 650 | 2 627 961 | 6 965 624 | 4 997 343 |
| Total | 299 341 | 8 807 200 | 8 438 650 | 2 627 961 | 6 965 624 | 4 997 343 |

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE ADP

| Mois de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/2022 | | 2 569 415 | | 2 569 415 | | | | |
| 03/2022 | | 925 284 | | 925 284 | | | | |
| 04/2022 | | 210 710 | | 210 710 | | | | |
| 05/2022 | | 1 077 | | 1 077 | | | | |
| 08/2022 | | 440 000 | | 440 000 | | | | |
| 09/2022 | | 7 988 | | 7 988 | | | | |
| 11/2022 | | 66 519 | | 66 519 | | | | |
| Total | | 4 220 992 | | 4 220 992 | | | | |

Prévention des risques

Programme n° 181 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FDC

| Mois de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|----------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/2022 | | 22 088 | | 162 088 | | | | |
| 03/2022 | | 2 251 | | 2 251 | | | | |
| 05/2022 | | 52 783 | | 52 783 | | | | |
| 07/2022 | | 161 | | 161 | | | | |
| 10/2022 | | 1 608 | | 301 608 | | | | |
| 12/2022 | | 4 137 623 | | 164 022 | | | | |
| 01/2023 | | 1 144 | | 93 438 | | | | |
| Total | | 4 217 658 | | 776 351 | | | | |

ARRÊTÉS DE RÉPARTITION POUR MESURES GÉNÉRALES

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 25/10/2022 | 43 700 | | 43 700 | | | | | |
| 06/12/2022 | 218 800 | | 218 800 | | | | | |
| Total | 262 500 | | 262 500 | | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|----------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 25/01/2022 | | 342 054 | | | | | | |
| Total | | 342 054 | | | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT DE FDC

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/02/2022 | | 10 231 333 | | 12 954 788 | | | | |
| Total | | 10 231 333 | | 12 954 788 | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 28/02/2022 | | 2 853 464 | | 47 190 153 | | | | |

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| Total | | 2 853 464 | | 47 190 153 | | | | |

DÉCRETS D'AVANCE

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 07/04/2022 | | | | | | 27 294 955 | | 27 294 955 |
| Total | | | | | | 27 294 955 | | 27 294 955 |

DÉCRETS DE TRANSFERT

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 27/06/2022 | | | | | | 1 110 652 | | 1 110 652 |
| 02/12/2022 | | 40 000 | | 40 000 | | | | |
| Total | | 40 000 | | 40 000 | | 1 110 652 | | 1 110 652 |

DÉCRETS DE VIREMENT

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 27/06/2022 | | | | | | 2 100 000 | | 1 600 000 |
| Total | | | | | | 2 100 000 | | 1 600 000 |

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 16/08/2022 | | 27 294 955 | | 27 294 955 | | | | |
| 01/12/2022 | | | | | | 15 294 955 | | 15 560 483 |
| Total | | 27 294 955 | | 27 294 955 | | 15 294 955 | | 15 560 483 |

Prévention des risques

Programme n° 181 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|----------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| Total général | 262 500 | 49 200 457 | 262 500 | 92 477 239 | | 45 800 562 | | 45 566 090 |

ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Le chiffrage initial pour 2022 a été réalisé sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2022. Dès lors, le chiffrage actualisé peut différer de celui-ci, notamment lorsqu'il tient compte d'aménagements intervenus depuis le dépôt du projet de loi de finances pour 2022.

Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). La portée du total s'avère toutefois limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (4)

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale | | Chiffrage définitif 2021 | Chiffrage initial 2022 | Chiffrage actualisé 2022 |
|--|---|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| 730226 | Taux de 5,5 % applicable aux prestations de collecte séparée, de collecte en déchetterie, de tri et de valorisation matière des déchets des ménages et assimilés Assiette et taux <i>Bénéficiaires 2020 : (nombre non déterminé) Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Création : 2018 - Dernière modification : 2018 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 278-0 bis - M</i> | 82 | 83 | 84 |
| 990202 | Tarifs réduits de la composante « déchets » pour les collectivités d'outre-mer relevant de l'article 73 de la Constitution Composantes de la taxe générale sur les activités polluantes <i>Bénéficiaires 2020 : 6 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2018 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code des douanes : 266 nonies-1-A-i</i> | 14 | 10 | 18 |
| 990301 | Exonération des réceptions de déchets non dangereux par les installations de co-incinération Composantes de la taxe générale sur les activités polluantes <i>Bénéficiaires 2020 : 8 Entreprises - Création : 2018 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code des douanes : 266 sexies-II-1 sexies</i> | 6 | nc | 6 |
| 990201 | Tarif réduit de la composante "déchets" pour la réception de résidus à haut pouvoir calorifique issus des opérations de tri performantes dans une installation de valorisation énergétique dont le rendement excède 0,7 Composantes de la taxe générale sur les activités polluantes <i>Bénéficiaires 2020 : 5 Entreprises - Création : 2018 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code des douanes : 266 nonies-1-A-h</i> | 3 | nc | 3 |
| Total | | 105 | 93 | 111 |

Prévention des risques

Programme n° 181 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS LOCAUX PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (1)

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts locaux contribuant au programme de manière principale | Chiffrage | Chiffrage | Chiffrage |
|--|-------------------|-----------------|-------------------|
| | définitif 2021 | initial 2022 | actualisé 2022 |
| 050203 Dépenses engagées à raison de travaux dans le cadre de la prévention des risques technologiques Taxe foncière sur les propriétés bâties <i>Bénéficiaires 2020 : (nombre non déterminé) Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2003 - Dernière modification : 2010 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 1391 D</i> | € | € | € |
| Total | | | |

DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (1)

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière subsidiaire | Chiffrage | Chiffrage | Chiffrage |
|--|-------------------|-----------------|-------------------|
| | définitif 2021 | initial 2022 | actualisé 2022 |
| 130201 Déduction des dépenses de réparations et d'amélioration Revenus fonciers <i>Bénéficiaires 2020 : 1700000 Ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Bonne - Création : 1989 - Dernière modification : 2008 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 31-I-1°-a, b et b bis et 31-I-2°-a pour les dépenses visées aux a, b et b bis du I-1°</i> | 1 700 | nc | nc |
| Total | 1 700 | | |

DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS LOCAUX PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (1)

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts locaux contribuant au programme de manière subsidiaire | Chiffrage | Chiffrage | Chiffrage |
|--|-------------------|-----------------|-------------------|
| | définitif 2021 | initial 2022 | actualisé 2022 |
| 050203 Dépenses engagées à raison de travaux dans le cadre de la prévention des risques technologiques Taxe foncière sur les propriétés bâties <i>Bénéficiaires 2020 : (nombre non déterminé) Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2003 - Dernière modification : 2010 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 1391 D</i> | € | € | € |
| Total | | | |

Justification au premier euro

Éléments transversaux au programme

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 01 – Prévention des risques technologiques et des pollutions | | 61 360 940 55 672 825 | 65 160 940 55 672 825 | | 63 299 151 65 408 052 | 67 099 151 65 408 052 |
| 09 – Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection | 50 668 264 43 044 504 | 12 934 213 19 256 615 | 63 902 477 62 301 118 | 50 668 264 43 044 504 | 17 634 213 22 728 857 | 68 602 477 65 773 360 |
| 10 – Prévention des risques naturels et hydrauliques | | 37 151 611 36 553 274 | 41 858 811 36 553 274 | | 37 151 611 36 851 664 | 40 017 235 36 851 664 |
| 11 – Gestion de l'après-mine et travaux de mise en sécurité, indemnités et expropriations sur les sites | | 40 277 130 40 219 220 | 40 277 130 40 219 220 | | 40 277 130 38 500 925 | 40 277 130 38 500 925 |
| 12 – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) | | 598 345 285 588 748 544 | 598 345 285 588 748 544 | | 598 345 285 588 755 758 | 598 345 285 588 755 758 |
| 13 – Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) | | 29 824 608 30 362 418 | 29 824 608 30 362 418 | | 29 824 608 30 362 418 | 29 824 608 30 362 418 |
| 14 – Fonds de prévention des risques naturels majeurs | | 235 000 000 215 558 856 | 235 000 000 215 558 856 | | 235 000 000 215 447 721 | 235 000 000 215 447 721 |
| Total des crédits prévus en LFI * | 50 668 264 | 1 014 893 787 | 1 065 562 051 | 50 668 264 | 1 021 531 998 | 1 072 200 262 |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP | +262 500 | +3 399 895 | +3 662 395 | +262 500 | +46 911 149 | +47 173 649 |
| Total des crédits ouverts | 50 930 764 | 1 018 293 682 | 1 069 224 446 | 50 930 764 | 1 068 443 147 | 1 119 373 911 |
| Total des crédits consommés | 43 044 504 | 986 371 751 | 1 029 416 255 | 43 044 504 | 998 055 395 | 1 041 099 899 |
| Crédits ouverts - crédits consommés | +7 886 260 | +31 921 930 | +39 808 191 | +7 886 260 | +70 387 752 | +78 274 013 |

* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

Total des autorisations de fongibilité asymétrique délivrées au programme : 7 700 000 €.

PASSAGE DU PLF À LA LFI

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|-------------|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| PLF | 50 668 264 | 1 015 302 652 | 1 065 970 916 | 50 668 264 | 1 021 940 863 | 1 072 609 127 |
| Amendements | 0 | -408 865 | -408 865 | 0 | -408 865 | -408 865 |
| LFI | 50 668 264 | 1 014 893 787 | 1 065 562 051 | 50 668 264 | 1 021 531 998 | 1 072 200 262 |

Un amendement a modifié le PLF 2022 du programme 181 :

L'amendement de l'Assemblée nationale II-935 a minoré la ressource du programme de 408 865 € en AE et CP, dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'économies sur les achats de l'État.

JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Les mouvements réglementaires et annulations intervenus en 2022 sur les crédits du programme se décomposent comme suit :

Transferts :

Le total des transferts intervenus en 2022 s'élève en hors titre 2 à -1 070 652 € en AE et CP. Ils se décomposent en :

– transferts sortants (décret n° 2022-934 du 27/06/2022 paru au JO le 28/06/2022) :

- 1 210 652 € en AE et CP ont été transférés vers le programme 218 « Conduite et pilotage des politiques économiques et financières » de la mission « Gestion des finances publiques ». Ce transfert a pour objet de financer des prestations au titre du fonctionnement courant de l'Autorité de sûreté nucléaire (logistique, prestations d'actions sociales, frais de déplacement et de représentation, formation, traduction) dont la gestion est prise en charge par le programme 218 ;
- 50 000 € en AE et CP ont été transférés vers le programme 204 « Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins » de la mission « Santé », en remboursement du transfert reçu en 2021, suite à l'annulation du projet de campagne de prévention et de changement de comportement par rapport aux ondes des téléphones portables.

– transferts entrants (décrets n° 2022-934 du 27/06/2022 paru au JO le 28/06/2022 et n° 2022-1512 du 02/12/2022 paru au JO le 04/12/2022) :

- 150 000 € en AE et CP ont été reçus du programme 204 « Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins » de la mission « Santé », pour financer le développement du système d'information pour les bordereaux de suivi dématérialisés sur les déchets d'activités de soins (Trackdéchets) ;
- 40 000 € en AE et CP ont été reçus du programme 352 « Innovation et transformation numériques » de la mission « Transformation et fonction publiques » pour financer la prolongation des contrats de deux entrepreneurs d'intérêt général sur le défi « BatID » (Agence de la transition écologique).

Virements (décret n° 2022-935 du 27/06/2022 paru au JO le 28/06/2022) :

Le total des virements intervenus en 2022 s'élève en hors titre 2 à -2 100 000 € en AE et -1 600 000 € en CP :

- 500 000 € en CP en provenance du programme 113 « Paysages, eau et biodiversité » de la mission « Écologie, développement et mobilité durables », pour le financement des dépenses liées à l'application IOTA GUN ;
- 70 000 € en AE et CP à destination du programme 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » de la mission « Écologie, développement et mobilité durables » pour le financement du fonctionnement et des expertises du bureau d'enquêtes et d'analyses sur les risques industriels ;
- 30 000 € en AE et CP à destination du programme 159 « Expertise, information géographique et météorologie » de la mission « Écologie, développement et mobilité durables », pour le financement d'une étude sur les plastiques dans la chaîne alimentaire ;
- 2 000 000 € en AE et CP à destination du programme 159 « Expertise, information géographique et météorologie » de la mission « Écologie, développement et mobilité durables », pour le financement du plan national pour des achats durables.

Annulations :

Le décret d'avance n° 2022-512 du 7 avril 2022 a annulé 27 294 955 € en AE et en CP afin de contribuer au financement du plan de résilience économique et sociale déployé suite au déclenchement de la guerre en Ukraine. Dans le cadre de la loi de finances rectificative du 16 août 2022, la situation économique a conduit à faire le choix de reconstituer les marges en gestion afin de faire face à d'éventuels aléas d'ici la fin de l'année.

La loi de finances rectificative du 1^{er} décembre 2022 a annulé 15 294 955 € en AE et 15 560 483 € en CP. Cette annulation hors titre 2 a porté sur toutes les actions du programme à l'exception de l'action 14 car les crédits du Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) ont été exonérés de mise en réserve pour cet exercice.

Répartition pour mesures générales :

Des crédits complémentaires ont été ouverts en gestion sur le titre 2 du programme au bénéfice de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) par la voie de deux arrêtés de répartition successifs, en date du 25 octobre puis du 6 décembre 2022, en vue du financement de mesures interministérielles :

- 43 700 € en AE et CP au titre de l'indemnité « inflation » et de l'impact de la hausse de l'indice minimum;
- 218 800 € en AE et CP nécessaires après le dégel de la réserve, afin de couvrir la hausse du point d'indice et l'allocation du forfait « télétravail ».

Reports de crédits :

Le programme a bénéficié de reports de crédits à hauteur de 13 426 851 € en AE (dont 342 k€ au titre des AENE, 2,9 M€ au titre des reports généraux et 10,2 M€ au titre des reports de fonds de concours) et de 60 144 941 € en CP (dont 47,2 M€ au titre des reports généraux et 13 M€ au titre des reports de fonds de concours).

ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Au cours de l'année 2022, 8,44 M€ en AE et 5 M€ en CP ont été rattachés au programme, dont 4,22 M€ en AE et 0,78 M€ en CP sur Fonds de concours (FDC) ainsi que 4,22 M€ en AE et CP sur Attributions de produits (ADP). S'y ajoutent les crédits de FDC qui ont fait l'objet d'un report de l'exercice 2021 sur l'exercice 2022, à hauteur de 10,23 M€ en AE et 12,95 M€ en CP.

Ces crédits correspondent aux :

– *Fonds de concours PLGN : 23-1-2-00824 – « Participation aux études, acquisitions et travaux relatifs à la protection de la nature et de l'environnement, à la prévention et à la lutte contre les pollutions (AE préalables) »*

Ce fonds de concours concerne majoritairement le Plan Loire grandeur nature (PLGN) et sert à recouvrer les participations de collectivités territoriales à des dépenses d'investissement. Les opérations financées concernent des renforcements de pieds de levées, la fiabilisation des systèmes d'endiguement et des opérations de renforcement des digues domaniales.

Le FDC PLGN a bénéficié d'un report de crédits de 2021 sur 2022 à hauteur de 9,63 M€ en AE et 12,16 M€ en CP.

Les nouveaux rattachements ouverts en 2022 se sont élevés à 4,05 M€ en AE et 0,60 M€ en CP.

La consommation 2022 est de 1,82 M€ en AE et 0,99 M€ en CP.

Les AE non consommées (11,89 M€) correspondent d'une part à des conventions ou avenants en cours de signature et d'autre part à un décalage dans le temps de travaux dont le démarrage était prévu initialement en 2022. Les CP non consommés (11,78 M€) correspondent à des opérations en cours, engagées les années précédentes et pour lesquelles la consommation des CP est prévue en 2023 voire 2024. Une partie de ces crédits non consommés résulte de rattachements tardifs, intervenus après la clôture de la gestion 2022.

– *Fonds de Concours ASN : 23-1-1-00846 - « Contributions de l'Union européenne à des actions de coopération dans le domaine de la sécurité nucléaire ».*

Ce fonds de concours créé en 2003, a bénéficié d'un report de crédits de 2021 sur 2022 de 0,16 M€ en AE et CP et de nouveaux rattachements pour 0,17 M€ en AE et CP, en cohérence avec les prévisions de la LFI 2022 qui étaient de 0,20 M€ en AE et CP.

Les consommations 2022 se sont élevées à 0,33 M€ en AE et CP. Ces crédits concernent la participation de l'ASN aux expertises du groupement européen RISKAUDIT et le remboursement des quotes-parts versées à l'association HERCA qui réunit les autorités européennes en charge du contrôle de la radioprotection en Europe. L'ASN assure le secrétariat de HERCA dont elle prend en charge l'ensemble des dépenses qui lui sont ensuite remboursées par les différents pays adhérents.

La non consommation des crédits ouverts sur l'exercice 2022 est de 5,14 k€ en AE et CP. Elle correspond à des remboursements intervenus tardivement. Compte tenu des dates limites applicables à la fin de gestion, il n'a pas été possible de consommer ces AE/CP.

– *Fonds de concours FEDER : 23-1-1-00185 - « Participation du FEDER aux actions dans le domaine des risques naturels et hydrauliques ».*

Ce fonds de concours sert à financer des actions relatives à :

- l'information et connaissance des risques ;

Prévention des risques

Programme n° 181 | Justification au premier euro

- la surveillance et prévision des crues ;
- des études et travaux de prévention de lutte contre les inondations ;
- la réalisation de travaux de ralentissement dynamiques et des travaux liés à la prévention de mouvement de terrain.

Sur les 0,16 M€ en AE et CP prévus en LFI 2022, aucun rattachement n'est intervenu au cours de l'exercice sur ce Fonds dont les recettes sont corrélées à l'avancement des travaux.

– *Fonds de concours « Éco-organismes » 23-1-2-00537 - « Contributions des éco-organismes aux actions de communication grand public sur le recyclage ».*

Les crédits du FDC constituaient les contributions des éco-organismes aux actions de communication grand public sur le recyclage dans le cadre des campagnes réalisées entre 2018 et 2020. Depuis 2021, les recettes associées au financement des campagnes relatives au recyclage des déchets s'inscrivent dans le cadre de l'Attribution de produits 23-2-2-00304. Ainsi, en 2022, aucun crédit du FDC n'a été rattaché au programme ni consommé, conformément aux prévisions de la LFI. Au cours de l'exercice, il a été procédé à la clôture des derniers engagements du FDC, dont les AE antérieures se sont ajoutées aux crédits reportés de 2021 sur 2022 (0,43 M€ en AE et 0,63 M€ en CP), portant le total des ressources du FDC disponibles en fin de gestion 2022 à 0,63 M€ en AE et CP.

– *Attribution de produits 23-2-2-00304 - « Produit de la redevance perçue en contrepartie des prestations d'études, de création, de production, de diffusion et d'évaluation des actions de communication inter-filières fournies par le ministère chargé de l'environnement (programme 181) »*

En application de l'article L.541-10-2-1 du code de l'environnement, l'article R.541-171 du même code prévoit l'instauration d'une redevance auprès des producteurs en systèmes individuels et des éco-organismes, en contrepartie de prestations d'études, de création, de production, de diffusion et d'évaluation des actions de communication fournies par le ministère chargé de l'environnement. En conséquence, il a été créé en 2021 une nouvelle Attribution de produits 2 - 2 - 00304 « Communication inter-filières » en remplacement du FDC 1-2-00537, dans le cadre des missions du programme 181 relatives au recyclage des déchets. Les premiers crédits ont été rattachés en 2022 sur cette nouvelle ADP au titre de la campagne de communication 2021, pour 3,71 M€ en AE et CP qui ont été intégralement consommés. Pour le financement de la campagne de communication 2022, des crédits budgétaires du programme ont été mobilisés en fin de gestion 2022, dans l'attente des rattachements attendus en 2023.

– *Attribution de produits 23-2-2-00204 - « Prestations fournies à des tiers dans le domaine de la prévention des risques »*

Cette attribution de produits concerne d'une part des opérations relatives aux révisions de barrages et travaux menés sur plusieurs barrages du bassin hydrographique de la Loire, dans le cadre de la convention signée en 2015 entre l'État et l'Établissement public Loire, et d'autre part l'attribution de produit du comité (CTPBOH) dans le cadre du décret digues et barrages. Ce comité a pour objectif d'unifier les pratiques pour la vérification de la sécurité vis-à-vis du risque sismique des ouvrages hydrauliques, barrages et digues situés en France.

En 2022, la totalité des AE et CP rattachés (0,45 M€) a été consommée.

– *Attribution de produits 23-2-2-00063 - « Rémunération de prestations fournies par l'autorité de sûreté nucléaire »*

Cette attribution de produits s'inscrit notamment dans le cadre des conventions de coopération signées entre l'ASN et la Nouvelle-Calédonie ainsi que la Polynésie française.

Sur les 100 k€ en AE et CP prévus en LFI 2022, 0,67 M€ en AE et CP ont fait l'objet d'un rattachement au cours de l'exercice.

■ RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|---------------|-------------|---------------------|---------------|-------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| Mise en réserve initiale | 253 342 | 27 294 955 | 27 548 297 | 253 342 | 27 560 483 | 27 813 825 |
| Surgels | 0 | 27 294 955 | 27 294 955 | 0 | 27 294 955 | 27 294 955 |
| Dégels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Annulations / réserve en cours de gestion | 0 | -27 294 955 | -27 294 955 | 0 | -27 294 955 | -27 294 955 |

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|---------------|------------|---------------------|---------------|------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année) | 253 342 | 27 294 955 | 27 548 297 | 253 342 | 27 560 483 | 27 813 825 |

Dans le cadre du schéma de fin de gestion du P 181 hors titre 2, il a été décidé l'annulation en LFR de fin d'année d'une partie de la réserve initiale du programme, à hauteur de 15 294 955 € en AE et de 15 560 483 € en CP. Cette annulation hors titre 2 a eu un impact sur toutes les actions du programme à l'exception de l'action 14 car les crédits du Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) sont exonérés de mise en réserve pour cet exercice.

Le solde de la réserve initiale a fait l'objet d'un dégel de 12 M€ en AE et CP en vue de leur versement à l'ADEME dans le cadre du financement du Fonds Tourisme durable.

Par ailleurs, dans le cadre de l'action 9, un mouvement de fongibilité asymétrique de 7,7 M€ en AE et CP a été réalisé, au lieu des 8 M€ prévus en LFI 2022, afin de permettre le remboursement des dépenses relatives aux conventions de mise à disposition à l'ASN des salariés d'autres organismes (IRSN, CEA, etc).

EMPLOIS ET DÉPENSES DE PERSONNEL

EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR LE PROGRAMME

(en ETPT)

| Catégorie d'emplois | Transferts de gestion 2021 (1) | Réalisation 2021 (2) | LFI + LFR 2022 (3) | Transferts de gestion 2022 (4) | Réalisation 2022 (5) | Écart à LFI + LFR 2022 (après transferts de gestion) (5 - (3 + 4)) |
|---------------------|-----------------------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------------------|-------------------------|---|
| 1052 – Catégorie A | 0,00 | 370,38 | 384,00 | 0,00 | 384,24 | +0,24 |
| 1053 – Catégorie B | 0,00 | 29,01 | 31,00 | 0,00 | 32,85 | +1,85 |
| 1054 – Catégorie C | 0,00 | 30,05 | 30,00 | 0,00 | 27,03 | -2,97 |
| Total | 0,00 | 429,44 | 445,00 | 0,00 | 444,12 | -0,88 |

(en ETPT)

| Catégorie d'emplois | Mesures de périmètre en LFI (6) | Mesures de transfert en LFI (7) | Corrections techniques (8) | Impact des schémas d'emplois pour 2022 (5-4)-(2-1)-(6+7+8) | dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2021 sur 2022 | dont impact du schéma d'emplois 2022 sur 2022 |
|---------------------|------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|---|--|---|
| 1052 – Catégorie A | 0,00 | 0,00 | +4,27 | +9,59 | +5,16 | +4,43 |
| 1053 – Catégorie B | 0,00 | 0,00 | +2,92 | +0,92 | -0,33 | +1,25 |
| 1054 – Catégorie C | 0,00 | 0,00 | -4,61 | +1,59 | +1,83 | -0,24 |
| Total | 0,00 | 0,00 | +2,58 | +12,10 | +6,66 | +5,44 |

La totalité des emplois et des dépenses de personnel de l'action 09 du programme 181 « Prévention des risques » concerne l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). La consommation du plafond d'emplois au titre de 2022 s'établit à 444 ETPT (moyenne annuelle), soit 1 ETPT en deçà du plafond des autorisations d'emplois prévu en loi de finances initiale (445 ETPT).

Les corrections techniques correspondent notamment à la mise à jour de l'impact du schéma d'emplois (2021 sur 2022 et 2022).

Prévention des risques

Programme n° 181 | Justification au premier euro

En 2022, la répartition des emplois de l'ASN par catégorie s'établit de la manière suivante :

-87 % d'agents de catégorie A ;

-7 % d'agents de catégorie B ;

-6 % d'agents de catégorie C.

ÉVOLUTION DES EMPLOIS À PÉRIMÈTRE CONSTANT

(en ETP)

| Catégorie d'emploi | Sorties | <i>dont départs en retraite</i> | Mois moyen des sorties | Entrées | <i>dont primo recrutements</i> | Mois moyen des entrées | Schéma d'emplois | |
|--------------------|--------------|---------------------------------|------------------------|--------------|--------------------------------|------------------------|------------------|---------------|
| | | | | | | | Réalisation | Prévision PAP |
| 1052 – Catégorie A | 39,00 | 4,00 | 6,40 | 45,00 | 0,00 | 6,10 | +6,00 | +3,00 |
| 1053 – Catégorie B | 1,00 | 1,00 | 1,00 | 3,00 | 0,00 | 4,00 | +2,00 | -1,00 |
| 1054 – Catégorie C | 4,00 | 4,00 | 6,80 | 3,00 | 0,00 | 5,70 | -1,00 | 0,00 |
| Total | 44,00 | 9,00 | | 51,00 | 0,00 | | +7,00 | +2,00 |

Le pilotage des recrutements a permis à l'ASN de respecter son schéma d'emplois de +7 ETP pour 2022. Le schéma d'emplois, initialement prévu à +2 ETP, a été majoré en cours de gestion de +5 ETP, afin de tenir compte de certains événements intervenus après la discussion budgétaire. Cette mesure a été mise en œuvre en 2022, sans modifier le niveau du plafond d'autorisation d'emplois (en ETPT) et les crédits de personnel autorisés en loi de finances initiale pour 2022.

Les flux de sorties et d'entrées, respectivement 44 et 51 ETP, concernent principalement des agents de catégorie A (92 % des mouvements). Les flux constatés en gestion sont inférieurs à ceux prévus dans le PAP 2022 (respectivement 54 et 56). Les dates moyennes d'entrées et de sorties (catégorie A) sont globalement conformes à la prévision (juin).

EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

(en ETPT)

| Service | Prévision LFI | Réalisation | <i>dont mesures de transfert</i> | <i>dont mesures de périmètre</i> | <i>dont corrections techniques</i> | Impact des schémas d'emplois pour 2022 | <i>dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2021 sur 2022</i> | <i>dont impact du schéma d'emplois 2022 sur 2022</i> |
|-----------------------|---------------|---------------|----------------------------------|----------------------------------|------------------------------------|--|---|--|
| | | | | | | | | |
| Services régionaux | 215,00 | 201,30 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Services à l'étranger | 2,00 | 2,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 445,00 | 444,12 | 0,00 | 0,00 | +2,58 | +12,10 | +6,66 | +5,44 |

(en ETP)

| Service | Schéma d'emplois Prévision PAP | ETP au 31/12/2022 Réalisation |
|-------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|
| Administration centrale | +2,00 | 244,00 |
| Services régionaux | 0,00 | 212,00 |
| Services à l'étranger | 0,00 | 2,00 |

| Service | Schéma d'emplois Prévision PAP | (en ETP) |
|--------------|-----------------------------------|-------------------------------------|
| | | ETP au 31/12/2022 Réalisation |
| Total | +2,00 | 458,00 |

Au 31 décembre 2022, l'ASN emploie, hors salariés mis à disposition, 447,1 ETP (soit 458 agents physiques) dont 250 dans les services centraux, 206 dans les onze divisions territoriales et 2 à l'étranger (autorités de sûreté étrangères). Le nombre d'agents mis à disposition de l'ASN fin 2022, essentiellement en provenance de l'IRSN et du CEA, s'établit à 55,4 ETP (soit 58 agents physiques).

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Prévision LFI | Réalisation |
|---|---------------|---------------|
| | ETPT | ETPT |
| 09 – Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection | 445,00 | 444,12 |
| Total | 445,00 | 444,12 |
| Transferts en gestion | | 0,00 |

RECENSEMENT DU NOMBRE D'APPRENTIS

Les activités de l'ASN ne permettent pas d'accueillir des apprentis.

INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

| (Effectifs physiques ou ETP) | G 447,1 ETP | |
|---|----------------|--------|
| Effectifs gérants | T=a+b+c+d | T / G |
| administrant et gérant | a | a / G |
| organisant la formation | b | b / G |
| consacrés aux conditions de travail | c | c / G |
| consacrés au pilotage et à la politique des compétences | d | d / G |
| | 8 | 1,79 % |
| | 4 | 0,90 % |
| | 2 | 0,45 % |
| | 1 | 0,22 % |
| | 1 | 0,22 % |

| Effectifs inclus dans le plafond d'emplois | | Effectifs hors plafond d'emplois | | |
|--|---|----------------------------------|---|--|
| intégralement gérés | partiellement gérés (agents en détachement, en MAD (1)) | gérés pour un autre ministère | gérés pour des organismes autres que les ministères | Gérés pour le ministère (CLD, CFA) (2) |
| 0 % | 100 % | 100 % | 0 % | 0 % |

(1) mise à disposition (MAD), position normale d'activité (PNA)

(2) congé de longue durée (CLD), congé de fin d'activité (CFA)

Prévention des risques

Programme n° 181 | Justification au premier euro

L'ASN prend en charge, en termes de ressources humaines, la gestion de premier niveau (affectations, régime de travail, gestion des absences, formation, etc.) de l'ensemble de son personnel. La gestion sur le plan réglementaire (avancements, mobilités, etc.) est assurée par les gestionnaires des corps des ministères d'origine des personnels considérés. Il en est de même pour le suivi de la paie et de l'ensemble des actes associés (maladie, accidents de travail, etc.) qui sont assurés par les services du ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique dans le cadre d'une délégation de gestion.

L'ASN contribue également, en lien avec les établissements concernés, à la gestion des salariés mis à disposition. Ces derniers ne sont pas intégrés dans le plafond d'emplois de l'ASN mais sont comptabilisés dans celui des organismes d'origine.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS

| Catégorie | Exécution 2021 | Prévision LFI 2022 | Exécution 2022 |
|--|-------------------|--------------------|-------------------|
| Rémunération d'activité | 27 423 450 | 36 381 187 | 28 658 671 |
| Cotisations et contributions sociales | 13 506 983 | 14 076 257 | 14 196 769 |
| Contributions d'équilibre au CAS Pensions : | 9 881 921 | 10 416 702 | 10 230 441 |
| – Civils (y.c. ATI) | 9 846 601 | 10 416 702 | 10 182 732 |
| – Militaires | 35 320 | | 47 709 |
| – Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre au FSPOEIE) | | | |
| – Autres (Cultes et subvention exceptionnelle au CAS Pensions) | | | |
| Cotisation employeur au FSPOEIE | | | |
| Autres cotisations | 3 625 062 | 3 659 555 | 3 966 328 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 92 186 | 210 820 | 189 064 |
| Total titre 2 (y.c. CAS Pensions) | 41 022 619 | 50 668 264 | 43 044 504 |
| Total titre 2 (hors CAS Pensions) | 31 140 698 | 40 251 562 | 32 814 062 |
| <i>FdC et AdP prévus en titre 2</i> | | | |

L'exécution 2022 a été notamment marquée par :

- la revalorisation du point fonction publique (au 1^{er} juillet) ;
- et la mise en place de l'indemnité forfaitaire de télétravail.

Le financement de ces mesures, non prévues en LFI, a nécessité en gestion le dégel de la réserve de précaution (0,25 M€) et l'ouverture d'une dotation complémentaire (0,26 M€). Au regard des crédits ouverts, déduction faite du mouvement de fongibilité asymétrique habituelle au titre du remboursement des mises à dispositions, effectué en gestion pour 7,7 M€, le disponible en fin de gestion s'est élevé à 0,19 M€ (ce qui représente 0,4 % des crédits ouverts).

S'agissant des prestations sociales et allocations diverses, le montant de 189 064 € prend en compte le versement de diverses prestations dont notamment les remboursements forfaitaires de transports (100 000 €), l'allocation aux enfants handicapés (11 000 €) ou l'allocation de retour à l'emploi (18 000 €).

ÉLÉMENTS SALARIAUX

(en millions d'euros)

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions

Socle d'exécution 2021 retraitée

31,05

(en millions d'euros)

| Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions | |
|---|--------------|
| Exécution 2021 hors CAS Pensions | 31,14 |
| Impact des mesures de transfert et de périmètre 2022/ 2021 | |
| Débasage de dépenses au profil atypique : | -0,09 |
| – GIPA | 0,00 |
| – Indemnisation des jours de CET | -0,08 |
| – Mesures de restructuration | |
| – Autres dépenses de masse salariale | |
| Impact du schéma d'emplois | 0,75 |
| EAP schéma d'emplois 2021 | 0,40 |
| Schéma d'emplois 2022 | 0,34 |
| Mesures catégorielles | |
| Mesures générales | 0,59 |
| Rebasage de la GIPA | 0,02 |
| Variation du point de la fonction publique | 0,57 |
| Mesures bas salaires | |
| GVT solde | 0,30 |
| GVT positif | 0,40 |
| GVT négatif | -0,10 |
| Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA | 0,12 |
| Indemnisation des jours de CET | 0,12 |
| Mesures de restructurations | |
| Autres rebasages | |
| Autres variations des dépenses de personnel | |
| Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23 | |
| Autres variations | |
| Total | 32,81 |

L'augmentation de la masse salariale entre 2021 et 2022 tient compte de l'évolution des effectifs de l'ASN, des flux d'entrée et de sortie constatés et valorisés et des divers facteurs d'évolution de la masse salariale. L'année 2022 a été, en outre, marquée notamment par la revalorisation du point fonction publique.

Cette augmentation est également liée à l'évolution des effectifs (+14,68 ETPT en moyenne annuelle) passant de 429,44 ETPT en 2021 à 444,12 ETPT en 2022. A ce titre, les éléments portés dans le tableau ci-dessus concernant l'impact du schéma d'emplois prend en compte l'intégralité des flux y compris les créations d'emplois.

La rémunération principale représente 39,4 % de la masse salariale de l'ASN (titre 2), les indemnités 27,2 %, les cotisations sociales (dont les cotisations au CAS « Pensions ») 33 % et les prestations sociales 0,4 %.

La dépense annuelle relative au CAS « Pensions » est passée de 9,9 M€ en 2021 à 10,23 M€ en 2022. Cette augmentation est liée à l'évolution des effectifs sur la même période.

Par ailleurs, l'ASN a mis en œuvre une mesure de fongibilité asymétrique en 2022 à hauteur de 7,7 M€ afin de permettre le remboursement des personnels mis à disposition.

COÛTS ENTRÉE-SORTIE

| Catégorie d'emplois | Coût moyen chargé HCAS | | | dont rémunérations d'activité | | |
|---------------------|------------------------|-------------|----------------|-------------------------------|-------------|----------------|
| | Coût d'entrée | Coût global | Coût de sortie | Coût d'entrée | Coût global | Coût de sortie |
| 1052 – Catégorie A | 68 588 | 77 606 | 71 111 | 38 042 | 41 022 | 36 757 |

Prévention des risques

Programme n° 181 | Justification au premier euro

| Catégorie d'emplois | Coût moyen chargé HCAS | | | dont rémunérations d'activité | | |
|---------------------|------------------------|-------------|----------------|-------------------------------|-------------|----------------|
| | Coût d'entrée | Coût global | Coût de sortie | Coût d'entrée | Coût global | Coût de sortie |
| 1053 – Catégorie B | 38 927 | 49 933 | 48 105 | 25 822 | 31 228 | 27 627 |
| 1054 – Catégorie C | 31 116 | 38 807 | 40 428 | 22 339 | 24 118 | 25 274 |

Les coûts moyens d'entrée indiqués dans le tableau ci-dessus sont calculés à partir des données paye du mois de décembre. Ils tiennent compte de l'impact de la revalorisation du point fonction publique. Les coûts moyens de sortie sont calculés à partir des données de paye des agents concernées sur leur période de présence à l'ASN. L'impact du point fonction publique peut, en fonction des dates de sorties, ne pas être pris en compte.

L'ASN recrute des agents expérimentés afin de répondre aux besoins liés à la spécialisation d'un certain nombre de fonctions et de compétences nouvelles tels les fonctionnaires recrutés dans certains corps et les personnels recrutés en CDD ce qui a une forte incidence sur les coûts moyens d'entrée. Le volume des entrées représente en 2022, environ 11 % de l'effectif global (hors agents mis à disposition). Les ingénieurs de l'industrie et des mines ont représenté les flux d'entrée et de sortie les plus importants. En outre, sur 44 sorties, 9 sont liés à des départs à la retraite. L'âge moyen des agents de l'ASN est d'environ 46 ans. Au 31 janvier 2022, 67 % des agents de l'ASN ont une ancienneté supérieure à 4 ans et 39 % supérieure à 7 ans.

Au regard du nombre réduit de mouvements, les coûts moyens des catégories B et C ne sont pas représentatifs.

ACTION SOCIALE - HORS TITRE 2

| Type de dépenses | Effectif concerné (ETP) | Réalisation Titre 3 | Réalisation Titre 5 | Total |
|----------------------|-------------------------|---------------------|---------------------|----------------|
| Restauration | 516 | 242 843 | | 242 843 |
| Logement | 28 | 45 965 | | 45 965 |
| Famille, vacances | 1 | 313 | | 313 |
| Prévention / secours | 516 | 220 040 | | 220 040 |
| Total | | 509 161 | | 509 161 |

Pour assurer à ses agents des prestations d'action sociale, l'ASN a conclu avec les ministères économiques et financiers une convention de prestations de service et une convention de gestion en matière de ressources humaines qui contient un volet « action sociale ».

Les personnels de l'ASN bénéficient de l'ensemble des prestations d'action sociale individuelles, notamment subventions interministérielles pour séjour d'enfants, allocation pour enfants handicapés, aide à la scolarité, etc. dans les mêmes conditions que les agents des ministères économiques et financiers.

Ils bénéficient également des prestations d'action sociale en matière de séjours de vacances (colonies de vacances, séjours d'enfants, tourisme social), de logement, d'aides et de prêts. Ces prestations sont prises en charge dans le cadre de conventions passées avec des associations qui mettent en œuvre l'action sociale pour les ministères économiques et financiers. Ces dépenses sont financées sur les crédits hors titre 2 du programme 181.

Par ailleurs, pour assurer la restauration collective de l'ensemble de ses personnels en fonction au siège de l'ASN à Montrouge (201 170 €), l'ASN a conclu une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec l'association des utilisateurs du restaurant interentreprises le Palatis (AURIEP).

Enfin, l'ASN assure les prestations de surveillance médicale (220 040 €) pour ses agents (surveillance médicale pour les agents exposés aux rayonnements ionisants et médecine de prévention pour les agents du siège). Ces prestations concernent tous les agents en poste à l'ASN (fonctionnaires, contractuels et agents mis à disposition).

Dépenses pluriannuelles

CONTRATS DE PLAN ÉTAT-RÉGION (CPER)

Génération 2015 - 2020

| Action / Opérateur | Rappel du montant contractualisé | Prévision 2022 | | Consommation 2022 | | Consommation cumulée | |
|--|----------------------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
| | | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| Total Actions | 493 875 231 | | 32 646 989 | | 22 173 517 | 268 142 226 | 268 122 707 |
| 10 - Prévention des risques naturels et hydrauliques | 1 550 000 | | 66 989 | | | 976 866 | 957 347 |
| 14 - Fonds de prévention des risques naturels majeurs | 492 325 231 | | 32 580 000 | | 22 173 517 | 267 165 360 | 267 165 360 |
| Total Opérateurs | 742 285 000 | | 81 562 189 | | 80 977 746 | 691 573 519 | 466 169 400 |
| ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie | 742 285 000 | | 81 562 189 | | 80 977 746 | 691 573 519 | 466 169 400 |
| Total | 1 236 160 231 | | 114 209 178 | | 103 151 263 | 959 715 745 | 734 292 107 |

Génération 2021 - 2027

| Action / Opérateur | Rappel du montant contractualisé | Prévision 2022 | | Consommation 2022 | | Consommation cumulée | |
|--|----------------------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
| | | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| 14 - Fonds de prévention des risques naturels majeurs | 476 581 000 | | | | 69 159 092 | 236 751 374 | 123 177 412 |
| ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie | 870 289 000 | | 45 820 800 | | 25 715 388 | 192 934 904 | 34 233 152 |
| Total | 1 346 870 000 | | 45 820 800 | | 94 874 480 | 429 686 278 | 157 410 564 |

En ce qui concerne les CPER 2015-2020 de l'ADEME, le cumul des engagements sur la période s'élève à 692 M€, correspondant à un taux d'exécution de 93 %. Près de 35 % de ces montants concernent le fonds chaleur, environ 25 % le fonds économie circulaire et 22 % le programme bâtiment. En matière de crédits de paiement, le taux d'exécution à fin 2022 atteint 67 % des AE engagés et 74 % en tenant compte des désengagements (63 M€).

En ce qui concerne les CPER 2021-2027 de l'ADEME, le montant contractualisé global est prévu à hauteur de 870 M€. A ce jour, tous les CPER 2021-2027 ont été signés hormis dans les régions suivantes : Corse, Nouvelle Aquitaine et Normandie. De premiers engagements réalisés par l'ADEME dans ces régions seront cependant rattachés a posteriori aux CPER 2021-2027 et sont donc comptabilisés dans l'état d'avancement. A ce jour, 193 M€ d'AE ont été engagés, correspondant à un taux d'exécution de 22 % des crédits contractualisés. En matière de crédits de paiements, le taux d'exécution à fin 2022 atteint 18 % des AE engagés.

Prévention des risques

Programme n° 181 | Justification au premier euro

CONTRATS DE CONVERGENCE ET DE TRANSFORMATION (CCT)

Génération 2019 - 2022

| Action / Opérateur Territoire | Rappel du montant contractualisé | Prévision 2022 | | Consommation 2022 | | Consommation cumulée | |
|---|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| 14 - Fonds de prévention des risques naturels majeurs | 62 825 828 | 3 025 985 | 3 025 985 | 1 111 063 | 1 111 063 | 27 499 362 | 27 499 362 |
| Guadeloupe | 31 753 332 | 3 000 000 | 3 000 000 | 271 539 | 271 539 | 6 493 137 | 6 493 137 |
| Guyane | 2 500 | | | | | 2 500 | 2 500 |
| La Réunion | 1 413 332 | | | 813 539 | 813 539 | 1 984 777 | 1 984 777 |
| Martinique | 28 873 332 | | | | | 18 601 463 | 18 601 463 |
| Mayotte | 783 332 | 25 985 | 25 985 | 25 985 | 25 985 | 417 485 | 417 485 |
| ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie | 71 539 420 | 11 850 000 | 10 899 991 | 9 696 292 | 6 977 307 | 56 062 585 | 17 431 657 |
| Guadeloupe | 17 330 000 | 3 250 000 | 2 504 139 | 2 127 857 | 1 893 474 | 14 095 758 | 3 234 651 |
| Guyane | 7 750 000 | | 236 233 | | | 6 000 000 | 3 105 250 |
| La Réunion | 20 000 000 | 4 250 000 | 4 142 316 | 4 123 404 | 3 134 329 | 19 759 927 | 6 492 879 |
| Martinique | 20 500 000 | 3 625 000 | 2 987 019 | 2 303 568 | 1 560 162 | 10 400 542 | 3 576 365 |
| Mayotte | 5 459 420 | 625 000 | 970 116 | 1 141 463 | 389 342 | 5 350 882 | 1 022 512 |
| Saint-Pierre-et-Miquelon | 500 000 | 100 000 | 60 168 | | | 455 476 | |
| Total | 134 365 248 | 14 875 985 | 13 925 976 | 10 807 355 | 8 088 370 | 83 561 947 | 44 931 019 |

Pour ce qui concerne les actions 10 et 14 du P181, les montants renseignés proviennent d'une enquête effectuée auprès des BOP régionaux en janvier 2023.

La budgétisation du FPRNM sur la nouvelle action 14 du programme est intervenue en 2021 et s'est accompagnée d'importants travaux de reprises des engagements antérieurs du fonds au cours de l'exercice. Le PAP 2022 ne comportait pas de prévision 2022 au titre du FPRNM pour la nouvelle génération 2021-2027 car lors de son élaboration, à mi-année 2021, les contrats étaient en cours de rédaction. À ce stade, seuls certains d'entre eux sont signés. Aussi, le montant de leur contractualisation, leurs prévisions et leur exécution sont-ils susceptibles d'évoluer par la suite.

Dans le cadre des CPER et CPIER, les actions réalisées contribuent essentiellement à la prévision et la prévention des inondations, dont les études et travaux de confortement des digues domaniales de l'État et des actions contractualisées au titre de programmes d'actions de prévention des inondations, ainsi qu'à la prévention des risques naturels terrestres (essentiellement des actions de prévention des risques de mouvement de terrain dans plusieurs régions de métropole).

Les crédits du FPRNM contribuent également au financement des contrats de convergence et de transformation (CCT) qui ont succédé aux CPER en outre-mer, depuis le 1^{er} janvier 2019 pour la période 2019-2022 et qui font l'objet d'avenants de prolongation pour l'année 2023.

L'élaboration des projets financés au titre des CCT 2019-2022 concerne essentiellement des études et des travaux de prévention des inondations, dont les actions contractualisées au titre de programmes d'actions de prévention des inondations, ainsi que la prévention du risque sismique aux Antilles. Ces opérations nécessitent une phase d'études importante et la mobilisation de plusieurs partenaires financiers.

Pour l'ADEME, tous les contrats de convergence et de transformation donneront lieu à un avenant de prolongation d'un an sur 2023, en cours de négociation. L'actualisation – en intégrant l'année 2023 – du montant contractualisé global devrait s'élever à 63 M€. Les engagements 2022 de l'ADEME s'élèvent à 9,7 M€ et aboutissent à un taux d'exécution de 88 % de la contractualisation prévisionnelle 2019-2023 en intégrant les AE initialement contractualisées dans le CCT Guyane et fléchées vers le PITE Guyane. À fin 2022, le cumul des engagements atteint 56 M€. Près de 60 % des engagements concernent le fonds économie circulaire, suivi des approches territoriales (environ 13 % des AE) et du

bâtiment (environ 6 % des AE). En matière de crédits de paiement, le taux d'exécution à fin 2022 est de 31 % avec des engagements à couvrir jusqu'en 2027.

Prévention des risques

Programme n° 181 | Justification au premier euro

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2022 | CP 2022 |
|---|---|
| AE ouvertes en 2022 * (E1) 1 025 993 682 | CP ouverts en 2022 * (P1) 1 076 143 147 |
| AE engagées en 2022 (E2) 986 371 751 | CP consommés en 2022 (P2) 998 055 395 |
| AE affectées non engagées au 31/12/2022 (E3) 64 234 | dont CP consommés en 2022 sur engagements antérieurs à 2022 (P3 = P2 - P4) 215 593 191 |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2022 (E4 = E1 - E2 - E3) 39 557 697 | dont CP consommés en 2022 sur engagements 2022 (P4) 782 462 204 |

RESTES À PAYER

| | | | | |
|--|---|--|---|--|
| Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2021 brut (R1) 813 999 036 | | | | |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2021 (R2) 1 378 | | | | |
| Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2021 net (R3 = R1 + R2) 814 000 414 | – | CP consommés en 2022 sur engagements antérieurs à 2022 (P3 = P2 - P4) 215 593 191 | = | Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2022 (R4 = R3 - P3) 598 407 223 |
| AE engagées en 2022 (E2) 986 371 751 | – | CP consommés en 2022 sur engagements 2022 (P4) 782 462 204 | = | Engagements 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 (R5 = E2 - P4) 203 909 547 |
| | | | | Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2022 (R6 = R4 + R5) 802 316 770 |
| | | | | Estimation des CP 2023 sur engagements non couverts au 31/12/2022 (P5) 257 587 616 |
| | | | | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2023 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2022 (P6 = R6 - P5) 544 729 154 |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2022 + reports 2021 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

Fin 2022, les engagements non couverts par des paiements s'élèvent à 802 M€. Leur diminution par rapport au précédent constat à fin 2021 (814 M€) traduit notamment :

- la dynamique de consommation du FPRNM qui s'accompagne d'une nette augmentation de la consommation des CP, passant de 162 M€ en 2021 à 215 M€ en 2022, et maintient ainsi le volume des restes à payer à hauteur de 598 M€ en fin d'exercice 2022,
- la diminution progressive du solde à payer au titre du bail du siège de l'ASN, dont l'engagement, renouvelé en 2021 pour une période de 9 ans, présente un reste à payer de 30 M€ à fin 2022 (il était de 35 M€ à fin 2021).

Hors FPRNM et hors bail ASN, les restes à payer du programme à fin 2022 s'établissent à 174 M€. Ce résultat, en diminution par rapport à celui constaté à fin 2021 (178 M€), traduit la mobilisation des services pour poursuivre la clôture des engagements antérieurs dont les opérations sont terminées.

Prévention des risques

Programme n° 181 | Justification au premier euro

Justification par action

ACTION

01 – Prévention des risques technologiques et des pollutions

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|---------------|-------------------|---------------------|---------------|-------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 01 – Prévention des risques technologiques et des pollutions | | 65 160 940 | 65 160 940 | | 67 099 151 | 67 099 151 |
| | | 55 672 825 | 55 672 825 | | 65 408 052 | 65 408 052 |

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs, le total net des dépenses réalisées en 2022 sur l'action 01 du programme s'élève à 61 799 535 € en AE et 65 408 052 € en CP.

Les recettes non fiscales ouvertes en 2022 sur l'action 01 du programme sont constituées des crédits du FDC 1-2-00537 « éco-organismes », dont les crédits correspondaient à la participation des éco-organismes au financement des campagnes de communication réalisées entre 2018 et 2020 sur la prévention et le recyclage des déchets.

En 2022, aucun crédit n'a été consommé sur le FDC mais il a été procédé à la clôture de ses derniers engagements. Les AE ainsi libérées se sont ajoutées au report des crédits disponibles à fin 2021 (433 298 € en AE et 627 903 € en CP), portant le solde du FDC à 627 903 € en AE et CP à fin 2022.

En application de l'article L.541-10-2-1 du code de l'environnement, l'article R.541-171 dudit code instaure une redevance auprès des producteurs en systèmes individuels et des éco-organismes à compter de 2021 en contrepartie de prestations d'études, de création, de production, de diffusion et d'évaluation des actions de communication fournies par le ministère chargé de l'environnement. En conséquence, il a été créé en 2021 l'attribution de produits 2-2-00304 « Communication inter-filières » en remplacement du FDC, dans le cadre des missions du programme 181 relatives au recyclage des déchets. En 2022, 3 706 486 € ont été rattachés en AE et CP au titre de la campagne de communication 2021, dont le financement avait mobilisé des crédits budgétaires à titre d'avance, dès la fin de l'exercice 2021. De même, pour le financement de la campagne 2022, des crédits budgétaires ont été mobilisés à titre d'avance en fin d'exercice 2022, dans l'attente du rattachement de la recette de l'ADP attendue en 2023.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|-------------|-------------------------------|-------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 41 036 644 | 35 004 963 | 41 036 644 | 34 824 393 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 28 965 141 | 20 526 799 | 28 965 141 | 20 346 229 |
| Subventions pour charges de service public | 12 071 503 | 14 478 164 | 12 071 503 | 14 478 164 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | | 10 696 587 | | 11 154 357 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | | 25 990 | | 25 990 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 10 670 597 | | 11 128 367 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 24 124 296 | 9 971 275 | 26 062 507 | 19 429 303 |
| Transferts aux ménages | | -15 755 | | 322 393 |
| Transferts aux entreprises | 6 998 358 | 3 138 799 | 9 496 359 | 4 053 650 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 14 428 758 | -1 484 396 | 13 868 968 | 4 748 196 |
| Transferts aux autres collectivités | 2 697 180 | 8 332 627 | 2 697 180 | 10 305 064 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--------------------|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Total | 65 160 940 | 55 672 825 | 67 099 151 | 65 408 052 |

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des dépenses de fonctionnement courant au titre de l'action 01 s'élève à 22 854 373 € en AE et 20 346 229 € en CP. Le détail des consommations figure ci-après.

| | AE | | CP | |
|--|--------------------------------|-------------------|--------------------------------|-------------------|
| | LFI yc prévisions de FDC | conso | LFI yc prévisions de FDC | conso |
| Santé, Environnement – et économie circulaire | 12 359 377 | 9 486 894 | 12 359 377 | 7 866 706 |
| Risques technologiques | 16 605 764 | 13 367 479 | 16 605 764 | 12 479 523 |
| TOTAL | 28 965 141 | 22 854 373 | 28 965 141 | 20 346 229 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -2 327 574 | | |
| TOTAL CHORUS | 28 965 141 | 20 526 799 | 28 965 141 | 20 346 229 |

Une partie des crédits de l'action 01 programmés en titre 3 en LFI 2022, a été consommée en titre 5, ce qui participe à l'écart affiché entre consommation et prévision.

Santé - Environnement et économie circulaire :

Dans le cadre de la mise en place des filières à responsabilités élargies, le programme 181 finance des campagnes annuelles de communication sur la prévention et le recyclage des déchets, dont le financement provient de recettes non fiscales. La campagne nationale 2022 a nécessité la mobilisation de crédits du programme à titre d'avance, pour 3,7 M€ en AE et 0,4 M€ en CP, dans l'attente du rattachement des recettes attendues en 2023.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC), des actions ont été conduites en 2022 en faveur de la réparabilité des produits, de la réduction et de la valorisation des déchets. Une évaluation du plan national de prévention des déchets sur l'environnement a également été réalisée.

Dans le domaine numérique, plusieurs dépenses ont été financées :

- au titre de la prévention des déchets : le développement technique de la plate-forme déclarative du registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS) ainsi que le projet de la « Fabrique numérique » de l'État « Track déchets » pour la dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets dangereux,
- la poursuite du développement de l'application GISTRID via un marché d'assistance à l'exploitation des systèmes d'information, à la mise en œuvre d'opérations de contrôle et de sanctions administratives dans le domaine de la gestion des déchets ainsi que le développement, avec l'appui du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), du registre national électronique consignait des informations relatives aux déchets, terres excavées et sédiments afin d'aboutir à une meilleure traçabilité et à prévenir les atteintes à l'environnement,
- en santé environnement : le projet de la « Fabrique numérique » de l'État « Recosanté »,
- au titre des produits phytosanitaires : l'élaboration du projet d'application « Certibiocides » et le projet de la « Fabrique numérique » de l'État « Punaises de lit ».

Pour le Haut conseil des biotechnologies dont les crédits de fonctionnement ont été transférés vers le programme 172 « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires », les dernières dépenses réalisées en 2022 sur le P181 correspondent au solde des engagements antérieurs finalisés au cours de l'exercice.

Prévention des risques

Programme n° 181 | Justification au premier euro

Des crédits du programme ont également été mobilisés pour les frais de fonctionnement du Pôle National des Transferts Transfrontaliers des Déchets (PNTTD) que la DREAL Grand Est prend en charge.

Risques technologiques :

La modernisation des conditions d'action de l'inspection s'est poursuivie en 2022 : développement du guichet unique numérique de l'environnement (GUNenv.) dédié au suivi des autorisations environnementales et au suivi des inspections au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, refonte de l'application dédiée au rapportage sur les rejets d'effluents (GEREP), maintenance de la plate-forme de gestion des données relatives aux risques de pollution des sols (InfoSols), refonte de la plateforme numérique nationale de gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente (GIDAF).

Dans le cadre des PPRT, sont réalisés des travaux de renforcement du bâti. L'évolution de leurs dépenses est néanmoins freinée par la difficulté de mettre en œuvre l'accompagnement des riverains pour la réalisation des travaux de renforcement de leur logement.

Concernant les contentieux en matière d'installations classées, les dossiers à gérer sont restés finalement limités pour l'exercice 2022.

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

| | AE | | CP | |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Subvention à l'ANSES | 9 330 020 | 9 305 529 | 9 330 020 | 9 305 529 |
| Subvention au BRGM : sites et sols pollués, santé environnement | 2 741 483 | 2 672 635 | 2 741 483 | 2 672 635 |
| Subvention à l'ANDRA | | 2 500 000 | | 2 500 000 |
| TOTAL | 12 071 503 | 14 478 164 | 12 071 503 | 14 478 164 |

Les subventions pour charges de service public versées en 2022 sont globalement conformes aux prévisions de la LFI, à l'exception de la nouvelle subvention dont a bénéficié l'ANDRA.

La subvention pour charges de service public dont **l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)** a bénéficié en 2022, couvre l'ensemble de ses actions sur les sujets de santé environnement (air intérieur, radiofréquences, amiante...) et de l'évaluation des produits chimiques.

La subvention pour charges de service public, dont le **Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)** a bénéficié en 2022, couvre différentes études d'accompagnement de la politique de prévention des sols pollués, des risques chroniques et technologiques, la maintenance et l'évolution de plusieurs systèmes d'information (GIDAF, portail MonAIOT, et outil de télédéclaration pour la géothermie de minime importance). Le BRGM intervient également sur les sujets de santé environnement (amiante naturelle), d'économie circulaire (utilisation des terres excavées), des sols pollués ou de géothermie (sismicité induite par la géothermie profonde).

La loi du 28 juin 2006 confie à **l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA)** des missions d'intérêt général visant l'assainissement des sites pollués par la radioactivité. L'opérateur a ainsi bénéficié en 2022 d'une subvention pour charges de service public pour des opérations de dépollution des terres Bayard hébergées au sein de l'INB 56 (exploitée par le CEA sur le centre de Cadarache, Bouches-du-Rhône).

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

| | LFI | conso | LFI | conso |
|---|-----|------------|-----|------------|
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | | 25 990 | | 25 990 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 10 670 597 | | 11 128 367 |
| TOTAL | | 10 696 587 | | 11 154 357 |

Initialement programmés en fonctionnement courant, les crédits consommés en titre 5 s'inscrivent en grande partie dans le cadre de la refonte du système d'information de l'inspection des installations classées (GUNenv) et de son intégration dans un portail unique regroupant tous les systèmes d'informations concernant les installations classées.

DÉPENSES D'INTERVENTION

TRANSFERTS AUX MÉNAGES

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des transferts versés aux ménages au titre de l'action 01 s'élève à 322 393 € en CP.

| | AE | | CP | |
|--|-----|----------------|-----|----------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Santé environnement et économie circulaire | | | | 322 393 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -15 755 | | |
| TOTAL CHORUS | | -15 755 | | 322 393 |

Les opérations de traitement acoustique de façades réalisées sur le réseau routier national ont fait l'objet de subventions versées aux propriétaires de logements situés dans des points noirs de bruit.

TRANSFERTS AUX ENTREPRISES

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des transferts versés aux entreprises au titre de l'action 01 s'élève à 4 342 358 € en AE et 4 053 650 € en CP.

| | AE | | CP | |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Santé – Environnement et économie circulaire | 1 497 167 | 75 954 | 1 497 167 | 117 950 |
| Risques technologiques | 5 501 191 | 4 266 404 | 7 999 192 | 3 935 700 |
| TOTAL | 6 998 358 | 4 342 358 | 9 496 359 | 4 053 650 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -1 203 559 | | |
| TOTAL CHORUS | 6 998 358 | 3 138 799 | 9 496 359 | 4 053 650 |

Santé - Environnement et économie circulaire :

Les subventions ont notamment été versées au Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) pour une étude magnétique suite à l'enfouissement de véhicules hors d'usage.

L'écart constaté entre la LFI et son exécution s'explique notamment par la campagne nationale sur la surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les logements (CNL2) : elle a été lancée, 15 ans après la première campagne, afin de pouvoir disposer d'une image à jour de la qualité de l'air intérieur dans les logements français. Elle permettra de tenir compte de l'évolution du parc (rénovations, nouvelles exigences réglementaires, contexte de changement climatique...), des matériaux de construction, des produits de grande consommation installés dans les logements et des pratiques des occupants. La première partie consistant à recenser plusieurs centaines de logements acceptant de faire mesurer la qualité de leur air intérieur, a été réalisée. La deuxième partie correspondant à la réalisation des mesures de l'air intérieur dans ces logements a dû être décalée dans le temps compte tenu de la crise sanitaire.

Prévention des risques

Programme n° 181 | Justification au premier euro

Risques technologiques :

Les derniers PPRT restant à approuver nécessitent des études techniques et économiques complexes. Plusieurs options de réduction du risque à la source peuvent être examinées par l'exploitant (mesures supplémentaires) et sont dimensionnantes pour les mesures d'urbanisation qui seront prescrites par le PPRT.

Les principales dépenses ainsi réalisées en 2022 au titre des mesures supplémentaires faisant l'objet d'un cofinancement par l'État concernent la plate-forme de Fos-sur-Mer en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la vallée de la chimie en Auvergne-Rhône-Alpes ainsi que le site de Saint-Pierre des Corps en Centre-Val de Loire.

TRANSFERTS AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs, le total réel des transferts versés aux collectivités territoriales au titre de l'action 01 s'élève à 541 625 € en AE et 4 748 196 € en CP.

| | AE | | CP | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Santé – Environnement et économie circulaire | | 92 500 | | 302 676 |
| Risques technologiques | 14 428 758 | 449 125 | 13 868 968 | 4 445 520 |
| TOTAL | 14 428 758 | 541 625 | 13 868 968 | 4 748 196 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -2 026 021 | | |
| TOTAL CHORUS | 14 428 758 | -1 484 396 | 13 868 968 | 4 748 196 |

Santé - Environnement et économie circulaire :

Les crédits consommés portent notamment sur :

- la réalisation d'un observatoire régional des déchets et de l'économie circulaire en région PACA,
- la mise en œuvre des Plans Régionaux Santé Environnement (PRSE 3) et l'élaboration des PRSE 4, dont le contenu varie d'une région à une autre (études sur la qualité de l'air, actions de sensibilisation...)

Une partie des paiements s'inscrit également dans le cadre des opérations relatives à la limitation des impacts sanitaires liés aux échouages des algues Sargasses.

Risques technologiques :

Une part importante des engagements et des paiements prévus en 2022 pour la réalisation des mesures foncières prévues dans les PPRT est de facto reportée à l'exercice 2023. Cet écart trouve plusieurs explications :

- les conséquences de la crise sanitaire, qui a retardé la réalisation de nombreuses procédures ;
- les délais réglementaires inhérents aux procédures administratives et judiciaires nécessaires à la mise en œuvre de ces mesures. En effet, dans le cas d'un délaissement, les propriétaires de biens ont un délai de 6 ans à compter de la signature de la convention de financement des mesures foncières ou de la mise en place du financement par défaut, pour mettre en demeure la collectivité d'acquiescer le bien. À ce délai, s'ajoute celui de la procédure d'expropriation (environ 2 ans d'après le retour d'expérience) dont l'initiative revient aux communes ou établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière d'urbanisme.

TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs, le total réel des transferts versés aux collectivités territoriales au titre de l'action 01 s'élève à 8 886 428 € en AE et 10 305 064 € en CP.

| | AE | | CP | |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Subvention dans le domaine Santé -Environnement et économie circulaire | 1 072 833 | 7 166 192 | 1 072 833 | 8 081 365 |
| Subvention aux associations dans le domaine des risques technologiques | 1 624 347 | 1 720 236 | 1 624 347 | 2 223 699 |

| | | | | |
|----------------------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| TOTAL | 2 697 180 | 8 886 428 | 2 697 180 | 10 305 064 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -553 801 | | |
| TOTAL CHORUS | 2 697 180 | 8 332 627 | 2 697 180 | 10 305 064 |

Santé - Environnement et économie circulaire :

L'exécution 2022 est dans ce domaine et cette catégorie de dépense nettement supérieure à sa prévision en LFI.

Le cofinancement avec l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) des appels à projets sur les perturbateurs endocriniens dans le cadre du programme national de recherche en environnement santé travail (PNR EST) s'est poursuivi en 2022, avec le versement de 1,5 M€ en CP au titre de la convention conclue en 2021 avec l'opérateur et l'engagement en 2022 d'une nouvelle convention qui représente un engagement de 2 M€ et un premier paiement de 1 M€ en CP.

Une subvention de 0,3 M€ en CP a également été versée à l'ANSES pour la contribution du programme à l'élaboration de la 3^e étude de l'alimentation totale (EAT3) afin d'évaluer les expositions alimentaires chroniques d'une population à un grand nombre de substances, acquérir de nouvelles données, en particulier sur les perturbateurs endocriniens, et mener à bien des évaluations des risques sanitaires.

Dans le domaine du bruit, l'État poursuit la mise en œuvre de la quatrième échéance de la directive 2002/49/CE relative au bruit dans l'environnement avec l'élaboration et le rapportage à la Commission européenne des cartes de bruit. Le financement de la réalisation de ces cartes, initialement programmée en fonctionnement en LFI 2022, a fait l'objet d'un transfert de 0,2 M€ en AE et CP au bénéfice du centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA).

Le CEREMA a par ailleurs bénéficié d'une subvention afin de poursuivre le développement d'une plate-forme collaborative en environnement santé à destination des collectivités, pour une étude sur la caractérisation et l'évaluation des risques d'effets induits par les vibrations issues des infrastructures ferroviaires et pour une expérimentation de radars sonores dans le cadre de la loi d'orientation des mobilités.

D'autres subventions ont été versées en soutien aux initiatives internationales sur les produits chimiques coordonnées par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), ainsi qu'à des associations intervenant dans le domaine de la santé-environnement, de la prévention des déchets et dans le domaine du bruit, par exemple le Centre d'information et de documentation sur le bruit (CIDB) et les observatoires du bruit en région.

Risques technologiques :

L'exécution de la LFI 2022 correspond notamment aux subventions des secrétariats permanents pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI) destinés à favoriser la concertation autour des sites à risque, aux commissions de suivi de sites (CSS), ainsi qu'aux subventions des associations jouant un rôle dans la diffusion et l'appropriation de la culture du risque telle que l'AFNOR (association de normalisation), le CITEPA (centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique), l'association AMARIS (association nationale des collectivités pour la maîtrise des risques technologiques majeurs) ou les associations environnementales intervenant dans le domaine des risques technologiques (Robin des Bois...).

Prévention des risques

Programme n° 181 | Justification au premier euro

ACTION

09 – Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|--------------------------|--|--------------------------|--------------------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 09 – Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection | 50 668 264 43 044 504 | 13 234 213 19 256 615 | 63 902 477 62 301 118 | 50 668 264 43 044 504 | 17 934 213 22 728 857 | 68 602 477 65 773 360 |

Les ressources de l'action 09 du programme 181 présentées dans le tableau ci-dessus, comprennent les crédits budgétaires hors titre 2 votés en LFI 2022 (12 934 213 € en AE et 17 634 213 € en CP) ainsi que les rattachements du fonds de concours (FDC) et de l'attribution de produits (ADP) de l'ASN prévus en LFI 2022 (300 k€ AE et CP).

En 2022, le montant total des consommations au titre de l'action 9 s'élève :

- à 43 044 504 € en AE et en CP sur le titre 2 ;
- à 19 308 059 € en AE et 22 728 857 € en CP sur le hors titre 2, après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB) d'un montant de 51 444 euros.

Compte tenu de ces retraitements, la consommation pour 2022, tous titres confondus (titre 2 et hors titre 2), s'établit à 62 352 562 € en AE et à 65 773 360 € en CP.

Les crédits ouverts en 2022 sur le FDC 23-1-1-846 et sur l'ADP 2-2-0063 de l'ASN ont été consommés (396 354 €), à l'exception des rattachements tardifs de FDC qui sont reportés sur la gestion 2023 pour 5 144 € en AE et en CP.

Le solde des CP de la LFI non consommés par l'action 09 (705 k€) a été restitué au programme et utilisé par ses autres actions au cours de l'exercice.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 50 668 264 | 43 044 504 | 50 668 264 | 43 044 504 |
| Rémunérations d'activité | 36 381 187 | 28 658 671 | 36 381 187 | 28 658 671 |
| Cotisations et contributions sociales | 14 076 257 | 14 196 769 | 14 076 257 | 14 196 769 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 210 820 | 189 064 | 210 820 | 189 064 |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 11 734 213 | 17 799 615 | 16 434 213 | 21 271 857 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 11 734 213 | 17 799 615 | 16 434 213 | 21 271 857 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 100 000 | 0 | 100 000 | 0 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | | 0 | | 0 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 100 000 | | 100 000 | |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 1 400 000 | 1 457 000 | 1 400 000 | 1 457 000 |
| Transferts aux collectivités territoriales | | 392 515 | | 392 515 |
| Transferts aux autres collectivités | 1 400 000 | 1 064 485 | 1 400 000 | 1 064 485 |
| Total | 63 902 477 | 62 301 118 | 68 602 477 | 65 773 360 |

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

| | AE | | CP | |
|---|---------------------------------|-------------------|---------------------------------|-------------------|
| | LFI yc prévisions de FDC et ADP | Consommation | LFI yc prévisions de FDC et ADP | Consommation |
| Information du public | 1 600 000 | 1 524 643 | 1 600 000 | 1 423 085 |
| Dépenses informatiques et de télécommunication | 4100000 | 4 496 205 | 4100000 | 4 269 627 |
| Expertises de sûreté et de radioprotection | 500 000 | 179 498 | 500 000 | 130 491 |
| Fonctionnement des divisions territoriales de l'ASN | 1 400 000 | 1 119 022 | 1 400 000 | 1 111 584 |
| Formation | 500 000 | 367 426 | 500 000 | 348 988 |
| Fonctionnement opérationnel | 3 234 213 | 2 275 379 | 7 934 213 | 6 061 436 |
| Remboursement des MAD | 400000 | 7 888 886 | 400000 | 7 926 646 |
| TOTAL | 11 734 213 | 17 851 059 | 16 434 213 | 21 271 857 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -51 444 | | |
| TOTAL CHORUS | 11 734 213 | 17 799 615 | 16 434 213 | 21 271 857 |

Les crédits dédiés au fonctionnement hors titre 2 de l'action 09 du programme 181, comprennent les crédits du siège de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et les crédits déconcentrés de ses divisions territoriales.

Pour 2022, l'ASN avait prévu le recouvrement de 0,3 M€ au titre des FDC et ADP. En gestion, le total des crédits ouverts à ce titre s'est élevé à 0,4 M€ en AE et en CP, qui se sont ajoutés aux ressources octroyées dans le cadre de la LFI. Ces ressources et leur consommation sont ventilées ci-dessus dans le tableau récapitulatif des différents postes de dépenses.

Les écarts constatés entre les prévisions 2022 (11,73 M€ en AE et 16,43 M€ en CP) et la consommation 2022 (17,85 M€ en AE et 21,27 M€ en CP) s'expliquent par les divers mouvements intervenus au cours de la gestion sur le programme 181. Il s'agit :

- du mouvement de fongibilité asymétrique technique pour 7,7 M€ en AE et CP ;
- du rattachement des FDC et ADP pour 0,4 M€ en AE et en CP ;
- du transfert des crédits du programme 181 vers le programme 218 pour 1,2 M€ en AE et en CP (remboursement par l'ASN de certaines dépenses, notamment une partie des déplacements temporaires, prises en charge sur ce programme).

Par ailleurs, il est à noter que :

- le renouvellement du bail de l'ASN intervenu en 2021, a permis de réaliser en 2022 une économie de 0,4 M€ en CP. Ces CP n'ont pas été utilisés au cours de l'exercice.
- des retraits d'engagement sur années antérieures (REJB) ont également été opérés en cours d'année.
- la politique d'achat de l'ASN est orientée vers l'optimisation et la mutualisation des achats. Dès que cela est possible, l'ASN s'appuie sur des marchés interministériels. En outre, l'UGAP est en 2022 le premier fournisseur de l'ASN.

Information du public

La mission d'information du public sur la sûreté nucléaire et la radioprotection constitue un enjeu majeur pour l'ASN. L'article L592-1 du Code de l'environnement dispose notamment que l'ASN participe à l'information du public dans les domaines de sa compétence.

A ce titre, les principaux postes de dépenses ont permis de financer en 2022 notamment :

- l'édition, l'impression et la diffusion de publications ;
- des événements institutionnels (conférence des CLI) ;
- la documentation (médiathèque, infographie...), les guides, les abonnements et la veille médiatique ;
- les sites internet et intranet.

Dépenses informatiques et de télécommunications

La gestion et le partage de la connaissance et de l'information constituent un fondement de la réussite des missions de l'ASN. En 2022, les dépenses dédiées à l'informatique et aux télécommunications représentent l'un des principaux postes de dépenses. Les principaux projets financés concernent :

- l'infogérance des équipements informatiques (proximité, serveurs) ;
- les achats de matériels (infrastructures, équipements) ;
- le fonctionnement du système d'information de l'ASN;
- les télécommunications (data et voix) ;
- le développement et le maintien des applications nouvelles et existantes.

Expertises de sûreté et de radioprotection

Au titre de l'article L592-14 du Code de l'environnement, l'IRSN apporte un appui technique à l'ASN correspondant à des missions d'expertise et de recherche en matière de sûreté nucléaire, de sûreté des transports de matières radioactives et fissiles et de protection de l'homme et de l'environnement contre les rayonnements ionisants. La subvention perçue à ce titre par l'IRSN est inscrite sur le programme 190 « Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables ».

En complément, l'ASN dispose de crédits d'études et d'expertises sur le programme 181 afin de diversifier ses sources . En 2022, l'action de l'ASN dans ce domaine a concerné notamment des prestations relatives au contrôle de projets complexes et à l'appui technique.

Fonctionnement des divisions territoriales

Les dépenses de fonctionnement directes et identifiables des onze divisions territoriales de l'ASN concernent principalement les dépenses de fonctionnement telles que les frais de déplacements, l'entretien des véhicules, l'entretien des locaux, la restauration collective et certaines dépenses courantes d'informatique et de téléphonie. Les dépenses de fonctionnement des divisions sont exécutées en région à la différence des autres dépenses de l'ASN qui sont gérées par le siège de l'ASN. Pour mémoire, les dépenses relatives au loyer par exemple sont inscrites sur le programme 354 – « Administration territoriale de l'État ».

Formation

La gestion de la compétence des agents de l'ASN est fondée notamment sur un cursus de formations techniques habilitantes défini pour chaque agent en application d'un référentiel de formation métier intégrant des conditions d'expériences minimales.

Au 31 décembre 2022, l'ASN compte 329 inspecteurs de la sûreté nucléaire ou de la radioprotection ayant au moins une habilitation, soit près de 64 % des 516 agents de l'ASN. Près de 3400 jours de formation ont été dispensés aux agents de l'ASN.

Des travaux de réingénierie de la formation pour adapter les modules, à la suite de la pandémie COVID, ont conduit à une optimisation du temps de formation.

Fonctionnement opérationnel

Les crédits consommés au titre du fonctionnement opérationnel des services de l'ASN ont permis notamment le financement des dépenses ci-dessous :

- le loyer du siège de l'ASN ;
- le fonctionnement du siège de l'ASN (accueil, gardiennage, nettoyage, maintenance, aménagement notamment dans le cadre de l'installation de la division de Paris dans les locaux du siège de l'ASN) ;
- la surveillance médicale du personnel dont la surveillance spécifique pour les agents exposés aux rayonnements ionisants ;- l'action sociale, notamment la contribution au titre de l'association qui assure la gestion du restaurant interentreprises et les prestations assurées par d'autres associations des ministères économiques et financiers (ALPAF, AGRAF, EPAF).
- les prestations et achats divers (équipements de protection individuelle, fournitures, dosimètres).

Une partie des dépenses de fonctionnement de l'ASN s'impute sur le programme 218 « conduite et pilotage des politiques économiques et financières ». Ce financement est assuré par un transfert de crédits intervenant chaque année du programme 181 vers le programme 218. Le montant du transfert a été de 1,2 M€ en AE et CP en 2022.

Remboursement des personnels mis à disposition

Les crédits destinés au remboursement des conventions de mises à disposition de salariés de divers établissements (IRSN, CEA, ANDRA, AP-HP, SDIS) sont budgétisés en LFI sur le titre 2.

Leurs dépenses sont exécutées en gestion sur le titre 3. En conséquence, ces crédits font l'objet d'un mouvement de fongibilité asymétrique en gestion.

En 2022, le montant des mouvements de fongibilité asymétrique s'est élevé à 7,7 M€ en AE et CP. Néanmoins, la dépense totale dédiée aux remboursements des conventions de mise à disposition s'est élevée à 7,9 M€ en AE et en CP.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les crédits initialement prévus pour des dépenses d'investissement ont été consommés sur les autres catégories de dépense.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Les crédits d'intervention de l'ASN permettent de financer principalement les actions d'information du public conduites par les commissions locales d'information (CLI) ainsi que par l'association nationale des commissions locales d'information (ANCCLI) et les subventions versées par l'ASN à d'autres organismes.

En effet, l'article L125-17 du Code de l'environnement prévoit la création de CLI auprès des installations nucléaires de base (INB). Ces commissions sont chargées d'une mission générale de suivi, d'information et de concertation en matière de sûreté nucléaire, de radioprotection et d'impact des installations qui les concernent sur les personnes et l'environnement. Elles sont amenées à effectuer des études et expertises. L'article L125-31 dudit Code établit que les dépenses des CLI soient financées notamment par l'État, par la voie de subventions.

Par ailleurs, l'article L125-32 du Code de l'environnement prévoit que les ressources de la fédération des commissions locales d'information que constitue l'ANCCLI proviennent notamment de subventions versées par l'État.

Ces transferts sont essentiellement versés à des associations. Aussi, sont-ils prévus en LFI sur la catégorie budgétaire 64 des transferts aux autres collectivités. Toutefois, une partie des subventions est imputée sur la catégorie budgétaire 63 lorsque les CLI bénéficiaires relèvent de collectivités territoriales.

Ainsi, le montant total des subventions versées en 2022 s'établit à 1,46 M€ en AE et CP :

- 1,30 M€ en AE et CP au titre des CLI et de l'ANCCLI
- 0,16 M€ en AE et en CP au titre des autres subventions.

ACTION

10 – Prévention des risques naturels et hydrauliques

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|--------------------------|--|---------------------|--------------------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 10 – Prévention des risques naturels et hydrauliques | | 41 858 811 36 553 274 | 41 858 811 36 553 274 | | 40 017 235 36 851 664 | 40 017 235 36 851 664 |

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs, le total net des dépenses réalisées en 2022 sur l'action 10 du programme s'élève à 39 732 588 € en AE et 36 851 664 € en CP.

Prévention des risques

Programme n° 181 | Justification au premier euro

Aucun crédit du FEDER 23-1-1-00185 n'a été rattaché au programme au cours de l'exercice malgré une prévision de 159,2 k€ en LFI 2022.

L'attribution de produits « Risques » 23-2-2-00204 a fait l'objet d'un rattachement au programme de 447 988 € en AE=CP au regard d'une prévision de rattachement en LFI 2022 de 500 k€ en AE=CP. Cette recette a été intégralement consommée au cours de l'exercice.

Les nouveaux rattachements au titre du FDC PLGN 23-1-2-00824 étaient évalués en LFI 2022 à hauteur de 4 048 000 € en AE et 2 206 424 €CP. Compte tenu des rattachements effectivement ouverts sur le programme ainsi que des reports de l'exercice 2021, le volume total des crédits disponibles en 2022 pour le financement des travaux conclus dans le cadre du Plan Loire Grandeur Nature, s'est établi à 13 680 713 € en AE et 12 768 256 € en CP, consommés en partie en 2022, pour 1,82 M€ en AE et 0,99 M€ en CP. Le solde non consommé est reporté sur l'exercice 2023 suite à des reports de travaux initialement prévus en 2022 et à des rattachements tardifs.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 26 570 411 | 29 534 127 | 26 202 096 | 27 478 508 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 18 990 411 | 20 872 680 | 18 622 096 | 18 817 061 |
| Subventions pour charges de service public | 7 580 000 | 8 661 447 | 7 580 000 | 8 661 447 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 7 258 400 | 2 081 646 | 5 785 139 | 2 031 212 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 6 758 400 | 2 041 543 | 5 285 139 | 1 985 533 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 500 000 | 40 103 | 500 000 | 45 679 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 8 030 000 | 2 687 501 | 8 030 000 | 5 091 945 |
| Transferts aux entreprises | | 1 848 310 | | 838 945 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 1 000 000 | 336 401 | 1 000 000 | 1 008 871 |
| Transferts aux autres collectivités | 7 030 000 | 502 790 | 7 030 000 | 3 244 128 |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | | 2 250 000 | | 2 250 000 |
| Dotations en fonds propres | | 2 250 000 | | 2 250 000 |
| Total | 41 858 811 | 36 553 274 | 40 017 235 | 36 851 664 |

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT**

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des consommations de l'action 10 au titre du fonctionnement courant, s'élève à 21 436 388 € en AE et 18 817 061 € en CP.

| | AE | | CP | |
|-------------------------------------|--------------------------------|-------------------|--------------------------------|-------------------|
| | LFI yc prévisions de FDC | conso | LFI yc prévisions de FDC | conso |
| Prévention des risques naturels | 2 191 002 | 1 953 748 | 2 191 002 | 2 004 966 |
| Prévention des risques hydrauliques | 16 799 409 | 19 482 640 | 16 431 094 | 16 812 095 |
| TOTAL | 18 990 411 | 21 436 388 | 18 622 096 | 18 817 061 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -563 708 | | |
| TOTAL CHORUS | 18 990 411 | 20 872 680 | 18 622 096 | 18 817 061 |

En ce qui concerne la prévention des risques naturels, les crédits ont principalement contribué au développement de la base de gestion assistée des procédures administratives relatives aux risques (GASPAR), à plusieurs études de connaissances sur les risques terrestres, ainsi qu'à l'organisation de formations métiers.

En ce qui concerne la prévention des risques hydrauliques, les crédits financent principalement les dépenses de fonctionnement du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations (SCHAPI), des 17 services de prévision des crues (SPC), des 19 unités d'hydrométrie (UH) en métropole et des 5 entités équivalentes en Outre-mer (cellule de veille hydrologiques – CVH) : fonctionnement, sécurisation des réseaux de mesure, production, traitement et bancarisation des données hydrométriques, perfectionnement de modèles hydrologiques, production de cartographies utiles à la prévision des zones inondées ainsi que le fonctionnement des unités, y compris la formation des agents et la gestion du parc informatique.

Ces crédits sont également consacrés au contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques, à travers notamment l'amélioration de la connaissance sur les risques liés aux ouvrages hydrauliques, la fiabilisation de l'information et à l'accompagnement méthodologique et technique des gestionnaires par l'État, et la modernisation du système d'information dédié aux ouvrages hydrauliques (SIOUH).

En 2022, les dépenses de fonctionnement courant de l'action 10 ont été supérieures aux prévisions de la LFI, notamment en raison d'une augmentation des dépenses relatives à l'achat de matériels et à des travaux d'entretien dans le cadre du Plan Loire Grandeur Nature.

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

| Connaissance et surveillance sur les risques naturels et hydrauliques | AE | | CP | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | LFI | Conso | LFI | Conso |
| Subvention ONF | 4 540 000 | 4 448 593 | 4 540 000 | 4 448 593 |
| Subvention BRGM | 1 170 000 | 1 278 854 | 1 170 000 | 1 278 854 |
| Subvention INRAE | 1 870 000 | 2 042 000 | 1 870 000 | 2 042 000 |
| Subvention Météo France | | 872 000 | | 872 000 |
| Subvention École nationale des Mines d'Alès | | 20 000 | | 20 000 |
| Total subventions pour charges de service public | 7 580 000 | 8 661 447 | 7 580 000 | 8 661 447 |

Les subventions pour charges de service public versées en 2022 sont globalement conformes aux prévisions de la LFI, à l'exception de quelques versements complémentaires.

Les crédits ont permis d'acquérir des connaissances et de réaliser des expertises sur les avalanches, les incendies de forêts, les mouvements de terrains (cavités souterraines, retrait-gonflement des argiles, chutes de blocs...) et les séismes, ainsi que la prévision des crues.

La DGPR s'est appuyée sur un réseau d'opérateurs dont les interventions se sont réparties comme suit en 2022 :

- ONF : connaissance sur les avalanches, les incendies de forêt, alimentation de la base de données « risques en montagne » et amélioration des connaissances sur les risques littoraux en lien avec le changement climatique ;
- BRGM : connaissance sur les mouvements de terrains (retrait-gonflement des argiles), sur le risque sismique et poursuite du plan national cavités (PAPRICA), modernisation du site Géorisques, participation à la poursuite des travaux relatifs à la gestion des inondations et travaux sur l'étude des caractéristiques des bassins versants et des liens hydrologiques entre surface et sous-sol ;
- INRAE : connaissance sur les mouvements de terrain, les avalanches, les inondations et le changement climatique, appui au développement d'outils et méthodes en matière d'aide à la vigilance et à la prévision des crues, appui sur la sécurité des ouvrages hydrauliques

S'y ajoutent notamment deux décisions attributives de SCSP complémentaires, l'une de 110 k€ en AE et CP au bénéfice du BRGM pour des actions dans le domaine des risques naturels, l'autre de 872 k€ en AE/CP au bénéfice de Météo-France en soutien au financement des coûts de fonctionnement associés à la mise en place et à l'exploitation des réseaux d'observations (radars, houlographes, pluviomètres du réseau d'observation au sol Salamandre).

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Prévention des risques

Programme n° 181 | Justification au premier euro

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des dépenses d'investissement s'élève à 2 130 416 € en AE et 2 031 212 € en CP.

| | AE | | CP | |
|---|--------------------------|------------------|--------------------------|------------------|
| | LFI yc prévisions de FDC | conso | LFI yc prévisions de FDC | conso |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 6 758 400 | 2 081 650 | 5 285 139 | 1 985 533 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 500 000 | 48 766 | 500 000 | 45 679 |
| TOTAL | 7 258 400 | 2 130 416 | 5 785 139 | 2 031 212 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -48 770 | | |
| TOTAL CHORUS | 7 258 400 | 2 081 646 | 5 785 139 | 2 031 212 |

L'écart entre la LFI 2022 et son exécution s'explique, d'une part, par des dépenses initialement prévues en tant qu'immobilisations corporelles ou incorporelles mais qui ont été imputées en fonctionnement courant, c'est par exemple le cas de certaines dépenses des services de prévision des crues, des crédits pour l'amélioration des fonctionnalités de la base de données de l'application SIOUH des services de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques et des crédits prévus pour la surveillance des niveaux marins, mais aussi, d'autre part, des reports de travaux du Plan Loire Grandeur Nature initialement prévus en 2022 et à des rattachements tardifs.

Les immobilisations corporelles réalisées en 2022 ont permis de moderniser et de poursuivre le renouvellement des équipements de mesure et matériel d'hydrométrie pour les services déconcentrés du réseau de la prévision des crues et de l'hydrométrie. Ces équipements modernisés permettent de renforcer et fiabiliser le réseau de surveillance et de développer des modèles de prévisions à l'échelle nationale. Ces immobilisations incorporelles concernent également des achats de licences d'utilisation de logiciels de prévision de crues.

Les immobilisations corporelles ont par ailleurs permis de financer des travaux de renforcement d'ouvrages de protection contre les crues gérées par l'État principalement sur les digues de la Loire dans le cadre des Plans Grands Fleuves (renforcement notamment des levées du Val d'Orléans, de Tours, du Val du Blaisois, d'Ouzouer-sur-Loire et de Sully-sur-Loire ainsi que du Val d'Authion dont le financement provient des crédits budgétaires de la LFI et, pour partie, des recettes du fonds de concours Plan Loire Grandeur Nature -FDC PLGN).

DÉPENSES D'INTERVENTION**TRANSFERTS AUX ENTREPRISES**

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des transferts versés aux entreprises s'établit à 2 050 127 € en AE et 838 945 € en CP.

| | AE | | CP | |
|-------------------------------------|----------|------------------|----------|----------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Prévention des risques naturels | | 110 868 | | 164 968 |
| Prévention des risques hydrauliques | | 1 939 259 | | 673 977 |
| TOTAL | 0 | 2 050 127 | 0 | 838 945 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -201 817 | | |
| TOTAL CHORUS | | 1 848 310 | | 838 945 |

Les principales dépenses ont été consacrées au financement de travaux de sécurisation des barrages domaniaux de Saint-Cricq et de Bouillac en Occitanie. Elles concourent également à l'appui du BRGM auprès des services déconcentrés pour la réalisation de retour d'expérience ou diagnostics post-événements et au financement de travaux identifiés par ces diagnostics..

Les crédits ont également contribué à des opérations de réduction de la vulnérabilité des exploitations agricoles contre le risque inondation dans le cadre du Plan Rhône.

TRANSFERTS AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Après le retraitement des engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des transferts aux collectivités territoriales, s'élève à 501 268 € en AE et 1 008 871 € en CP.

| | AE | | CP | |
|-------------------------------------|------------------|----------------|------------------|------------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Prévention des risques naturels | 1 000 000 | 86 394 | 1 000 000 | 646 035 |
| Prévention des risques hydrauliques | | 414 874 | | 362 836 |
| TOTAL | 1 000 000 | 501 268 | 1 000 000 | 1 008 871 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -164 867 | | |
| TOTAL CHORUS | 1 000 000 | 336 401 | 1 000 000 | 1 008 871 |

Les dépenses réalisées en 2022 au titre de la prévention des risques naturels correspondent principalement au financement d'expertises sur les poches d'eau du glacier de Tête Rousse en Haute-Savoie.

Dans le domaine de la prévention des risques hydrauliques, les crédits mobilisés en 2022 concernent des subventions aux collectivités territoriales pour l'exploitation, la surveillance et l'entretien d'ouvrages domaniaux de protection contre les inondations dans le cadre de leur compétence GEMAPI.

TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des transferts aux autres collectivités, s'élève à 2 702 942 € en AE et 3 244 128 € en CP.

| | | AE | | CP | |
|-------------------------------------|--|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | | LFI | conso | LFI | conso |
| Prévention des risques naturels | Culture du risque, sensibilisation et information sur les risques naturels | 1 200 000 | 456 088 | 1 200 000 | 617 708 |
| | Sous-total risques naturels | 1 200 000 | 456 088 | 1 200 000 | 617 708 |
| Prévention des risques hydrauliques | Subvention Météo-France (équipements radars, pluviomètres, et expertises) | 3 850 000 | 1 600 000 | 3 850 000 | 1 198 320 |
| | Accompagnement second cycle de la directive inondation | 980 000 | 646 854 | 980 000 | 816 914 |
| | Étude sur les submersions marines (SHOM) | 1 000 000 | | 1 000 000 | 611 186 |
| | Sous-total risques hydrauliques | 5 830 000 | 2 246 854 | 5 830 000 | 2 626 420 |
| TOTAL | | 7 030 000 | 2 702 942 | 7 030 000 | 3 244 128 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | | -2 200 152 | | |
| TOTAL CHORUS | | 7 030 000 | 502 790 | 7 030 000 | 3 244 128 |

Les subventions versées en 2022 aux associations, établissements publics et organismes scientifiques ont favorisé des actions de prévention des risques naturels ciblées pour :

- la sensibilisation des collectivités territoriales et des populations aux risques naturels (avec l'appui notamment d'associations agissant sur le développement de la culture du risque (C-PRIM, CYPRES, IRMA, GIP ATGeRi...), notamment aux risques sismiques (Croix rouge française)
- l'acquisition de connaissances sur l'aléa sismique à Mayotte et la surveillance du risque volcanique aux Antilles et à la Réunion (au travers d'acteurs comme l'AFPS, ou le CNRS...).

Prévention des risques

Programme n° 181 | Justification au premier euro

En ce qui concerne la prévention des risques hydrauliques, les subventions versées à Météo-France s'inscrivent dans le cadre d'une nouvelle convention cadre 2022-2026 et du solde de la convention antérieure.

Les CP mobilisés dans le cadre de l'accompagnement du second cycle de la directive inondation (DI) ont permis de financer des organismes ou partenaires intervenant dans le domaine de la prévention des inondations (CEPRI, CEREMA, ANEB) pour apporter un appui aux collectivités dans le cadre de cette mise en œuvre de la DI. Ils correspondent notamment à l'exécution de conventions conclues avec l'IGN, relatives à l'acquisition et le traitement de données pour la prévision des inondations et à la campagne de levée LIDAR sur l'arc méditerranéen.

Des CP ont également été versés à l'INRAE pour sa participation au consortium scientifique chargé de l'élaboration de projections hydro-climatiques, dans le cadre du projet de recherche et développement Explore 2 sur la période 2021-2025.

Enfin, les actions menées avec le SHOM, dans le cadre de la convention de « collaboration Littoral SHOM 2021-2024 » et le projet « HOMONYM 3 », contribuent à l'amélioration de la surveillance des niveaux de la mer en cas de tempête ou de houle (études de modélisation pour les phénomènes de submersion marine et mise en place de marégraphes).

DÉPENSES D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES**DOTATIONS EN FONDS PROPRES**

| | AE | | CP | |
|---------------------|-----|------------------|-----|------------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Météo-France | | 2 250 000 | | 2 250 000 |
| TOTAL CHORUS | | 2 250 000 | | 2 250 000 |

Certains projets d'investissement d'opérateurs intervenant dans le domaine des risques nécessitent un financement par la voie de dotations en fonds propres.

Ainsi, une dotation de 2,25 M€ en AE et CP a été allouée à Météo-France en 2022 pour l'acquisition de nouvelles bouées de mesure en mer, destinées à être positionnées au large de la Corse afin d'améliorer les capacités d'observation et de prévision des phénomènes météorologiques, tel celui ayant affecté la Corse le 18 août 2022, dans un contexte nécessitant d'anticiper les effets du changement climatique et de s'y adapter.

ACTION**11 – Gestion de l'après-mine et travaux de mise en sécurité, indemnisations et expropriations sur les sites**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------|--------------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 11 – Gestion de l'après-mine et travaux de mise en sécurité, indemnisations et expropriations sur les sites | | 40 277 130 40 219 220 | 40 277 130 40 219 220 | | 40 277 130 38 500 925 | 40 277 130 38 500 925 |

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs, le total net des dépenses réalisées en 2022 s'élève à 40 224 304 € en AE et 38 500 925 € en CP.

Les crédits non consommés sur l'action 11 ont fait l'objet de redéploiements en gestion afin de couvrir des dépenses des actions 01 et 10 du programme.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 37 911 096 | 40 219 220 | 37 911 096 | 38 500 925 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 8 180 000 | 10 752 491 | 8 180 000 | 9 034 196 |
| Subventions pour charges de service public | 29 731 096 | 29 466 729 | 29 731 096 | 29 466 729 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 866 034 | | 866 034 | |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 866 034 | | 866 034 | |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 1 500 000 | | 1 500 000 | |
| Transferts aux ménages | 1 500 000 | | 1 500 000 | |
| Total | 40 277 130 | 40 219 220 | 40 277 130 | 38 500 925 |

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT**

| | AE | | CP | |
|---|------------------|-------------------|------------------|------------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Dépenses de fonctionnement courant | 180 000 | 110 056 | 180 000 | 52 380 |
| Travaux de mise en sécurité, indemnisations | 8 000 000 | 10 647 519 | 8 000 000 | 8 981 816 |
| TOTAL | 8 180 000 | 10 757 575 | 8 180 000 | 9 034 196 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -5 084 | | |
| TOTAL | 8 180 000 | 10 752 491 | 8 180 000 | 9 034 196 |

Les dépenses de fonctionnement courant relatives à l'établissement des **plans de prévention des risques miniers** concernent les frais d'études, de cartographie et de reprographie nécessaires à l'élaboration des PPRM. Elles incluent également les frais d'annonces légales. À fin 2022, le nombre total de PPRM approuvés est de 48 et 4 sont en cours de révision. 6 PPRM sont toujours en cours d'élaboration.

En 2022, s'est également poursuivie la participation du programme 181 à la phase de consolidation du projet « CAMINO », pour l'élaboration d'un cadastre minier numérique ouvert, dans le cadre de la « Fabrique numérique » de l'État.

Les travaux de sécurité sur les anciens sites miniers, réalisés en 2022 par le département de prévention et de sécurité minière (DPSM) du BRGM, s'inscrivent dans le cadre d'une convention conclue en 2022 pour 8 M€ en AE et dont les premiers paiements se sont élevés à 2,4 M€. Une convention complémentaire a été conclue fin 2022 avec un engagement de 1,5 M€ en AE et un premier paiement de 0,75 M€, afin de lancer sans tarder des travaux de mise en sécurité sur les sites de Waziers, de May-sur-Orne et du bassin houiller lorrain, compte tenu de leur urgence et/ou de leur sensibilité.

Les conventions antérieures à 2022 ont donné lieu au paiement de 4,7 M€, notamment pour la poursuite des travaux de mise en sécurité du dépôt de Montredon et des travaux d'optimisation de la station d'épuration et de la lagune d'infiltration des eaux sur le site de Salsigne (Aude), la réhabilitation d'un tronçon du saumoduc au niveau de Fessenheim (Bassin potassique), la destruction de deux bâtiments et la pose d'une géogrille à Saint-Martin-de-Fontenay et la réalisation de travaux de mise en sécurité à Saint-Martin-la-Sauveté et May-sur-Orne.

Par ailleurs, les dépenses 2022 comprennent le versement d'indemnités pour compenser la moins-value de biens immobiliers à la suite de dommages miniers, dont l'exploitant est disparu ou défaillant (principalement Charbonnages de France), ainsi que des frais d'expertise et d'avocat en lien avec des contentieux miniers.

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

| | AE | | CP | |
|--------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| GEODERIS | 6 350 756 | 6 096 726 | 6 350 756 | 6 096 726 |
| DPSM | 23 380 340 | 23 370 003 | 23 380 340 | 23 370 003 |
| TOTAL | 29 731 096 | 29 466 729 | 29 731 096 | 29 466 729 |

GIP GEODERIS

La subvention allouée en 2022 à GEODERIS a pour objet le financement d'études réalisées par le GIP en matière d'expertise technique pour l'État dans le domaine des risques présentés par les anciennes exploitations minières. Le détail de son action figure dans la partie « opérateurs ».

DPSM – BRGM

Le Département de prévention et de sécurité minière (DPSM) du BRGM assure, pour le compte de l'État, la gestion technique et opérationnelle des activités de surveillance des installations hydrauliques de sécurité et des installations de prévention des risques miniers (cavités, terrils en combustion, stations de relevage et de traitement des eaux, puits, galeries, piézomètres, etc.). Ainsi, 1 951 installations (645 installations relevant du code de l'environnement, 308 installations hydrauliques de sécurité, relevant de l'article L.163-11 du code minier et 998 installations et équipements de prévention et de surveillance des risques miniers, relevant de l'article L.174-2 du code minier) ont été gérées par le DPSM en 2022.

Les crédits versés à l'opérateur en 2022 ont été utilisés pour la surveillance de ces 1 951 installations ainsi que pour les frais de fonctionnement du DPSM (personnels, moyens logistiques et techniques).

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

En LFI 2022, il avait été évalué un besoin de 0,9 M€ en AE et CP dans l'éventualité où des procédures d'expropriation seraient à financer pour des biens exposés à des risques inhérents aux anciennes exploitations minières. En l'absence de procédure en 2022, ces crédits ont été consommés sur le fonctionnement courant.

DÉPENSES D'INTERVENTION**TRANSFERTS AUX MÉNAGES**

La LFI 2022 prévoyait 1,5 M€ AE/CP pour l'indemnisation de victimes de dommages en cas de défaillance ou de disparition de l'ancien exploitant minier. Une partie de ces crédits a été consommée dans la catégorie fonctionnement courant.

Prévention des risques

Programme n° 181 | Justification au premier euro

ACTION

12 – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|----------------------------|--|---------------------|----------------------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | | | | | | |
| 12 – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) | | 598 345 285 588 748 544 | 598 345 285 588 748 544 | | 598 345 285 588 755 758 | 598 345 285 588 755 758 |

Acteur essentiel de la transition énergétique et environnementale, l'ADEME participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'Agence met à la disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets de recherche, d'études et d'investissements en matière de gestion et de valorisation des déchets, de préservation des sols, d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables, de qualité de l'air, de mobilité, d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets.

Dans le cadre de la programmation pluriannuelle de l'énergie, de la loi relative à l'énergie et au climat du 8 novembre 2019 ainsi que de la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, l'ADEME poursuit et amplifie la réalisation des objectifs de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte, du plan climat et de la feuille de route économie circulaire auxquels ses actions contribuent et qui nécessitent des soutiens financiers pour déclencher des modifications sociales et économiques, notamment au travers du fonds chaleur ou du fonds économie circulaire. Ce financement permet également à l'Agence de garantir les interventions pour la mise en sécurité des sites et sols pollués à responsable défaillant, et de réaliser sa montée en puissance sur les nouveaux fonds d'intervention (mobilité, hydrogène).

Le financement de l'agence, auparavant effectué par une affectation d'une part du produit de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) plafonnée à 448,7 M€, a été remplacé par une dotation budgétaire du programme 181 depuis 2018. Ce mode de financement présente l'avantage d'une plus grande souplesse en matière de trésorerie infra-annuelle. En outre, ce mode de financement permet une meilleure lisibilité du budget général et des dépenses publiques afférentes aux politiques publiques dont chaque ministre est chargé de rendre compte au Parlement.

L'agence est également mobilisée dans le cadre du plan France Relance, que ce soit *via* le renforcement de dispositifs déjà en place, ou pour déployer de nouvelles modalités d'accompagnement des entreprises ou des territoires. Parmi les actions, l'ADEME se voit augmenter significativement les fonds économie circulaire et hydrogène, confier des crédits importants pour le fonds décarbonation de l'industrie, et déployer un nouveau fonds sur le tourisme durable. Elle accentue également ses soutiens à la transition écologique des TPE-PME et à la réhabilitation des friches. Les moyens de l'agence sont ainsi renforcés dans le cadre du plan de relance, au titre des programmes 362 « Écologie » et 364 « Cohésion », mais également par des crédits gérés en compte de tiers relatifs au financement du fonds décarbonation de l'industrie.

L'ADEME met en œuvre également certaines stratégies des programmes Investissements d'avenir et de France 2030 (financés par les programmes P731 – Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État, P422 – Valorisation de la recherche, P423 – Accélération de la modernisation des entreprises, P424 – Financement des investissements stratégiques).

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|-------------|-------------------------------|-------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 598 345 285 | 576 708 544 | 598 345 285 | 576 715 758 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | | -7 214 | | |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Subventions pour charges de service public | 598 345 285 | 576 715 758 | 598 345 285 | 576 715 758 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | | 12 040 000 | | 12 040 000 |
| Transferts aux entreprises | | 12 040 000 | | 12 040 000 |
| Total | 598 345 285 | 588 748 544 | 598 345 285 | 588 755 758 |

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du rapport annuel de performances pour l'ADEME.

Depuis 2018, l'agence est principalement financée par des subventions pour charges de service public. Elles représentent 95 % de ses ressources en 2022.

Le montant de la dotation de l'État du P181 s'est établi à 589 M€ contre 598 M€ fixés en loi de finances pour 2022. L'écart résulte essentiellement de la mise en réserve initiale appliquée à la SCSP. Son dégel partiel a néanmoins permis le versement d'un transfert de 12 M€ en AE et CP par le programme 181, qui a contribué au financement du Fonds tourisme durable.

En 2022, l'opérateur a également bénéficié du versement de 40 k€ en AE et CP par le programme 181, en provenance d'un transfert du programme 352 « Innovation et transformation numériques » pour le financement de la prolongation des contrats de deux entrepreneurs d'intérêt général sur le défi « BatID ».

Le niveau de financement de l'ADEME depuis 2018 a permis de doter l'établissement des crédits nécessaires pour honorer ses engagements passés et les paiements associés à réaliser.

ACTION

13 – Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS)

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|---------------|-------------------|---------------------|---------------|-------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 13 – Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) | | 29 824 608 | 29 824 608 | | 29 824 608 | 29 824 608 |
| | | 30 362 418 | 30 362 418 | | 30 362 418 | 30 362 418 |

Depuis 2021, l'action 13 « INERIS » du programme 181 porte la subvention pour charges de service public (SCSP) de l'opérateur précédemment répartie entre différentes actions et sous-actions du programme.

Créé par le décret n° 90-1089 du 7 décembre 1990, l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) est un établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du ministre chargé de l'environnement. L'INERIS intervient sur plusieurs des domaines de compétence de sa tutelle en particulier la prévention des risques technologiques et industriels, la prévention des risques naturels de mouvements de terrains et d'inondations liés aux ouvrages hydrauliques.

Prévention des risques

Programme n° 181 | Justification au premier euro

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 29 824 608 | 29 362 418 | 29 824 608 | 29 362 418 |
| Subventions pour charges de service public | 29 824 608 | 29 362 418 | 29 824 608 | 29 362 418 |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | | 1 000 000 | | 1 000 000 |
| Dotations en fonds propres | | 1 000 000 | | 1 000 000 |
| Total | 29 824 608 | 30 362 418 | 29 824 608 | 30 362 418 |

Le financement 2022 de l'INERIS au titre du programme 181 inclut une dotation en fonds propres de 1 M€ en AE et CP pour la poursuite de l'acquisition de matériels de mesure à déployer en cas d'accident industriel. À la suite à l'accident survenu sur les sites de Lubrizol et Normandie logistique le 26/09/2019, l'INERIS a en effet été mandaté pour proposer des dispositifs de mesures complémentaires, dont il assure la coordination et le pilotage.

L'exercice 2022 a été la deuxième année de mise en œuvre du 5^{ème} contrat d'objectifs et de performance (COP) de l'INERIS, COP qui couvre la période 2021-2025. Ce document s'inscrit dans la continuité du précédent COP en se basant sur la revue des activités qui a été conduite en 2019. Ce COP est structuré à partir des orientations stratégiques et des objectifs construits à partir des trois thématiques de la revue des activités (et des 16 activités clés) :

- maîtriser les risques liés à la transition énergétique et à l'économie circulaire ;
- comprendre et maîtriser les risques à l'échelle d'un site industriel et d'un territoire ;
- caractériser les dangers des substances et leurs impacts sur l'homme et la biodiversité via l'air, l'eau et les sols.

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du rapport annuel de performances pour l'INERIS.

ACTION

14 – Fonds de prévention des risques naturels majeurs

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|---------------|--------------------|---------------------|---------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 14 – Fonds de prévention des risques naturels majeurs | | 235 000 000 | 235 000 000 | | 235 000 000 | 235 000 000 |
| | | 215 558 856 | 215 558 856 | | 215 447 721 | 215 447 721 |

En 2022, l'action 14 du programme 181 a été dotée de 235 M€ en AE et CP en LFI, sans les reprises d'AE antérieures et les AE complémentaires qui avaient accompagné en 2021 la budgétisation du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) sur le programme. À cette ressource, s'est ajouté le report de 42,9 M€ en CP non consommés et disponibles à l'issue de la première année de budgétisation du FPRNM.

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs qui minorent le total affiché en AE de 13,4 M€, le total net des dépenses réalisées en 2022 s'élève à 228 933 419 € en AE et 215 447 721 € en CP, soit un taux de consommation de 97 % en AE et de 78 % en CP par rapport aux ressources disponibles. Ce bilan traduit la dynamique de consommation du FPRNM, en premier lieu au bénéfice des actions de prévention portées par les collectivités territoriales, avec notamment une nette augmentation de la consommation des CP qui passe de 162 M€ en 2021 à 215 M€ en 2022 (+32 %).

| Sous-action | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| 01 - Plans d'action portés par les collectivités locales (dont PAPI) | 93 000 000 | 90 688 084 | 84 650 000 | 77 335 220 |
| 02 - Plan séisme Antilles | 39 800 000 | 37 039 775 | 40 100 000 | 17 141 572 |
| 03 - Mesures individuelles réduction vulnérabilité (hors plan d'action) (dont acquisitions de biens et expropriations) | 69 300 000 | 31 844 009 | 69 850 000 | 59 122 919 |
| 04 - Connaissance et évaluation des risques naturels (hors plans d'action) | 19 600 000 | 34 577 696 | 20 300 000 | 27 601 352 |
| 05 - Mise en conformité des digues domaniales | 13 300 000 | 34 783 855 | 20 100 000 | 34 246 658 |
| Total | 235 000 000 | 228 933 419 | 235 000 000 | 215 447 721 |

Pour la sous-action 01 « plan d'action portés par les collectivités locales (dont PAPI) », l'opération la plus importante concerne les opérations de travaux de protection des traversées de village à la suite de la tempête Alex, par le SMIAGE MARALPIN, à hauteur de 4,9 M€ en autorisations d'engagement. Concernant les crédits de paiement, le casier-pilote de La Bassée (Seine-et-Marne) porté par le syndicat mixte Seine Grands Lacs dans le cadre du PAPI Seine-et-Marne francilienne continue de mobiliser l'action 14 à hauteur de 4,7 M€.

La sous-action 02 « Plan séisme Antilles » porte notamment le financement du confortement parasismique de bâtiments aux Antilles, territoires les plus exposés à cet aléa. La reconstruction d'un lycée en Guadeloupe en conformité avec les normes parasismiques s'est par exemple traduite par l'engagement de 7,4 M€ en AE. En Martinique, le FPRNM a permis de financer le confortement d'un groupement d'écoles pour 5 M€ d'AE.

Pour la sous-action 03 « mesures individuelles réduction vulnérabilité (hors plan d'action) (dont acquisitions de biens et expropriations) », l'opération la plus significative est la convention avec l'EPF (établissement public foncier) PACA pour les acquisitions amiables et expropriations des habitations ayant subi la tempête Alex d'octobre 2020 dans les Alpes-Maritimes (60 M€ AE en 2021) avec notamment, en 2022, 27,8 M€ de CP. En autorisations d'engagement, le FPRNM a notamment subventionné une opération d'acquisitions amiables de biens menacés par des risques naturels majeurs pour 1,4 M€.

La sous-action 04 « Connaissance et évaluation des risques naturels (hors plans d'action) » a été mobilisée pour le financement des actions d'informations préventives sur les risques comme les campagnes de sensibilisation du grand public sur les pluies et inondations, les incendies de forêt et de végétation, pour l'édition 2022 des Assises nationales des risques naturels, pour le financement du programme d'actions du Réseau de surveillance volcanologique et sismologique de Mayotte (REVOSIMA) ainsi que pour la préparation et l'élaboration des plans de prévention des risques naturels.

Pour la sous-action 05 « Mise en conformité des digues domaniales », les dépenses les plus importantes concernent une opération concernant la digue de Sangatte à hauteur de 13,8 M€ en AE et CP. Les autres opérations sont financées dans le cadre du plan Loire, en Savoie, dans l'Aisne et en Ille-et-Vilaine.

Prévention des risques

Programme n° 181 | Justification au premier euro

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 27 100 000 | 49 305 489 | 27 500 000 | 40 071 639 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 27 100 000 | 49 026 739 | 27 500 000 | 39 792 889 |
| Subventions pour charges de service public | | 278 750 | | 278 750 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 25 300 000 | 8 772 209 | 32 100 000 | 9 764 311 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 25 300 000 | 8 772 209 | 32 100 000 | 9 764 311 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 182 600 000 | 157 481 158 | 175 400 000 | 165 611 772 |
| Transferts aux ménages | 7 400 000 | 8 012 501 | 8 050 000 | 5 024 663 |
| Transferts aux entreprises | 300 000 | 18 989 511 | 600 000 | 34 659 168 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 167 000 000 | 119 985 012 | 158 950 000 | 112 316 744 |
| Transferts aux autres collectivités | 7 900 000 | 10 494 135 | 7 800 000 | 13 611 197 |
| Total | 235 000 000 | 215 558 856 | 235 000 000 | 215 447 721 |

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT**

| | AE | | CP | |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 27 100 000 | 50 149 954 | 27 500 000 | 39 792 889 |
| TOTAL | 27 100 000 | 50 149 954 | 27 500 000 | 39 792 889 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | 0 | -1 123 215 | | 0 |
| TOTAL CHORUS | 27 100 000 | 49 026 739 | 27 500 000 | 39 792 889 |

Élaboration des plans de prévention des risques naturels (PPRN), information préventive et cartographie des risques d'inondation :

Les crédits de fonctionnement, fortement mobilisés en 2022 sur l'action 14 du programme, ont notamment pour objet la connaissance et l'évaluation des risques (hors plans d'action).

Ces crédits ont ainsi financé des actions d'information préventive sur les risques majeurs telles que les campagnes de sensibilisation « pluies-inondations » ainsi que sur les incendies de forêt. Ils ont également contribué à la préparation et l'élaboration de plans de préventions de risques ainsi qu'à la caractérisation de risques naturels tels que les aléas de mouvements de terrain.

Opérations de prévention du risque sismique pour les immeubles domaniaux utiles à la gestion de crise :

Dans le cadre du Plan Séisme Antilles (PSA), les DEAL de Guadeloupe et Martinique ont engagé et payé partiellement en 2022 des études de diagnostic sismique ainsi que des marchés de maîtrise d'œuvre pour des études et travaux de confortement des bâtiments des services de l'État selon les normes parasismiques.

Réduction de la vulnérabilité pour les biens des particuliers :

Les crédits de fonctionnement mobilisés en 2022 pour la réduction de la vulnérabilité des biens de particuliers consistent notamment en l'engagement et le paiement d'études et expertises préalables à des travaux et de marchés relatifs à l'acquisition amiable ou l'expropriation de biens par l'État. Parmi les suites de la tempête Alex, l'organisation d'ateliers en vue du partage et de la construction d'une vision commune de la résilience a par ailleurs été financée sur l'action 14.

Mise en conformité des digues domaniales :

Plus de la moitié des crédits programmés en fonctionnement dans le cadre de la LFI 2022, ont été consommés dans le cadre de marchés de travaux de réfection de digues domaniales, plus particulièrement dans le cadre du Plan Loire Grandeur Nature et en région Bretagne.

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

| | AE | | CP | |
|--------------|-----|----------------|-----|----------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| BRGM | | 230 000 | | 230 000 |
| CNRS | | 48 750 | | 48 750 |
| TOTAL | | 278 750 | | 278 750 |

Prévention des risques

Programme n° 181 | Justification au premier euro

En 2022, le BRGM a réalisé quatre chantiers importants pour l'évolution et la modernisation du portail d'information GEORISQUES sur l'exposition aux risques majeurs sur le territoire français, au bénéfice notamment de l'information du public sur son exposition aux risques naturels majeurs.

Ainsi, la subvention pour charge de service public allouée à l'opérateur en 2022 comprend le versement de 230 k€ en AE et CP sur l'action 14 du programme.

Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) a également bénéficié du versement de 48 750 € en AE et CP en soutien financier au recrutement d'un chercheur post-doctorant dans le cadre de l'évaluation de l'aléa sismique.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

| | AE | | CP | |
|---|-------------------|------------------|-------------------|------------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 25 300 000 | 9 182 401 | 32 100 000 | 9 764 311 |
| TOTAL | 25 300 000 | 9 182 401 | 32 100 000 | 9 764 311 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | 0 | -410 192 | | 0 |
| TOTAL CHORUS | 25 300 000 | 8 772 209 | 32 100 000 | 9 764 311 |

DÉPENSES POUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES**Opérations de prévention du risque sismique pour les immeubles domaniaux utiles à la gestion de crise :**

Le poste principal des dépenses d'investissement réalisées en 2022 sur l'action 14 du programme, s'inscrit dans le cadre de marchés de travaux de confortement parasismique, de réhabilitation de bâtiments existants ou de construction d'extensions au titre du Plan Séisme Antilles (PSA), en Martinique, mais aussi en Guadeloupe dont le principal bénéficiaire concerne le palais d'Orléans, siège de sa préfecture.

Acquisitions et expropriations de biens et relogement portés par l'État :

Les mesures d'acquisitions amiables et d'expropriations constituent également une part importante des investissements engagés et payés en 2022 pour des biens immobiliers exposés à un risque naturel majeur tel que des effondrements de carrière ou des inondations.

La majorité des crédits mobilisés en 2022 pour la réduction de la vulnérabilité sont comptabilisés parmi les dépenses d'intervention.

Travaux de confortement des digues domaniales :

Les opérations financées en 2022 pour des travaux de confortement des digues domaniales sont pour l'essentiel liées à la poursuite des opérations sur les digues de la Loire dans le cadre du Plan Loire Grandeur Nature et d'opérations en Savoie.

DÉPENSES D'INTERVENTION

| | AE | | CP | |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Transferts aux ménages | 7 400 000 | 8 140 980 | 8 050 000 | 5 024 663 |
| Transfert aux entreprises | 300 000 | 19 091 689 | 600 000 | 34 659 168 |
| Transfert aux collectivités territoriales | 167 000 000 | 131 573 378 | 158 950 000 | 112 316 744 |
| Transferts aux autres collectivités | 7 900 000 | 10 516 266 | 7 800 000 | 13 611 197 |
| TOTAL | 182 600 000 | 169 322 313 | 175 400 000 | 165 611 772 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | 0 | -11 841 155 | 0 | 0 |
| TOTAL CHORUS | 182 600 000 | 157 481 158 | 175 400 000 | 165 611 772 |

TRANSFERTS AUX MÉNAGES

Études et travaux pour la réduction de la vulnérabilité pour les biens des particuliers :

Les transferts de l'action 14 versés en 2022 à des particuliers ont pour principal objet les mesures de réduction de la vulnérabilité face aux risques d'inondation pour des biens concernés par des travaux imposés par un PPRN ou identifiés par un diagnostic dans le cadre d'un PAPI ou à la suite de diagnostics face à d'autres risques tels que les cavités souterraines.

TRANSFERTS AUX ENTREPRISES

Parmi les dépenses d'intervention de l'action 14, les transferts aux entreprises représentent le deuxième poste de dépenses le plus important en termes de crédits mobilisés, après les transferts aux collectivités locales, notamment pour les mesures suivantes :

Études et travaux de réduction de la vulnérabilité des entreprises :

Les transferts aux entreprises ont contribué en 2022 au financement des mesures de réduction de la vulnérabilité pour les entreprises qui emploient moins de vingt salariés ou lorsque les biens sont gérés par un syndicat de copropriété ou concernent les transferts aux collectivités locales lorsque l'organisme bénéficiaire a le statut d'un EPIC.

Connaissance des risques naturels :

Le FPRNM contribue au financement de nombreuses opérations visant une meilleure connaissance des risques naturels, notamment les études nécessaires à l'acquisition de ces connaissances qui sont des données indispensables comme première étape de mise en œuvre de toute politique de prévention. Cet état des lieux est ensuite partagé avec l'ensemble des parties prenantes.

Prévention du risque sismique :

Dans le cadre du Plan Séisme Antilles, les transferts aux entreprises complètent le financement des mesures de prévention du risque sismique de façon importante, en particulier pour les études et travaux de confortement parasismique des HLM.

TRANSFERTS AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Cette catégorie de dépense constitue le principal poste de dépenses du FPRNM en 2022, à la fois pour le titre 6 et toutes catégories confondues.

Études, travaux et équipements de prévention dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par une collectivité territoriale :

Les principaux crédits mobilisés en 2022 au titre du FPRNM relèvent des plans d'action portés par les collectivités locales via des subventions pour les études, et actions de prévention et/ou de protection des risques naturels s'inscrivant principalement dans les programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI), puis dans une moindre mesure dans les stratégies territoriales pour la prévention des risques en montagne (STePRIM) et les plans d'actions et de prévention des cavités (PAPRICA).

En 2022, les **mesures individuelles de réduction de la vulnérabilité**, grâce à l'acquisition amiable de biens menacés ont été un axe important des interventions du FPRNM au bénéfice des collectivités locales, en grande majorité en région PACA. Le **Plan séisme Antilles** a également été un vecteur majeur des opérations du FPRNM en faveur de ces derniers, pour les études et travaux de confortement parasismique d'établissements scolaires publics en Guadeloupe et Martinique.

TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS

En fonction du statut des organismes bénéficiaires, les crédits du FPRNM ont également financé des transferts aux autres collectivités, plus particulièrement pour des actions de connaissances des risques naturels et d'information

Prévention des risques

Programme n° 181 | Justification au premier euro

préventive, notamment via des associations spécialisées dans la prévention des catastrophes, dans le but de développer la culture du risque. Ces crédits ont aussi permis de financer le programme pluriannuel « programme national Lidar Haute Densité (HD) » afin d'obtenir une couverture complète du territoire national en données 3D qui permettront ensuite de mieux modéliser les phénomènes.

Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

| Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense | Réalisation 2021 | | Prévision LFI 2022 | | Réalisation 2022 | |
|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| CNPF - Centre national de la propriété forestière (P149) | | | | | 30 000 | 30 000 |
| Transferts | | | | | 30 000 | 30 000 |
| ANSÉS - Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (P206) | 11 814 535 | 10 647 535 | 9 330 020 | 9 330 020 | 11 305 529 | 12 138 529 |
| Subventions pour charges de service public | 8 814 535 | 8 814 535 | 9 330 020 | 9 330 020 | 9 305 529 | 9 305 529 |
| Transferts | 3 000 000 | 1 833 000 | | | 2 000 000 | 2 833 000 |
| ONF - Office national des forêts (P149) | 4 715 759 | 4 715 759 | 4 540 000 | 4 540 000 | 4 451 498 | 4 450 731 |
| Subventions pour charges de service public | 4 715 759 | 4 715 759 | 4 540 000 | 4 540 000 | 4 448 593 | 4 448 593 |
| Transferts | | | | | 2 905 | 2 138 |
| Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture (P361) | 372 543 | 141 514 | | | | 30 000 |
| Transferts | 372 543 | 141 514 | | | | 30 000 |
| SHOM - Service hydrographique et océanographique de la marine (P212) | 1 644 744 | 611 186 | | | 420 800 | 1 031 986 |
| Transferts | 1 644 744 | 611 186 | | | 420 800 | 1 031 986 |
| Météo-France (P159) | 2 116 200 | 2 025 320 | 3 850 000 | 3 850 000 | 4 722 000 | 4 320 320 |
| Subventions pour charges de service public | | | | | 872 000 | 872 000 |
| Dotations en fonds propres | 2 116 200 | 877 000 | | | 2 250 000 | 2 250 000 |
| Transferts | | 1 148 320 | 3 850 000 | 3 850 000 | 1 600 000 | 1 198 320 |
| IGN - Institut national de l'information géographique et forestière (P159) | 121 421 | 1 319 097 | | | 2 060 000 | 549 977 |
| Transferts | 121 421 | 1 319 097 | | | 2 060 000 | 549 977 |
| ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (P181) | 525 940 582 | 525 940 582 | 598 590 604 | 598 590 604 | 588 755 758 | 588 755 758 |
| Subventions pour charges de service public | 525 940 582 | 525 940 582 | 598 590 604 | 598 590 604 | 576 715 758 | 576 715 758 |
| Transferts | | | | | 12 040 000 | 12 040 000 |
| GEODERIS (P181) | 6 096 726 | 6 096 726 | 6 350 756 | 6 350 756 | 6 096 726 | 6 096 726 |
| Subventions pour charges de service public | 6 096 726 | 6 096 726 | 6 350 756 | 6 350 756 | 6 096 726 | 6 096 726 |
| INERIS - Institut national de l'environnement industriel et des risques (P181) | 29 388 527 | 29 348 777 | 29 824 608 | 29 824 608 | 30 379 218 | 30 400 418 |
| Subventions pour charges de service public | 29 339 027 | 29 339 027 | 29 824 608 | 29 824 608 | 29 362 418 | 29 362 418 |
| Dotations en fonds propres | | | | | 1 000 000 | 1 000 000 |
| Transferts | 49 500 | 9 750 | | | 16 800 | 38 000 |
| ANDRA - Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (P174) | | | | | 2 500 000 | 2 500 000 |
| Subventions pour charges de service public | | | | | 2 500 000 | 2 500 000 |
| CITEPA - Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique (P174) | 227 175 | 213 383 | | | 199 708 | 213 501 |
| Subventions pour charges de service public | | | | | | |
| Transferts | 227 175 | 213 383 | | | 199 708 | 213 501 |
| ENPC - Ecole nationale des Ponts et Chaussées (P217) | | | | | 4 000 | 4 000 |
| Transferts | | | | | 4 000 | 4 000 |
| CEREMA - Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (P159) | 1 887 049 | 1 842 458 | | | 1 319 267 | 1 294 442 |
| Transferts | 1 887 049 | 1 842 458 | | | 1 319 267 | 1 294 442 |

Prévention des risques

Programme n° 181 | Justification au premier euro

| Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense | Réalisation 2021 | | Prévision LFI 2022 | | Réalisation 2022 | |
|---|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| Universités et assimilés (P150) | 458 235 | 457 546 | | | 332 959 | 352 680 |
| Subventions pour charges de service public | | 30 000 | | | | |
| Transferts | 458 235 | 427 546 | | | 332 959 | 352 680 |
| Ecoles et formations d'ingénieurs (P150) | 18 163 | 18 163 | | | 13 750 | 13 750 |
| Transferts | 18 163 | 18 163 | | | 13 750 | 13 750 |
| Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche (P150) | 615 000 | 565 000 | | | 872 065 | 772 654 |
| Transferts | 615 000 | 565 000 | | | 872 065 | 772 654 |
| BRGM - Bureau de recherches géologiques et minières (P172) | 29 721 998 | 28 287 467 | 27 291 823 | 27 291 823 | 28 853 284 | 28 385 103 |
| Subventions pour charges de service public | 27 238 409 | 27 238 409 | 27 291 823 | 27 291 823 | 27 537 788 | 27 537 788 |
| Transferts | 2 483 589 | 1 049 058 | | | 1 315 496 | 847 315 |
| CNRS - Centre national de la recherche scientifique (P172) | 332 000 | 329 500 | | | 1 565 361 | 803 911 |
| Transferts | 332 000 | 329 500 | | | 1 565 361 | 803 911 |
| IFREMER - Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (P172) | 466 429 | 466 429 | | | 878 000 | 439 000 |
| Transferts | 466 429 | 466 429 | | | 878 000 | 439 000 |
| INRAE - Institut national pour la recherche en agriculture, alimentation et environnement (P172) | 2 051 910 | 1 889 410 | 1 870 000 | 1 870 000 | 2 042 000 | 2 064 500 |
| Subventions pour charges de service public | 1 851 910 | 1 851 910 | 1 870 000 | 1 870 000 | 2 042 000 | 2 042 000 |
| Transferts | 200 000 | 37 500 | | | | 22 500 |
| Groupe Mines Télécom (P192) | 36 125 | 33 483 | | | 16 642 | 27 384 |
| Transferts | 36 125 | 33 483 | | | 16 642 | 27 384 |
| INSERM - Institut national de la santé et de la recherche médicale (P172) | | 10 000 | | | | |
| Transferts | | 10 000 | | | | |
| IRD - Institut de recherche pour le développement (P172) | 35 000 | | | | | 35 000 |
| Transferts | 35 000 | | | | | 35 000 |
| ARS - Agences régionales de santé (P124) | 104 955 | 5 955 | | | -121 | 96 264 |
| Transferts | 104 955 | 5 955 | | | -121 | 96 264 |
| ANTAI - Agence nationale de traitement automatisé des infractions (P753) | | | | | 240 000 | 192 000 |
| Transferts | | | | | 240 000 | 192 000 |
| VNF - Voies navigables de France (P203) | 4 100 000 | | | | | 2 986 953 |
| Transferts | 4 100 000 | | | | | 2 986 953 |
| Total | 622 265 077 | 614 965 290 | 681 647 811 | 681 647 811 | 687 058 443 | 687 985 586 |
| Total des subventions pour charges de service public | 603 996 948 | 604 026 948 | 677 797 811 | 677 797 811 | 658 880 812 | 658 880 812 |
| Total des dotations en fonds propres | 2 116 200 | 877 000 | | | 3 250 000 | 3 250 000 |
| Total des transferts | 16 151 928 | 10 061 342 | 3 850 000 | 3 850 000 | 24 927 631 | 25 854 774 |

La définition et la mise en œuvre de la politique de l'État en matière de prévention des risques naturels, technologiques et miniers font appel au concours de nombreux opérateurs – établissements publics administratifs, industriels et commerciaux, ou à caractère scientifique, groupements publics, associations, etc. – qui bénéficient, au titre de leurs missions de recherche, d'expertise, de contrôle ou encore de prévention, d'un financement du programme 181 « Prévention des risques ». Le programme porte en particulier le financement de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, dont il constitue l'essentiel des ressources.

Les subventions pour charges de service public et transferts versés en 2022 aux opérateurs du programme sont présentés dans la JPE de chacune des actions concernées du programme.

Sur l'action 1 du programme, les subventions versées à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) ont été supérieures aux prévisions de la LFI afin de contribuer au financement du programme national de recherche en environnement santé travail (PNR EST) et de l'élaboration de la 3^e étude de l'alimentation totale (EAT3).

La SCSP versée à l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) s'inscrit dans le cadre d'une mission d'assainissement d'un site pollué par la radioactivité.

Sur l'action 10, le transfert alloué à Météo-France s'inscrit dans le cadre d'une convention 2022-2026 et de la convention antérieure 2019-2021. S'y ajoutent une subvention pour charge de service public en soutien au financement des coûts de fonctionnement associés à la mise en place des réseaux d'observation et une dotation en fonds propres pour l'acquisition de nouvelles bouées de mesure en mer.

Sur l'action 14, les transferts alloués au BRGM contribuent à l'élaboration de plans de prévention des risques (PPR) multi-aléas et de PPR littoraux dans le cadre de programmes de recherche et développement partagés. Ils contribuent également au programme d'actions du Réseau de surveillance volcanologique et sismologique de Mayotte (REVOSIMA) et au diagnostic de vulnérabilité sismique de bâtiments stratégiques de la région.

Les transferts alloués en 2022 aux autres opérateurs qui ne relèvent pas du programme 181 concernent notamment :

- les Voies navigables de France (VNF), dont la convention attributive de subvention engagée en 2021 a pour objet des études et travaux liés à l'ouvrage de la digue de Marizelle dans les Hauts-de-France (études de diagnostic, de conception et de maîtrise d'œuvre, étude de danger) ;
- l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) dans le cadre du programme d'action 2022 du réseau de surveillance volcanologique et sismologique de Mayotte (REVOSIMA) ;
- le Service hydrographique et océanographique de la Marine (SHOM) pour sa contribution à l'amélioration de la surveillance des niveaux de la mer en cas de tempête ou de houle (études de modélisation et de mise en place de marégraphes), dans le cadre de la convention « collaboration littoral SHOM 2021-2024 » ;
- l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) notamment pour la réalisation de campagnes de levées LIDAR ;
- le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) pour des actions visant à améliorer la connaissance sur les aléas et les risques d'origine glaciaire et périglaciaire ainsi que les aléas sismiques (à Mayotte dans le cadre du programme d'actions 2022 du Réseau de surveillance volcanologique et sismologique de Mayotte « REVOSIMA », en métropole et au-delà des frontières dans le cadre du projet Alceste de construction d'un catalogue de sismicité étendu au-delà des frontières) ;
- le Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique (CITEPA) pour des travaux visant à contrôler et améliorer la qualité des données relatives aux émissions atmosphériques issues du registre national des émissions polluantes et des déchets des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ;
- le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA), pour son activité d'expertise dans le champ des politiques publiques portées par la DGPR ainsi que pour l'élaboration et le rapportage des cartes de bruit stratégiques dans le cadre de la quatrième échéance de la directive 2002/49.

L'appui du CEREMA aux budgets opérationnels de programme (BOP) déconcentrés a également donné lieu au versement de subventions : en région Bourgogne Franche-Comté dans le cadre du plan régional santé environnement (PRSE4) et à la Réunion pour l'élaboration du diagnostic de la santé environnementale des habitants.

Prévention des risques

Programme n° 181 | Justification au premier euro

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

EMPLOIS EN FONCTION AU SEIN DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| Opérateur | ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes | ETPT rémunérés par les opérateurs | | | | ETPT rémunérés par d'autres collectivités |
|---|--|-----------------------------------|--------------|---------------------|----------------|---|
| | | sous plafond * | hors plafond | dont contrats aidés | dont apprentis | |
| ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie | 0 | 867 | 248 | 0 | 28 | 2 |
| | 0 | 941 | 258 | 0 | 40 | 2 |
| | 0 | 906 | 239 | 0 | 29 | 2 |
| GEODERIS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 22 |
| | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 22 |
| | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 23 |
| INERIS - Institut national de l'environnement industriel et des risques | 0 | 486 | 35 | 13 | 0 | 0 |
| | 0 | 485 | 48 | 0 | 18 | 0 |
| | 0 | 482 | 35 | 0 | 15 | 0 |
| Total | 0 | 1 353 | 283 | 13 | 28 | 24 |
| | 0 | 1 426 | 306 | 0 | 58 | 24 |
| | 0 | 1 388 | 274 | 0 | 44 | 25 |

* Les emplois sous plafond 2022 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2022 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022

SCHEMA D'EMPLOIS ET PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| | Prévision ETPT | Réalisation ETPT |
|------------------------------------|----------------|------------------|
| Emplois sous plafond 2022 * | 1 426 | 1 388 |

* Ces emplois sous plafond font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2022 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022

| | Prévision ETP | Réalisation ETP |
|------------------------------|---------------|-----------------|
| Schéma d'emplois 2022 en ETP | 74 | 76 |

Pour l'ADEME, en 2022, la poursuite du portage du plan de relance dans ses domaines d'intervention a été complétée par le portage de France 2030 qui a prévu la création de 65 postes correspondant à 42 ETPT et reposant sur une estimation à pourvoir l'essentiel desdits postes au premier semestre 2022. Compte tenu des délais de recrutement et des périodes de préavis, cela a conduit à une exécution en ETPT 2022 de 905,6 ETPT et une réalisation de 938,7 en ETP à fin 2022. Pour l'INERIS, le plafond d'emplois en 2022 a été légèrement sous-exécuté essentiellement en raison des difficultés de recrutement, notamment sur des profils techniques aux compétences rares. Aussi, pour tenir compte des aléas de recrutement, et bénéficiant d'une augmentation du plafond d'emploi en 2023 de 2 ETPT, l'Institut a anticipé et lancé dès le début du troisième trimestre 2022 le plan de recrutement 2023.

Opérateurs

OPÉRATEUR

ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) a été créée par la loi du 19 décembre 1990 sous forme d'établissement public à caractère industriel et commercial, placé sous la tutelle conjointe du ministère de l'environnement et du ministère de l'enseignement supérieur.

Acteur essentiel de la transition énergétique et environnementale, elle participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'agence met à la disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets de recherche, d'études et d'investissements en matière de gestion et de valorisation des déchets, de préservation des sols, d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables, de qualité de l'air, d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets.

L'ADEME dispose d'une importante capacité d'engagement de crédits incitatifs dans le cadre des dotations budgétaires allouées par l'État, renforcée fin 2020 par l'attribution de moyens significatifs pour conduire plusieurs mesures du plan France relance. Malgré la forte hausse d'activité enregistrée en 2022, l'ADEME a atteint ses objectifs avec un niveau d'engagement exceptionnel : sur son périmètre d'intervention classique, le niveau d'engagement du budget incitatif sur dotations de l'État s'est élevé à 973 M€, et sur le périmètre du plan France Relance 354 M€ ont été engagés pour de nouveaux projets, auxquels il faut ajouter 383 M€ pour le fonds décarbonation de l'industrie géré en compte de tiers.

Au cours de l'exercice, deux budgets rectificatifs ont permis de prendre en compte de nouveaux éléments dont notamment :

- le relèvement du plafond d'emplois à hauteur de 65 ETP, ce qui représente 41,6 ETPT pour 2022 afin d'assurer la bonne mise en œuvre des actions France 2030;
- la création d'un nouveau fonds doté de 300 M€ sur 10 ans et destiné à la résorption des décharges littorales;
- le relèvement du budget du fonds chaleur de 150 M€ pour le porter à 520 M€ associé à des renforts en personnel intérimaire pour accompagner l'engagement du fonds.

La contractualisation des projets a été réalisée au sein de l'outil de gestion OPALE, qui avait été mis en service en janvier 2021 et qui a été amélioré, permettant de dématérialiser le processus depuis la demande d'aide déposée sur le portail bénéficiaire AGIR jusqu'à la signature électronique des contrats. L'agence a également déployé pleinement sa nouvelle organisation de la gestion, confiant à un service dédié le paiement des subventions.

D'un point de vue performance, sur les 21 indicateurs du contrat d'objectif et de performance (COP) pour la période 2020-2023, les cibles ont été atteintes pour 18 d'entre eux, 2 indicateurs présentent un résultat proche de la cible et 2 indicateurs n'ont pas été atteints.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2021 | | Prévision LFI 2022 | | Réalisation 2022 | |
|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P362 – Écologie | 846 466 | 193 771 | | | 645 382 | 322 053 |
| Dotations en fonds propres | 1 103 | 117 | | | | 986 |
| Transferts | 845 363 | 193 654 | | | 645 382 | 321 066 |
| P144 – Environnement et prospective de la politique de défense | 59 | 15 | | | 60 | 32 |
| Transferts | 59 | 15 | | | 60 | 32 |
| P203 – Infrastructures et services de transports | | | | | 3 000 | 3 000 |
| Transferts | | | | | 3 000 | 3 000 |
| P113 – Paysages, eau et biodiversité | 56 | | | | | 17 |
| Transferts | 56 | | | | | 17 |
| P159 – Expertise, information géographique et météorologie | | 34 | | | | |
| Transferts | | 34 | | | | |
| P181 – Prévention des risques | 525 941 | 525 941 | 598 591 | 598 591 | 588 756 | 588 756 |
| Subventions pour charges de service public | 525 941 | 525 941 | 598 591 | 598 591 | 576 716 | 576 716 |
| Transferts | | | | | 12 040 | 12 040 |
| P174 – Énergie, climat et après-mines | | | | | 11 000 | |
| Transferts | | | | | 11 000 | |
| P123 – Conditions de vie outre-mer | | | | | -35 | |
| Transferts | | | | | -35 | |
| P304 – Inclusion sociale et protection des personnes | | | | | 60 | 20 |
| Subventions pour charges de service public | | | | | 60 | 20 |
| P363 – Compétitivité | 435 | 435 | | | 139 | 139 |
| Subventions pour charges de service public | 435 | 435 | | | | |
| Transferts | | | | | 139 | 139 |
| P135 – Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat | | | | | 200 | 200 |
| Transferts | | | | | 200 | 200 |
| P364 – Cohésion | 25 000 | 5 000 | | | 21 500 | 11 500 |
| Transferts | 25 000 | 5 000 | | | 21 500 | 11 500 |
| P723 – Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État | | | | | 110 | |
| Dotations en fonds propres | | | | | 110 | |
| P731 – Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État | 140 000 | 140 000 | | | 100 000 | 100 000 |
| Dotations en fonds propres | 140 000 | 140 000 | | | 100 000 | 100 000 |
| P422 – Valorisation de la recherche | | 86 000 | | 39 000 | | 39 000 |
| Transferts | | 86 000 | | 39 000 | | 39 000 |
| P423 – Accélération de la modernisation des entreprises | 6 000 | 10 367 | | | | |
| Transferts | 6 000 | 10 367 | | | | |
| P424 – Financement des investissements stratégiques | 1 950 000 | 155 000 | | 195 000 | 6 250 000 | 340 000 |
| Transferts | 1 950 000 | 155 000 | | 195 000 | 6 250 000 | 340 000 |
| Total | 3 493 957 | 1 116 562 | 598 591 | 832 591 | 7 620 172 | 1 404 717 |

L'ADEME a perçu 894 M€ de recettes en 2022 et reste très majoritairement financée pour ses opérations non-préféchées par des dotations de l'État (95 %), perçues sous la forme d'une subvention pour charges de service public

Prévention des risques

Programme n° 181 | Opérateurs

au titre du programme 181 « Prévention des risques » pour 577 M€. Concernant cette SCSP, l'écart entre la prévision et la réalisation correspond à la mise en réserve.

A cela, s'ajoutent les versements pour 254 M€ au titre des programmes 362 « Écologie » et 364 « Cohésion » du plan de relance enregistrés en recette fléchée dans les comptes de l'opérateur et en transfert dans le tableau de financement État. La dotation en fonds propre de 986 k€ en CP correspond au deuxième versement au titre du projet FR5112 sélectionné dans le cadre du plan France Relance, lors de la conférence nationale de l'immobilier public stratégique, et concerne la rénovation du site de Sophia-Antipolis.

Il s'y ajoute 16 M€ pour les actions « Destination France » au titre des programmes 203 « infrastructures et services de transports », 159 « expertise, information géographique et météorologie » (500 k€ AE = CP), et du programme 181 « Prévention des risques » (12 M€ pour le tourisme durable, à la suite d'une levée partielle de la réserve de précaution).

L'ADEME est également l'un des principaux opérateurs des plans d'investissements d'avenir successifs et du plan d'investissement France 2030. Les montants ouverts en 2022 au titre des programmes P422-423-424 seront mis à disposition de l'agence au cours des prochains exercices en lien avec les services du secrétariat général pour les investissements.

COMPTES FINANCIERS 2022

Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas pu être voté par son Conseil d'Administration avant la date de rédaction du présent RAP. Les données sont donc provisoires. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * | Produits | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Personnel | 77 301 | 79 002 | Subventions de l'État | 791 652 | 847 330 |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i> | 520 | 532 | – subventions pour charges de service public | 791 652 | 576 716 |
| | | | – crédits d'intervention(transfert) | | 270 614 |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 130 663 | 163 628 | Fiscalité affectée | | |
| Intervention (le cas échéant) | 652 813 | 617 270 | Autres subventions | 26 961 | 14 975 |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 7 859 | 39 848 | Revenus d'activité et autres produits | 18 877 | 75 233 |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i> | 7 859 | 39 720 | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i> | | 19 290 |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | | 128 | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i> | 50 | 26 |
| | | | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | 119 | 151 |
| Total des charges | 860 777 | 859 901 | Total des produits | 837 491 | 937 538 |
| Résultat : bénéfice | | 77 637 | Résultat : perte | 23 286 | |
| Total : équilibre du CR | 860 777 | 937 538 | Total : équilibre du CR | 860 777 | 937 538 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * | Ressources | | |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|-------------------------|---------------|
| | | | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * | |
| Insuffisance d'autofinancement | 15 595 | | Capacité d'autofinancement | | 98 017 |
| Investissements | 37 611 | 32 608 | Financement de l'actif par l'État | | 466 |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | | |
| | | | Autres ressources | 85 | 45 |
| Remboursement des dettes financières | | | Augmentation des dettes financières | | |
| Total des emplois | 53 206 | 32 608 | Total des ressources | 85 | 98 528 |
| Augmentation du fonds de roulement | | 65 920 | Diminution du fonds de roulement | 53 121 | |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

Les 2 budgets rectificatifs présentés en mars 2022, ont autorisé le relèvement du plafond d'emplois pour France 2030 ainsi que l'enveloppe de fonctionnement pour assurer les dépenses liées à cette augmentation des effectifs, mais également l'embauche de personnels intérimaires.

Par ailleurs, dans le cadre du plan de relance, une enveloppe supplémentaire de 65 M€ a été versée dans le cadre de la mesure sur la « mobilité lourde électrique ».

Les dotations aux amortissements et provisions de l'exercice 2022 s'élèvent à 39,7 M€. Elles se composent principalement des dotations pour les frais futurs de personnel, notamment CET, IFC et médailles du travail (15,3 M€), des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (11,8 M€), des dotations sur provisions des comptes clients et stocks (5 M€) et des dotations sur provisions des immobilisations financières (7,5 M€).

Parallèlement aux dotations, les reprises de provisions s'élèvent à 19,4 M€ au 31 décembre 2022. Elles sont constituées de la reprise des provisions clients et stocks (1,2 M€), de la reprise des provisions liées au passif social (18,0 M€) et des reprises de provisions sur les autres immobilisations financières (0,2 M€).

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2021 | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 1 958 687 | 1 772 302 | 2 249 038 |

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2022 | | Compte financier 2022 * | |
|--|---------------------|----------------|-------------------------|----------------|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel | 86 008 | 86 008 | 88 527 | 88 527 |
| Fonctionnement | 121 863 | 114 096 | 127 047 | 115 007 |
| Intervention | 1 037 637 | 656 139 | 1 231 809 | 622 864 |
| Investissement | 42 211 | 32 005 | 43 355 | 29 698 |
| Total des dépenses AE (A) CP (B) | 1 287 719 | 888 248 | 1 490 738 | 856 096 |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 520 | 520 | 532 | 532 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

Prévention des risques

Programme n° 181 | Opérateurs

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Recettes globalisées | 607 781 | 609 109 |
| Subvention pour charges de service public | 576 952 | 576 716 |
| Autres financements de l'État | 3 238 | 7 192 |
| Fiscalité affectée | 0 | 0 |
| Autres financements publics | 1 566 | 506 |
| Recettes propres | 26 024 | 24 694 |
| Recettes fléchées | 228 295 | 284 918 |
| Financements de l'État fléchés | 213 800 | 269 842 |
| Autres financements publics fléchés | 488 | 989 |
| Recettes propres fléchées | 14 006 | 14 088 |
| Total des recettes (C) | 836 075 | 894 027 |
| Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B) | 0 | 37 931 |
| Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C) | 52 173 | 0 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination | Personnel | | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|---|----------------|--------------------|----------------|--------|--------------|---------|----------------|-------|---------|---------|
| | Budget initial | Compte financier * | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| 01. Chaleur renouvelable | 0 | 0 | 6 750 | 6 571 | 345 960 | 231 710 | 17 290 | 6 673 | 370 000 | 244 953 |
| | | | 6 926 | 5 473 | 496 614 | 273 280 | 18 175 | 7 526 | 521 715 | 286 279 |
| 02. Economie circulaire et déchets | 0 | 0 | 16 142 | 17 646 | 143 259 | 120 589 | 4 599 | 3 162 | 164 000 | 141 397 |
| | | | 19 962 | 17 773 | 149 438 | 132 121 | 4 902 | 3 003 | 174 301 | 152 896 |
| 03. Bâtiment économe en énergie | 0 | 0 | 6 069 | 8 123 | 9 922 | 12 343 | 2 369 | 1 407 | 18 360 | 21 873 |
| | | | 5 229 | 6 569 | 11 264 | 13 476 | 2 213 | 1 258 | 18 706 | 21 304 |
| 04. Communication nationale/Formation | 0 | 0 | 10 335 | 8 178 | 1 298 | 890 | 367 | 386 | 12 000 | 9 454 |
| | | | 10 373 | 10 362 | 1 579 | 1 475 | 480 | 563 | 12 432 | 12 400 |
| 05. Sites pollués et friches | 0 | 0 | 19 565 | 14 219 | 2 435 | 5 336 | 0 | 0 | 22 000 | 19 555 |
| | | | 13 875 | 13 382 | 4 951 | 4 220 | 218 | 38 | 19 044 | 17 641 |
| 06. Recherche | 3 550 | 4 124 | 860 | 434 | 29 590 | 23 434 | 0 | 13 | 34 000 | 27 431 |
| | | | 722 | 345 | 29 696 | 28 152 | 0 | 0 | 34 542 | 32 622 |
| 07. Développement et mise à disposition de l'expertise | 0 | 0 | 11 155 | 8 422 | 5 022 | 3 346 | 2 100 | 2 115 | 18 277 | 13 884 |
| | | | 10 333 | 8 382 | 6 212 | 5 446 | 2 203 | 2 241 | 18 749 | 16 069 |
| 08. Démarches énergie/climat territoriales | 0 | 0 | 2 375 | 3 129 | 32 625 | 18 301 | 0 | 0 | 35 000 | 21 430 |
| | | | 6 258 | 3 544 | 27 291 | 18 994 | 0 | 0 | 33 549 | 22 538 |
| 09. Réduction de l'impact environnemental des entreprises | 0 | 0 | 440 | 610 | 9 160 | 6 563 | 400 | 207 | 10 000 | 7 380 |
| | | | 687 | 466 | 23 861 | 9 743 | 325 | 204 | 24 873 | 10 413 |
| 10. Air/Mobilité | 0 | 0 | 1 636 | 1 818 | 26 065 | 17 449 | 0 | 0 | 27 701 | 19 267 |
| | | | 2 429 | 2 020 | 23 322 | 16 559 | 0 | 0 | 25 751 | 18 579 |
| 11. International | 0 | 0 | 1 700 | 1 369 | 1 300 | 1 287 | 0 | 12 | 3 000 | 2 668 |
| | | | 1 065 | 1 174 | 1 840 | 1 754 | 0 | 0 | 2 905 | 2 928 |
| 12. Finance Climat | 0 | 0 | 1 714 | 1 595 | 1 473 | 1 135 | 813 | 421 | 4 000 | 3 151 |
| | | | 1 233 | 1 418 | 2 788 | 1 900 | 168 | 34 | 4 189 | 3 351 |
| 13. Hydrogène | 0 | 0 | 315 | 153 | 74 685 | 17 678 | 0 | 0 | 75 000 | 17 832 |
| | | | 284 | 78 | 82 181 | 9 122 | 0 | 0 | 82 465 | 9 199 |
| Budget de moyens | 80 008 | 81 987 | 22 819 | 18 942 | 0 | 0 | 7 857 | 8 849 | 110 684 | 107 800 |
| | | | 24 309 | 18 615 | 0 | 0 | 6 286 | 7 105 | 112 582 | 107 706 |
| Filières REP | 0 | 0 | 3 025 | 3 025 | 0 | 0 | 2 290 | 2 290 | 5 315 | 5 315 |
| | | | 2 913 | 2 797 | 0 | 0 | 5 239 | 4 264 | 8 152 | 7 061 |
| Fonds démonstrateurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 662 | 0 | 0 | 0 | 2 662 |

(en milliers d'euros)

| Destination <i>Budget initial Compte financier *</i> | Personnel | | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|---|--------------------------|----------------------------|----------------------------|--------------------------------|----------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------|----------------------------|--|
| | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | |
| | 0 | 0 | 0 | 0 | 718 | 0 | 0 | 0 | 718 | |
| Projets financés par des partenaires | 2 450 2 416 | 10 848 12 246 | 11 432 9 893 | 21 983 25 010 | 9 004 7 954 | 4 126 3 135 | 6 469 3 436 | 39 407 42 807 | 29 356 23 698 | |
| Relance : éco. circulaire et déchets | 0 0 | 4 254 2 676 | 2 667 3 369 | 232 080 246 159 | 104 000 54 527 | 0 0 | 0 0 | 236 334 248 835 | 106 667 57 896 | |
| Relance : Rénovation énergétique et transition des PME | 0 0 | 849 4 642 | 4 858 8 247 | 45 619 46 891 | 45 165 30 655 | 0 13 | 0 27 | 46 468 51 546 | 50 023 38 929 | |
| Relance : sites pollués et friches | 0 0 | 564 152 | 412 301 | 30 783 39 811 | 16 073 3 369 | 0 0 | 0 0 | 31 347 39 963 | 16 485 3 670 | |
| Relance : stratégie hydrogène | 0 0 | 447 732 | 492 799 | 24 378 12 900 | 19 173 9 400 | 0 0 | 0 0 | 24 825 13 632 | 19 665 10 199 | |
| Total | 86 008 88 527 | 121 863 127 047 | 114 096 115 007 | 1 037 637 1 231 809 | 656 139 622 864 | 42 211 43 355 | 32 005 29 698 | 1 287 719 1 490 738 | 888 248 856 096 | |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Solde budgétaire (déficit) (D2) | 52 173 | 0 |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 2 280 | 825 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 405 337 | 428 944 |
| Autres décaissements non budgétaires | 0 | 0 |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) | 459 790 | 429 770 |
| ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1) | 38 603 | 290 351 |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 110 120 | 414 287 |
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 0 | 0 |
| Total des besoins | 498 393 | 720 120 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

| Financements | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Solde budgétaire (excédent) (D1) | 0 | 37 931 |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 80 | 19 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 498 313 | 682 170 |
| Autres encaissements non budgétaires | 0 | 0 |
| Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) | 498 393 | 720 120 |
| PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2) | 0 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 0 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 71 518 | 123 936 |
| Total des financements | 498 393 | 720 120 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

L'ADEME a perçu 894 M€ de recettes en 2022 et reste très majoritairement financée par des dotations de l'État (95 %), perçues sous la forme d'une subvention pour charges de service public au titre du programme 181 « Prévention des risques » pour 577 M€.

A cela, s'ajoutent les versements pour 254 M€ au titre des programmes 362 « Écologie » et 364 « Cohésion » du plan de relance enregistrés en recette fléchée, mais également 16 M€ pour les actions « Destination France » au titre des programmes 203 « infrastructure et services de transports », 159 « expertise, information géographique et météorologie » et 181 « Prévention des risques ».

L'agence complète ces financements par des recettes liées à des programmes CEE (SARE, EVE, AVELO, etc.) et d'autres subventions contractualisées avec l'Union européenne, l'État ou les collectivités territoriales, ainsi que par des recettes propres, à hauteur de 47,5 M€.

Elle perçoit également des crédits destinés au paiement des projets gérés en compte de tiers (Investissements d'avenir, fonds décarbonation de l'industrie ou contrats européens), représentant un total de 618 M€ en 2022.

L'ADEME a mis en place un centre de gestion des paiements au cours de l'année 2021 qui a été déployé pleinement en 2022, cela a permis de porter le niveau des paiements 2022 à un niveau record de :

- 606 M€ sur le budget incitatif (pour une prévision de 558 M€) ;
- 188 M€ sur le plan de relance y compris fonds décarbonation de l'industrie ;
- 31 M€ sur les contrats de ressources externes, y compris les filières REP ;
- 274 M€ sur les contrats investissements d'avenir et France 2030.

Du côté des porteurs de projets, depuis la fin de la crise sanitaire, des retards restent constatés, que ce soit pour les projets d'investissements (rupture de matières premières, pénurie de main d'œuvre, etc.), ou sur les projets de recherche.

La priorité de 2022 a porté sur le suivi des réalisations des opérations soutenues par l'agence et la gestion des paiements, contribuant ainsi à soutenir les bénéficiaires et prestataires et faciliter leurs trésoreries respectives. L'ADEME a également conservé les règles de gestion et modalités de paiement qui avaient été adaptées en 2020 au contexte sanitaire, comme la systématisation pour tout nouveau contrat d'aide conclu avec une entreprise ou une association, d'une avance de 20 % du financement accordé, avance récupérée sur le dernier versement de l'aide en fin d'opération.

Les dépenses de personnel s'élèvent à 88,5 M€ en 2022. Elles intègrent une augmentation des effectifs présents prévus par le plafond d'emplois, et une augmentation de la RMPP (rémunération moyenne des personnels permanents) de 3 % conforme au cadrage. Le plafond d'emplois, inscrit en loi de finances à 918 ETPT, n'a pas été atteint du fait des délais de recrutement.

L'enveloppe de fonctionnement du budget de moyens a fait l'objet d'un relèvement de 2,7 M€ lors des deux budgets rectificatifs de 2022 afin de permettre le financement à hauteur de 0,8 M€ de dépenses de fonctionnement en lien avec les effectifs supplémentaires France 2030, 0,3 M€ pour le paiement du reliquat des factures d'intérimaires 2021 et 1,6 M€ pour l'embauche de 28 intérimaires pour la mise en œuvre de la mesure additionnelle du fonds chaleur. A fin 2022, les dépenses de fonctionnement sont inférieures de 3 M€ au dernier budget rectificatif, et finalement en ligne avec le budget initial.

Les dépenses de fonctionnement sur le budget incitatif et sur les ressources externes sont liées aux études et autres achats de prestations de services pour l'ensemble des thématiques de l'Agence. Il s'agit d'analyses, études, animations de réseaux ou bien des dépenses de sous-traitance, achat de prestations de services, notamment dans le cadre du programme SARE ou de l'exploitation et de l'assistance aux registres SYDEREP.

Cette enveloppe intègre également les dépenses de personnel intérimaires qui augmentent en particulier avec la mise en œuvre de nouveaux programmes : sur 2022 le montant total représente 9,2 M€ (hors budget de moyens donc) : 8,4 M€ sur plan de relance, 0,5 M€ sur REX et 0,3 M€ sur France 2030.

Les achats de communication ont par ailleurs concerné les campagnes (campagnes déchets et numérique responsable) ainsi que la plateforme téléphonique. Sont également ici enregistrées les dépenses liées aux sites internet de l'ADEME, les outils informatiques et de transformation numérique, l'organisation d'évènements, les dépenses de formations, les dépenses d'éditions et de diffusion, les partenariats médias, les dépenses de stockage, routage, diffusion etc.

Enfin, les dépenses liées à la mise en sécurité des sites pollués à responsable défaillant confiés à l'agence concernent une centaine de sites.

Sur l'enveloppe d'intervention, le rythme de paiement a été marqué par l'activité en année pleine du centre de paiement des aides mis en place en 2021, professionnalisant cette activité.

Par programme budgétaire, les réalisations notables sont les suivantes :

- En ce qui concerne la chaleur renouvelable du budget incitatif, une part croissante de réseaux de chaleur d'envergure ont atteint une étape clé des travaux entraînant des demandes de paiement d'échéances significatives. Ce fut notamment le cas pour le réseau géothermique de Bobigny (6,2 M€), du réseau de Béthune qui a été mis en service (5,7 M€), des secteurs Nord et Est à Rennes (5,3 M€), du grand Lyon (4,2 M€), ou encore la mise en service de la chaudière de Saica lauréate du BCIAT (5,5 M€).
- S'agissant de l'économie circulaire, on constate d'importants paiements dont un plus significatif pour l'unité de combustion CSR Solveo à Dombasle-sur-Meurthe (12 M€).

Concernant le plan de relance, les projections de décaissements avaient été inscrites au budget à hauteur des subventions reçues sur les programmes 364 et 362. La majorité des paiements a été réalisée sur les actions liées à l'économie circulaire (54,5 M€).

A noter que les versements d'aides remboursables, comptabilisées budgétairement dans l'enveloppe d'intervention, ont représenté 1,7 M€ en 2022 pour le financement de réseaux de chaleur et unités de production de chaleur associées contractualisés entre 2016 et 2019 et des unités de méthanisation.

Sur les dépenses de fonctionnement et d'intervention, la ligne du « Fonds Décharges littorales », créée en gestion 2022, est incluse dans les consommations présentées dans le tableau des dépenses par destination au titre de la ligne 2 « économie circulaire ».

Les dépenses d'investissement sont inférieures aux prévisions sur le budget de moyens en raison principalement des reports des déménagements de certains sites de directions régionales et des dépenses moindres sur les projets informatiques marquées par le décalage de paiements notamment du nouvel SIRH.

Sur le budget incitatif, les principaux investissements financés en 2022 concernent :

- Le premier versement pour 5 M€ au fonds de garantie géothermie long terme ;
- La transformation numérique de l'ADEME (3,8 M€) qui se poursuit avec la plateforme digitale « Agir pour la transition écologique » et l'outil CRM Connect ;
- SINOE (outil d'analyse destiné aux collectivités territoriales pour les aider à optimiser leur politique de gestion des déchets) représente 0,5 M€ de CP ;
- La plateforme OPÉRAT (observatoire de la performance énergétique, de la rénovation et des actions du tertiaire) (0,4 M€).

Le développement de l'outil SYDEREP, en lien avec la création en 2020 de l'instance de supervision des filières à responsabilité élargie des producteurs, représente un investissement de 4,3 M€ en CP sur 2022.

S'agissant des dépenses réalisées par l'ADEME et financées par des ressources externes, les outils numériques et système d'information du programme SARE (service d'accompagnement à la rénovation énergétique) représentent 1,7 M€, ceux pour le programme EVE 2 (Engagement volontaire pour l'environnement) 0,9 M€.

Le solde budgétaire traduit l'écart entre les décaissements des dépenses et les encaissements des recettes. Il est plus élevé que prévu en raison des moindres dépenses d'intervention sur le plan de relance notamment et des recettes plus élevées sur ce programme également. Le solde budgétaire du budget principal est un excédent de 46,747 M€ et le solde budgétaire du budget annexe un déficit de 8,816 M€.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

| | Réalisation 2021 (1) | Prévision 2022 (2) | Réalisation 2022 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| Emplois rémunérés par l'opérateur : | 1 115 | 1 199 | 1 145 |
| – sous plafond | 867 | 941 | 906 |
| – hors plafond | 248 | 258 | 239 |
| <i>dont contrats aidés</i> | | | |
| <i>dont apprentis</i> | 28 | 40 | 29 |
| Autres emplois en fonction dans l'opérateur : | 2 | 2 | 2 |
| – rémunérés par l'État par ce programme | | | |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | | | |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | 2 | 2 | 2 |

Prévention des risques

Programme n° 181 | Opérateurs

| | Réalisation 2021 (1) | Prévision 2022 (2) | Réalisation 2022 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2021.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022.

Pour l'ADEME, en 2022, la poursuite du portage du plan de relance dans ses domaines d'intervention a été complétée par le portage de France 2030 qui a prévu la création de 65 postes correspondant à 42 ETPT et reposant sur une estimation à pourvoir l'essentiel desdits postes au premier semestre 2022. Compte tenu des délais de recrutement et des périodes de préavis, cela a conduit à une exécution en ETPT 2022 de 905,6 ETPT et une réalisation de 938,7 en ETP à fin 2022.

OPÉRATEUR**GEODERIS****ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR**

Le groupement d'intérêt public « GEODERIS » a été créé en 2001 et a été renouvelé en 2018 jusqu'au 31 décembre 2026 afin de permettre à l'État de disposer d'un expert dans le domaine des risques présentés par les anciennes exploitations minières. Les deux établissements publics (INERIS et BRGM) qui le constituent avec l'État ont mis à sa disposition, d'une part, des compétences dont ils disposaient dans ce domaine et ont procédé, d'autre part, à des recrutements spécifiques. GEODERIS connaît une activité importante ces dernières années, qui s'est poursuivie en 2022 par la réalisation des études d'aléas, d'études de risques, et d'études environnementales sur les anciens sites miniers où des dépôts peuvent présenter des risques en termes de stabilité ou des impacts environnementaux et sanitaires.

Études d'aléas de priorités P4, P5 et P6 : Depuis 2012, GEODERIS aura terminé 135 EDA dont 63 études P4, 51 études P5 et 19 études P6. Pour l'année 2022, il a été programmé le lancement de 13 nouvelles études d'aléas (10 P5 et 3 P6), en complément d'études précédentes qui se poursuivent.

Études de risques : En 2022, 3 nouvelles études de risque ont été programmées : 2 en Auvergne-Rhône-Alpes (42-Giers), et 1 en Nouvelle Aquitaine (87).

Déchets de l'industrie extractive : Dans la continuité de l'inventaire des déchets miniers issus de l'industrie extractive en application de l'article 20 de la directive européenne 2006/21/CE (inventaire dit « DDIE ») achevé en 2012, ont été lancées, en 2022, 3 nouvelles études environnementales et sanitaires (Puy-les-Vignes (87), Vallauria (06) et Borie-Chambonnet (43)).

GEODERIS a poursuivi son appui aux directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) pour l'intégration des données environnementales issues des études DDIE dans l'outil relatif aux secteurs d'information sur les sols (SIS).

Gaz de mine : GEODERIS a achevé en grande partie le travail d'inventaire des sites des bassins houillers susceptibles de faire l'objet d'une étude d'aléas « gaz de mine » en s'appuyant sur les informations disponibles dans les phases informatives des études d'aléas « mouvements de terrain » prioritaires de l'opération inventaire des risques miniers (IRM). En 2022, il a finalisé les synthèses sur les mesures de gaz effectuées sur les sites de Gardanne (13), Grand Combe Ouest (30), Lalle (LRO), Robiac-et-Meyranne (LRO), Trelys-et-Palmesalade (nord du bassin alsésien) et Graissessac (LRO). Des mesures ont été réalisées en 2022 sur les sites de Saint-Julien de Peyrolas, de la Tave et de Fontsante.

Inventaire des Risques Miniers (IRM) : GEODERIS réalise, selon les régions, des inventaires des ouvrages débouchant au jour (ODJ), des hiérarchisations de risques corporels et des propositions de mise en sécurité à partir de

demandes émanant des DREAL : •inventaires spécifiques sur des sites à la demande des DREAL, •inventaires et bilan sur des sites où GEODERIS a déjà réalisé des études (études d'aléas mouvement de terrain, inventaire DDIE, audits spécifiques...) pendant lesquelles la présence d'ouvrages ouverts a été découverte. Les inventaires concernent essentiellement la revue des ouvrages cités et documentés dans les études d'aléas.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2021 | | Prévision LFI 2022 | | Réalisation 2022 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P181 – Prévention des risques | 6 097 | 6 097 | 6 351 | 6 351 | 6 097 | 6 097 |
| Subventions pour charges de service public | 6 097 | 6 097 | 6 351 | 6 351 | 6 097 | 6 097 |
| Total | 6 097 | 6 097 | 6 351 | 6 351 | 6 097 | 6 097 |

L'écart entre la prévision et la réalisation correspond à la mise en réserve.

COMPTE FINANCIER 2022

Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * | Produits | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|--|---------------------------|-------------------------------|--|---------------------------|-------------------------------|
| Personnel | | | Subventions de l'État | 5 081 | 4 931 |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i> | | | – subventions pour charges de service public | 5 081 | 4 931 |
| | | | – crédits d'intervention(transfert) | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 5 150 | 4 805 | Fiscalité affectée | | |
| Intervention (le cas échéant) | | | Autres subventions | | 56 |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 40 | 25 | Revenus d'activité et autres produits | 54 | 43 |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i> | 40 | 25 | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i> | | 11 |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | | | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i> | | |
| | | | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | | |
| Total des charges | 5 150 | 4 805 | Total des produits | 5 135 | 5 030 |
| Résultat : bénéfice | | 225 | Résultat : perte | 15 | |
| Total : équilibre du CR | 5 150 | 5 030 | Total : équilibre du CR | 5 150 | 5 030 |

* Voté

Prévention des risques

Programme n° 181 | Opérateurs

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * | Ressources | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | | | Capacité d'autofinancement | 25 | 239 |
| Investissements | 85 | 54 | Financement de l'actif par l'État | | |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | | |
| | | | Autres ressources | | 4 |
| Remboursement des dettes financières | | | Augmentation des dettes financières | | |
| Total des emplois | 85 | 54 | Total des ressources | 25 | 243 |
| Augmentation du fonds de roulement | | 189 | Diminution du fonds de roulement | 60 | |

* Voté

L'écart entre le montant indiqué de SCSP reçu et celui figurant dans le compte de résultat est lié au traitement de la TVA.

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2021 | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 5 159 | 4 462 | 5 362 |

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination | Personnel | Fonctionnement | Intervention | Investissement | Total |
|--|-----------|----------------|--------------|----------------|--------------|
| <i>Budget initial Compte financier *</i> | | | | | |
| Expertise scientifique | 0 | 2 554 | 2 556 | 85 | 5 195 |
| | 0 | 2 448 | 2 333 | 54 | 4 835 |
| Total | 0 | 2 554 | 2 556 | 85 | 5 195 |
| | 0 | 2 448 | 2 333 | 54 | 4 835 |

* Voté

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

| | Réalisation 2021 (1) | Prévision 2022 (2) | Réalisation 2022 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| Emplois rémunérés par l'opérateur : | | | |
| – sous plafond | | | |
| – hors plafond | | | |
| <i>dont contrats aidés</i> | | | |
| <i>dont apprentis</i> | | | |
| Autres emplois en fonction dans l'opérateur : | 22 | 22 | 23 |
| – rémunérés par l'État par ce programme | | | |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | | | |

| | Réalisation 2021 (1) | Prévision 2022 (2) | Réalisation 2022 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | 22 | 22 | 23 |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2021.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022.

Les emplois du GIP GEODERIS sont mis à disposition par l'INERIS et le BRGM contre remboursement ; ces emplois sont tous comptabilisés dans les effectifs de ces derniers.

OPÉRATEUR

INERIS - Institut national de l'environnement industriel et des risques

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

L'Ineris est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), sous la tutelle du ministère chargé de l'environnement, qui mène des travaux de recherche et d'expertise sur les risques technologiques pour mieux comprendre les phénomènes susceptibles de conduire aux situations d'atteintes à l'environnement, à la santé et aux biens. Opérateur indépendant, l'Institut est le référent technique de l'administration chargée de la prévention des risques et de ses services déconcentrés, les directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL). Il accompagne aussi les entreprises afin de les aider à prendre les décisions les plus appropriées à une amélioration de la sécurité environnementale.

L'Ineris apporte une expertise forte et indépendante en appui aux politiques publiques de prévention des risques, alimentée par ses connaissances de pointe issues de la recherche, et son expertise de terrain issue de son activité de service aux entreprises. Ses missions d'appui aux politiques publiques sont menées, pour l'essentiel, en tant qu'opérateur de l'État du programme « prévention des risques » du ministère de la Transition écologique. Sa participation au LCSQA relève du programme « énergie, climat et après-mine ».

En cohérence avec la mise en œuvre de son contrat d'objectifs et de performance (COP) 2021-2025, et les priorités d'action des pouvoirs publics, une refonte des programmes d'appui a été menée en 2021 afin d'organiser et de faciliter le pilotage stratégique et la lisibilité des activités.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2021 | | Prévision LFI 2022 | | Réalisation 2022 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P185 – Diplomatie culturelle et d'influence | | 13 | | | | |
| Transferts | | 13 | | | | |
| P203 – Infrastructures et services de transports | | | | | | |
| Transferts | | | | | | |
| P113 – Paysages, eau et biodiversité | 60 | 56 | 100 | 100 | 279 | 293 |
| Transferts | 60 | 56 | 100 | 100 | 279 | 293 |
| P159 – Expertise, information géographique et météorologie | | | | | -14 | |
| Transferts | | | | | -14 | |

Prévention des risques

Programme n° 181 | Opérateurs

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2021 | | Prévision LFI 2022 | | Réalisation 2022 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P181 – Prévention des risques | 29 389 | 29 349 | 29 825 | 29 825 | 30 379 | 30 400 |
| Subventions pour charges de service public | 29 339 | 29 339 | 29 825 | 29 825 | 29 362 | 29 362 |
| Dotations en fonds propres | | | | | 1 000 | 1 000 |
| Transferts | 50 | 10 | | | 17 | 38 |
| P174 – Énergie, climat et après-mines | 3 710 | 3 710 | 3 475 | 3 475 | 3 471 | 3 471 |
| Dotations en fonds propres | 420 | 420 | | | 167 | 167 |
| Transferts | 3 290 | 3 290 | 3 475 | 3 475 | 3 304 | 3 304 |
| P123 – Conditions de vie outre-mer | | 26 | | | | |
| Transferts | | 26 | | | | |
| P190 – Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables | 6 268 | 6 335 | 6 373 | 6 373 | 6 262 | 6 274 |
| Subventions pour charges de service public | 6 268 | 6 268 | 6 373 | 6 373 | 6 274 | 6 274 |
| Transferts | | 68 | | | -12 | |
| P192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle | | | | | | |
| Transferts | | | | | | |
| P204 – Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins | 15 | 15 | | | 30 | 37 |
| Subventions pour charges de service public | | | | | | 7 |
| Transferts | 15 | 15 | | | 30 | 30 |
| P161 – Sécurité civile | 30 | 30 | | | | |
| Transferts | 30 | 30 | | | | |
| P363 – Compétitivité | 213 | 163 | | | | 50 |
| Subventions pour charges de service public | 123 | 123 | | | | |
| Transferts | 90 | 40 | | | | 50 |
| P111 – Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail | 90 | 90 | | | 90 | 90 |
| Subventions pour charges de service public | 90 | 90 | | | 90 | 90 |
| Total | 39 774 | 39 786 | 39 773 | 39 773 | 40 497 | 40 616 |

L'INERIS a reçu en 2022 trois subventions pour charges de service public :

- une subvention du programme 190 (recherche), pour 6 274 k€, conforme au budget et stable par rapport à 2021 ;
- une subvention du programme 181 (prévention des risques), pour 29 362 k€, conforme au budget et stable par rapport à 2021. Dans la suite de 2021, il s'y est ajouté une dotation en fonds propre pour le post-Lubizol, de 1 M€ versée fin 2022 et incluse dans le BI 2023, au titre du financement de moyens de mesure contribution de l'État à l'acquisition par l'INERIS de kits de mesure dits de niveau 1, composés de caisses de matériel portable et autonome permettant à la fois de réaliser des prélèvements (d'air, de suies, d'eaux d'extinction et de sols) et d'identifier instantanément certaines familles de composés et quelques substances spécifiques pour lesquelles il existe une solution technique permettant une analyse directe.
- une subvention du programme 174, pour son activité au sein du LCSQA. Conformément au prévisionnel, la subvention reçue en 2022 s'élève à 3 471 k€ dont 167 k€ à destination des investissements et 3 304 k€ à destination du programme de travail.

COMPTE FINANCIER 2022

Avertissement

Le compte financier de l'opérateur a été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * | Produits | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Personnel | 41 577 | 40 680 | Subventions de l'État | 39 111 | 38 941 |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i> | 90 | 81 | – subventions pour charges de service public | 39 111 | 38 941 |
| | | | – crédits d'intervention(transfert) | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 33 547 | 31 825 | Fiscalité affectée | | |
| Intervention (le cas échéant) | | | Autres subventions | 4 601 | 4 032 |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 8 708 | 9 051 | Revenus d'activité et autres produits | 31 412 | 31 676 |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i> | 8 708 | 9 040 | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i> | 600 | 2 412 |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | | 11 | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i> | | 10 |
| | | | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | 4 261 | 3 926 |
| Total des charges | 75 124 | 72 505 | Total des produits | 75 124 | 74 649 |
| Résultat : bénéfice | | 2 144 | Résultat : perte | | |
| Total : équilibre du CR | 75 124 | 74 649 | Total : équilibre du CR | 75 124 | 74 649 |

* Voté

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * | Ressources | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | | | Capacité d'autofinancement | 3 847 | 4 847 |
| Investissements | 7 000 | 4 426 | Financement de l'actif par l'État | | 1 167 |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | | |
| | | | Autres ressources | | -10 |
| Remboursement des dettes financières | | 1 | Augmentation des dettes financières | | |
| Total des emplois | 7 000 | 4 427 | Total des ressources | 3 847 | 6 004 |
| Augmentation du fonds de roulement | | 1 577 | Diminution du fonds de roulement | 3 153 | |

* Voté

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2021 | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 31 720 | 17 300 | 36 230 |

Prévention des risques

Programme n° 181 | Opérateurs

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2022 | | Compte financier 2022 * | |
|--|---------------------|---------------|-------------------------|---------------|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel | 44 559 | 44 559 | 43 178 | 43 178 |
| Fonctionnement | 23 903 | 21 849 | 21 448 | 18 849 |
| Intervention | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 8 650 | 7 000 | 6 624 | 3 072 |
| Total des dépenses AE (A) CP (B) | 77 112 | 73 408 | 71 250 | 65 099 |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 90 | 90 | 81 | 81 |

* Voté

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Recettes globalisées | 69 362 | 68 429 |
| Subvention pour charges de service public | 39 111 | 38 941 |
| Autres financements de l'État | 0 | 716 |
| Fiscalité affectée | 0 | 0 |
| Autres financements publics | 4 601 | 1 849 |
| Recettes propres | 25 650 | 26 923 |
| Recettes fléchées | 0 | 1 167 |
| Financements de l'État fléchés | 0 | 1 167 |
| Autres financements publics fléchés | 0 | 0 |
| Recettes propres fléchées | 0 | 0 |
| Total des recettes (C) | 69 362 | 69 596 |
| Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B) | 0 | 4 497 |
| Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C) | 4 046 | 0 |

* Voté

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination | Personnel | | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------|----------------|------------------------|------------------------|--------------------------|--------------------------|--|
| | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | |
| Dépenses de personnel | 44 559 43 178 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 44 559 43 178 | 44 559 43 178 | |
| Incendie, dispersion et explosion | 0 0 | 1 617 1 389 | 1 617 1 406 | 0 0 | 0 0 | 1 495 1 964 | 1 177 1 064 | 3 112 3 353 | 2 794 2 470 | |
| Milieux et impacts sur le vivant | 0 0 | 3 115 3 776 | 3 115 2 958 | 0 0 | 0 0 | 1 300 569 | 1 520 561 | 4 415 4 345 | 4 635 3 519 | |
| Sites et territoires | 0 0 | 1 575 1 062 | 1 575 807 | 0 0 | 0 0 | 1 100 331 | 500 72 | 2 675 1 393 | 2 075 879 | |
| Stratégie, politique scientifique et communication | 0 0 | 1 490 1 362 | 1 490 1 416 | 0 0 | 0 0 | 200 0 | 100 36 | 1 690 1 362 | 1 590 1 452 | |
| Support : informatique, moyens généraux; RH, Financier | 0 0 | 16 106 13 859 | 14 052 12 262 | 0 0 | 0 0 | 4 555 3 760 | 3 703 1 339 | 20 661 17 619 | 17 755 13 601 | |
| Total | 44 559 43 178 | 23 903 21 448 | 21 849 18 849 | 0 0 | 0 0 | 8 650 6 624 | 7 000 3 072 | 77 112 71 250 | 73 408 65 099 | |

* Voté

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Solde budgétaire (déficit) (D2) | 4 046 | 0 |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 0 | 0 |
| Autres décaissements non budgétaires | 700 | 0 |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) | 4 746 | 0 |
| ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1) | 0 | 4 497 |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 0 | 0 |
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 0 | 4 497 |
| Total des besoins | 4 746 | 4 497 |

* Voté

(en milliers d'euros)

| Financements | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Solde budgétaire (excédent) (D1) | 0 | 4 497 |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 0 | 0 |
| Autres encaissements non budgétaires | 0 | 0 |
| Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) | 0 | 4 497 |
| PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2) | 4 746 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 0 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 4 746 | 0 |
| Total des financements | 4 746 | 4 497 |

* Voté

L'INERIS présente sur le réalisé 2022 un compte budgétaire excédentaire de 4,5 M€, et ce malgré le repli des recettes propres sur l'exercice. Le solde de la trésorerie budgétaire pour 2022 se situe à 36,2 M€, niveau qui prolonge une dynamique ascendante. Comme pour les exercices précédents, le niveau de la trésorerie 2022 doit être relativisé puisqu'il inclut de recettes fléchées (zone Pyrotechnique, équipements embarqués post-Lubrizon).

Les recettes totales de l'INERIS se sont situées à 69,6 M€ (74,5 M€ en 2021 et 80,8 M€ en 2020). Ce niveau intègre les recettes exceptionnelles de l'exercice : dotation de 1,0 M€ pour l'acquisition des matériels de mesure embarqués, et de 2 M€ au titre de la nouvelle astreinte du Conseil d'État.

La SCSP des trois programmes atteint un total de 38,9 M€, stable par rapport à 2021, est conforme aux prévisions du BR.

Le montant des subventions variables, provenant, d'une part, des agences et ministères (OFB, ANR, ADEME), de la Commission européenne, d'autre part, après avoir subi une érosion en raison de la crise sanitaire, poursuit le redressement amorcé en 2021 du fait de la reprise partielle de certains programmes de recherche suspendus ou ralentis pendant la pandémie.

Prévention des risques

Programme n° 181 | Opérateurs

Le poste des recettes propres de l'INERIS EPIC (réalisé auprès des agences et ministères, et des entreprises, y compris le « guichet unique »), qui avait marqué un net redressement en 2021, retombe de 2 M€, pour se situer à 19,7 M€.

Les dépenses budgétaires globales réalisées se situent pour 2022 à 71,2 M€ en AE et à 65,0 M€ en CP, au-delà des niveaux de 2021 pour les AE (65,4 M€) et presque au même niveau que les CP réalisés en 2021 (soit 65,3 M€).

Les dépenses de personnel sont à 43,2 M€ AE CP. Du fait des recrutements décalés, ces dépenses sont inférieures aux prévisions du BI et du BR. De même, les postes des impôts et charges sont inférieurs aux prévisions. Les CP de personnel 2022 incluent également le versement d'un intéressement de près de 1 M€ (990 k€).

Les dépenses de fonctionnement sont de 21,4 M€ en AE et de 19,0 M€ en CP. Des facteurs de hausse des CP sont la reprise post-pandémique des dépenses des déplacements, notamment les voyages à l'étranger, et les dépenses d'intérim, en lien avec la non-réalisation de certains recrutements.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

| | Réalisation 2021 (1) | Prévision 2022 (2) | Réalisation 2022 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| Emplois rémunérés par l'opérateur : | 521 | 533 | 517 |
| – sous plafond | 486 | 485 | 482 |
| – hors plafond | 35 | 48 | 35 |
| <i>dont contrats aidés</i> | 13 | | |
| <i>dont apprentis</i> | | 18 | 15 |
| Autres emplois en fonction dans l'opérateur : | | | |
| – rémunérés par l'État par ce programme | | | |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | | | |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | | | |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2021.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022.

Pour l'INERIS, le plafond d'emplois en 2022 a été légèrement sous-exécuté essentiellement en raison des difficultés de recrutement, notamment sur des profils techniques aux compétences rares.